



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/40/PV.55
5 novembre 1985

FRANCAIS

QUARANTIEME SESSION

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA CINQUANTE-CINQUIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mercredi 30 octobre 1985, à 15 heures

Président :	M. MORENO-SALCEDO (Vice-Président)	(Philippines)
puis :	M. de PINIÉS (Président)	(Espagne)
	Mme CASTRO de BARISH (Vice-Présidente)	(Costa Rica)
	M. MOUSHOUTAS (Vice-Président)	(Chypre)

- Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain [35] (suite)
 - a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid
 - b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports
 - c) Rapport du Secrétaire général
 - d) Rapport de la Commission politique spéciale
 - Organisation des travaux
- /...

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

- Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain [35] (suite)
 - a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid
 - b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports
 - c) Rapport du Secrétaire général
 - d) Rapport de la Commission politique spéciale

En l'absence du Président, M. Moreno-Salcedo (Philippines), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 30.

POINT 35 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN :

- a) RAPPORT DU COMITE SPECIAL CONTRE L'APARTHEID (A/40/22 et Add.1 à 4);
- b) RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR L'ELABORATION D'UNE CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE L'APARTHEID DANS LES SPORTS (A/40/36);
- c) RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (A/40/780);
- d) RAPPORT DE LA COMMISSION POLITIQUE SPECIALE (A/40/805)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de donner la parole au premier orateur, je voudrais, conformément au paragraphe 71 de l'annexe V du règlement intérieur, inviter les représentants à prendre la parole dans l'ordre de leur inscription sur la liste des orateurs, étant entendu que ceux qui en seraient empêchés seront normalement placés à la fin de la liste, à moins qu'ils n'aient échangé leur tour de parole avec d'autres représentants.

Je voudrais également informer les membres de l'Assemblée que, compte tenu du très grand nombre d'orateurs inscrits au titre de ce point de l'ordre du jour, le débat se poursuivra demain matin. Jeudi après-midi, l'Assemblée générale commencera l'examen du point 14 de son ordre du jour, intitulé "Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique".

M. AZZAROUK (Jamahiriya arabe libyenne) (interprétation de l'arabe) :

Bien que les Nations Unies aient pris conscience du fléau que représente l'apartheid, aient accordé à cette question la plus grande importance, l'aient inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale depuis 1952 et aient procédé à des débats prolongés depuis lors, en dépit de toutes les résolutions adoptées par les Nations Unies sur l'élimination de l'apartheid et bien que la communauté internationale ait toujours demandé qu'il soit mis fin à ce crime commis non seulement contre le peuple d'Afrique du Sud et le peuple de Namibie mais également contre l'humanité tout entière, crime qui est une honte qui ne sera effacée que par la libération des peuples sud-africain et namibien de cette pratique oppressive - en dépit de tout cela, le régime de l'apartheid persiste dans sa politique et prive l'homme africain de ses droits les plus fondamentaux. Chaque jour, au mépris total de la volonté internationale, le Gouvernement sud-africain a recours aux formes les plus brutales d'exploitation, de répression et d'oppression à l'encontre des citoyens sud-africains. Il se livre sur eux aux actes les plus brutaux d'emprisonnement, de torture et de meurtre pour le seul fait de réclamer la justice, l'égalité et la liberté. En imposant un état d'urgence, le Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud a transformé l'Afrique du Sud en une vaste prison.

L'Afrique du Sud connaît aujourd'hui un soulèvement populaire considérable qui constitue un nouveau chapitre dans la lutte épique de la population sud-africaine pour obtenir les droits fondamentaux de l'homme. En dépit des actes brutaux d'oppression commis par le régime raciste de Pretoria, malgré les assassinats en masse, les emprisonnements et les détentions, malgré toutes les formes d'oppression qui affectent toutes sortes de personnes, comme les syndicalistes, les ouvriers, les étudiants, le clergé et les enfants, et bien qu'il poursuive les militants et les accuse de trahison pour le seul fait qu'ils luttent pour éliminer l'odieux système de l'apartheid - tous ces actes criminels commis par le régime raciste n'ont fait que renforcer la détermination du peuple sud-africain d'éliminer le système de l'apartheid et d'assurer l'égalité à tous les citoyens. De là l'escalade de la lutte armée et de la résistance, malgré les actes criminels d'intimidation du gouvernement.

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

Devant ce soulèvement, le régime de Pretoria essaie de renforcer ses capacités nucléaires et militaires et il a augmenté ses dépenses militaires pour l'exercice financier 1984-1985 de 21,4 p. 100 par rapport à celui de 1983-1984, comme on peut le lire en détail dans le document A/40/22. Tout cela risque de transformer l'Afrique du Sud en un foyer de tension permanent, puisqu'il continue son agression contre les pays voisins, pour les intimider et perpétue son système d'apartheid en Afrique du Sud. Le régime de la minorité blanche, dans un effort désespéré pour résister à la lutte héroïque du peuple sud-africain, lutte qui s'intensifie chaque jour, a recours à toutes les mesures possibles, telles que l'expulsion massive de populations dans ce que l'on appelle des homelands tribals, ou bantoustans, qui ne sont rien d'autre que des camps de détention de masse pour les Noirs. Le régime interdit également toutes réunions d'organisations qui s'opposent à la politique de l'apartheid.

Tous les actes commis dans le cadre de la politique d'agression de l'Afrique du Sud et tous les actes de terrorisme brutaux perpétrés dans le cadre de la politique d'apartheid n'empêcheront pas la réalisation de l'objectif pour lequel les populations de l'Afrique du Sud se sacrifient quotidiennement : l'instauration d'une société fondée sur la liberté et l'égalité sans discrimination et l'élimination de l'oppression et de la subjugation du peuple sud-africain, pour qu'il soit libéré et vive dans la dignité.

Le régime de l'apartheid, qui représente une agression continue contre la majorité de la population sud-africaine, non seulement commet des actes inhumains en Afrique du Sud et en Namibie mais est allé au-delà en essayant de semer la discorde et l'instabilité dans l'Afrique australe tout entière. Ce régime commet des actes d'agression et des attaques militaires contre le Lesotho, le Botswana et l'Angola et des actes de sabotage contre les infrastructures des pays voisins et entrave leur développement. Malgré cette politique et ces actes d'agression du régime raciste sud-africain et malgré toutes les résolutions des Nations Unies qui demandent l'arrêt de toute coopération avec ce régime, un certain nombre de pays occidentaux maintiennent encore des liens étroits de coopération avec le régime raciste et lui fournissent une assistance matérielle et morale. Toutes les formes d'aide économique, politique et militaire au régime raciste d'Afrique du Sud risquent d'encourager ce régime à persister dans son oppression et son agression. L'appel lancé par les pays impérialistes en faveur de l'adoption d'une politique d'apaisement et de la politique d'engagement constructif ne servira à rien car cela

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

ne fait que protéger le régime raciste et retarde l'élimination inévitable de l'odieux apartheid.

Les prétendues réformes auxquelles procède de temps à autre le régime de l'apartheid, comme la nouvelle constitution, ne font que renforcer la politique d'apartheid et ne constituent qu'une manoeuvre qui ne peut tromper ni le peuple sud-africain ni la communauté internationale.

Le régime raciste de l'Afrique du Sud reçoit toujours de l'aide d'un autre régime raciste, l'entité sioniste de la Palestine occupée. Cela n'est pas surprenant étant donné que la nature raciste des deux systèmes les unit et les pousse à coopérer dans tous les domaines. Le document A/40/22/Add.2 a énuméré les formes de cette coopération dans les domaines nucléaire, militaire, économique, académique, culturel et des sports et ce document contient le passage suivant :

"La collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud n'est pas limitée au recrutement d'ingénieurs et de techniciens mais comprend l'échange de visites et de connaissances spécialisées dans les domaines militaire et nucléaire ainsi que la participation de soldats des deux pays à des manoeuvres et à une formation militaires. On dit qu'Israël encourageait les Juifs sud-africains à se rendre en Israël et à servir un mois par an dans l'armée israélienne."

(A/40/22/Add.2, par. 20)

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

La coopération nucléaire entre l'entité sioniste raciste de la Palestine occupée et le régime raciste d'Afrique du Sud menace la sécurité de l'Afrique et des nations arabes, ainsi que la paix et la sécurité internationales.

La politique d'apartheid constitue un crime contre l'humanité et porte atteinte à la dignité humaine. La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour éliminer cette politique. Le sort de la population sud-africaine et namibienne, sous le système d'apartheid et sous l'occupation, exige que la communauté internationale prenne des mesures efficaces pour abolir l'apartheid et pour instaurer un système démocratique conforme à la volonté des masses et qui garantirait l'égalité, la liberté et la justice, sans discrimination aucune. Il faut également apporter un appui illimité à la lutte armée du peuple sud-africain et du peuple namibien afin qu'ils recouvrent leur dignité à l'intérieur d'une société fondée sur l'égalité pour tous, indépendamment de leur race, de leur couleur ou de leurs croyances.*

Les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, doivent imposer des sanctions obligatoires globales contre l'Afrique du Sud, afin que ce système renonce à sa politique d'apartheid et que le gouvernement par la majorité soit institué en Namibie jusqu'à son accession à l'indépendance. La terreur et la torture pratiquées par le régime sud-africain, la perpétuation de la politique d'apartheid en Afrique du Sud, au mépris des résolutions des Nations Unies, ainsi que les actes d'agression contre les pays voisins et le renforcement des capacités militaires et nucléaires du régime minoritaire rendent indispensable l'imposition par la communauté internationale de sanctions globales et obligatoires contre le régime sud-africain.

La Jamahiriya arabe libyenne est convaincue que la politique d'apartheid doit disparaître. En conséquence, depuis la révolution du 1er septembre 1969, elle a boycotté le système d'apartheid en Afrique du Sud, dans tous les domaines. Elle a interdit tout commerce avec ce système.

Pour terminer, je voudrais rendre hommage au Comité spécial contre l'apartheid, sous la présidence de l'ambassadeur Joseph Garba, du Nigéria, pour les efforts qu'il a consentis pour mobiliser l'opinion publique mondiale contre la

* Le Président reprend la présidence.

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

politique d'apartheid. Nous rendons également hommage au Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports; cette convention apportera une autre contribution supplémentaire à l'élimination de ce fléau qu'est l'apartheid.

M. ICAZA GALLARD (Nicaragua) (interprétation de l'espagnol) : Voici 40 ans, à la suite d'une guerre cruelle et très coûteuse pour l'humanité, les forces nazies et fascistes étaient vaincues.

Aujourd'hui, 40 ans plus tard, la communauté internationale est toujours témoin de crimes contre l'humanité que ces mêmes forces responsables de la dernière conflagration mondiale perpètrent en Afrique du Sud. Aujourd'hui, 36 ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'apartheid viole toujours chacune de ses dispositions.

Dans aucune région du monde, le racisme n'est adopté de manière aussi éhontée ni imposé avec autant de brutalité qu'en Afrique du Sud. Tous les aspects de la vie sociale sud-africaine sont strictement réglementés selon un classement racial de la population. Les Africains représentent plus de 75 p. 100 de la population et, pourtant, on leur interdit de vivre dans 87 p. 100 du territoire sud-africain qui sont réservés aux Blancs. Ces Africains ont subi et continuent de subir toutes sortes de discriminations, dans le travail, dans les écoles, dans les hôpitaux, et dans les centres récréatifs. Cette situation résulte de l'application d'une politique délibérée, de la part de la minorité blanche du pays, et institutionnalisée par un ensemble de lois qui se traduisent par une répression brutale. Ceux qui voient dans l'apartheid une simple manifestation d'intolérance raciale se trompent profondément. Le racisme fait partie intégrante du système et de son mode de fonctionnement, mais l'objectif ultime est la domination politique et l'exploitation économique de l'immense majorité de la population sud-africaine.

La politique de bantoustans, par laquelle des millions de Noirs sont obligés de vivre comme des prisonniers dans leur propre patrie, la répression sans bornes, les arrestations massives, les assassinats, ne sont que la partie visible de l'iceberg de ce système aberrant.

La nature de l'apartheid et sa survie ne sont pas le fait du hasard. Les politiques racistes sont toujours des facteurs de développement pour un capitalisme récalcitrant, et c'est ce capitalisme qui perpétue l'apartheid, qui le revitalise et le tolère.

M. Icaza Gallard (Nicaragua)

Un traitement inhumain et l'exploitation impitoyable du travailleur noir, des ouvriers asservis, une législation du travail favorable aux entreprises qui cherchent à réduire les coûts de production, constituent des conditions attrayantes pour les immenses succursales des entreprises occidentales qui se sont établies en Afrique du Sud. Ces avantages, associés au fait que Pretoria est disposé à servir de gendarme de l'impérialisme en Afrique australe et dans l'Atlantique sud, ont fait de l'Afrique du Sud l'allié le plus précieux de l'impérialisme, dont les relations sont aussi évidentes qu'étroites.

L'impitoyable répression interne, la politique constante d'agression et de déstabilisation menée contre les Etats de première ligne, l'occupation illégale de la Namibie sont le résultat de la politique d'apartheid du régime sud-africain qui, de par sa nature même, doit recourir à la terreur pour survivre.

Il est clair que le régime de Pretoria représente une menace constante pour la paix et la sécurité internationales. C'est pourquoi nous ne pouvons espérer le modifier ou le réformer. Notre seule aspiration immuable doit être l'abolition totale et définitive de l'apartheid. C'est alors seulement que la paix et la justice régneront dans la région.

Il est également clair que la politique inhumaine de l'apartheid est facilitée par ceux qui, en défiant les appels et les résolutions des Nations Unies, entretiennent des relations commerciales, financières, militaires et diplomatiques avec ce régime.

Il convient de réfléchir avec inquiétude sur le fait que certains pays aient si rapidement oublié la politique nazie, des pays qui furent les victimes du nazisme et qui aujourd'hui sont les piliers les plus solides sur lesquels repose la survie du régime d'apartheid.

Il faut reconnaître que les pressions en faveur d'une action efficace contre l'apartheid sont devenues plus fortes ces dernières années. Certains pays occidentaux importants ont entrepris des actions bilatérales visant à restreindre leurs relations économiques et commerciales avec l'Afrique du Sud et ont exprimé leur appui à l'imposition de sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud. Néanmoins, la collaboration à tous les niveaux, militaire, technique, commercial et culturel entre les Etats-unis d'Amérique et le régime sud-africain demeure pratiquement inchangée, de même que la politique hypocrite et erronée de l'engagement constructif. Ce n'est un secret pour personne que le prétendu engagement constructif, assorti de réformes internes, ne sert qu'à perpétuer ce régime odieux et à desservir les intérêts étrangers en Afrique du Sud et en Namibie.

M. Icaza Gallard (Nicaragua)

La répression en Afrique du Sud est telle que tous les secteurs opprimés de la société se sont unis pour résister à la tyrannie et la combattre. L'insurrection populaire est une conséquence inéluctable de la politique de répression.

En dépit de la répression insensée, de l'assassinat quotidien de Noirs, et de l'état de siège virtuel dans lequel vit la majorité de la population sud-africaine, la résistance du peuple sud-africain s'intensifie chaque jour. Cette intensification dramatique de la lutte de libération, tant en Namibie qu'en Afrique du Sud même, est si grave qu'elle a amené le général Clark, général de division des forces armées sud-africaines, à dire qu'"ils vivent déjà dans des conditions politiques, sociales, idéologiques et militaires généralement associées à une guerre généralisée".

Il est manifeste que le peuple sud-africain est déterminé à mener sa lutte jusqu'au bout pour faire reconnaître son droit à la liberté, à l'égalité, à la justice et à l'autodétermination. D'aucuns ont critiqué ce qu'ils appellent l'escalade de la violence en Afrique du Sud, critique dont le seul but est d'éviter de nommer le véritable responsable de cette situation, l'Afrique du Sud, qui détruit la paix et la stabilité régionale. Ce sont précisément de telles attitudes qui encouragent Pretoria à consolider son pouvoir en intensifiant de nouvelles formes de répression, en poursuivant son occupation illégale de la Namibie et ses attaques contre les Etats de première ligne.

La situation est explosive et ne peut plus durer. Les alliés de l'Afrique du Sud ont aujourd'hui l'occasion de témoigner de leur "amour de la démocratie et de la liberté".

En Afrique du Sud et en Namibie, il n'y a pas de "paladins de la liberté" comme ceux qui, sous les ordres de Washington, cherchent à renverser le gouvernement légitime révolutionnaire du Nicaragua. Ma délégation se demande pourquoi les Etats-Unis, puisqu'ils s'arrogent le droit d'aller de par le monde renverser des "gouvernements totalitaires", n'aident pas les patriotes sud-africains en lutte contre la tyrannie de l'apartheid. Pour le Gouvernement américain, dans le cas de l'Afrique du Sud, peu importe la suppression des libertés, peu importe les tueries aveugles, la torture et la réinstallation de millions de Noirs dans les bantoustans. Pour le président Reagan, l'apartheid n'existe pas : la politique de terrorisme d'Etat menée à l'encontre des Etats de première ligne n'existe pas. Le problème du Moyen-Orient marqué par l'occupation illégale des territoires arabes et la violation systématique des droits inaliénables du peuple palestinien n'existe pas non plus, de même que le problème

M. Icaza Gallard (Nicaragua)

de l'Amérique latine qui, par le biais du Groupe de Contadora, recherche une solution pacifique et négociée à la grave crise que traverse l'Amérique centrale.

Mais nos peuples, le peuple sud-africain, le peuple palestinien et les peuples d'Amérique centrale savent qui est l'ennemi commun. Le maquillage ne sert plus à rien, l'apartheid est condamné par l'histoire et cette même histoire condamnera également les responsables de la persistance de cet odieux régime.

La communauté internationale doit être plus belligérante et exiger que l'on respecte les résolutions des Nations Unies, que l'on applique l'embargo et les sanctions contre l'Afrique du Sud raciste.

Le Nicaragua appuie la proposition de l'Organisation de l'Unité africaine, (OUA) qui demande la convocation d'une conférence internationale sur les sanctions à imposer à l'Afrique du Sud, qui devrait coïncider avec le dixième anniversaire de l'insurrection de Soweto en juin 1976.

La communauté internationale a la responsabilité d'aider les peuples sud-africain et namibien dans leur juste lutte. Aussi longtemps que l'apartheid existera, l'humanité tout entière restera asservie. C'est également un défi lancé à la communauté internationale qui doit appuyer, par tous les moyens possibles, les mouvements de libération de Namibie et d'Afrique du Sud.

Il n'y aura pas de paix en Afrique australe aussi longtemps que les droits des grandes majorités seront impunément bafoués, aussi longtemps que des héros comme Nelson Mandela et d'autres milliers de patriotes demeureront emprisonnés, aussi longtemps que la Namibie continuera d'être occupée et son gouvernement usurpé et que se poursuivra la politique d'agression et de déstabilisation menée contre les pays frères de première ligne, et il n'y aura pas de paix en Afrique australe aussi longtemps que l'apartheid existera.

La lutte héroïque du peuple sud-africain continuera. L'on ne peut apaiser la colère d'un peuple qui a décidé d'être libre. Le Nicaraguayen a vécu cette expérience et, pour cette raison, notre appui à la juste lutte de la South West Africa People's Organization (SWAPO) et de l'African National Congress est inconditionnel et actif; c'est l'appui donné à des frères de lutte jusqu'à l'obtention de la liberté, de la justice et de la paix.

M. KEISALO (Finlande) (interprétation de l'anglais) : Le Gouvernement de la Finlande est profondément préoccupé par la détérioration rapide de la situation en Afrique du Sud et par l'intensification de la violence et des effusions de sang. L'état d'urgence proclamé par le Gouvernement sud-africain ne fait qu'aggraver le conflit entre le gouvernement et la majorité du peuple sud-africain. Les réformes limitées mises en oeuvre jusqu'à présent n'ont aucune signification étant donné qu'elles ne modifient pas les traits fondamentaux du système. Seule l'abolition de l'apartheid, avec la reconnaissance des droits civils et politiques de tous les Sud-Africains, peut constituer le fondement d'une évolution pacifique et démocratique de la société sud-africaine.

Aux Nations Unies, la Finlande, en étroite coopération avec les pays nordiques, a oeuvré en faveur de l'élimination du système raciste de l'Afrique du Sud et du transfert du pouvoir à un gouvernement librement et justement élu. Nous sommes persuadés que l'adoption par la communauté internationale de mesures communes et unanimes est le seul moyen d'exercer une pression sur le Gouvernement sud-africain.

Nous avons souligné l'importance des sanctions obligatoires recommandées par le Conseil de sécurité. Dans la situation qui règne actuellement, le Gouvernement sud-africain offre peu de choix aux Etats Membres des Nations Unies. Lorsque la persuasion et les appels demeurent sans effet, restent les sanctions. La Finlande a par conséquent demandé au Conseil de sécurité d'imposer des sanctions obligatoires effectives qui, nous en sommes convaincus, permettraient d'obtenir les résultats escomptés.

Bien que le climat international se soit modifié, les sanctions ne se sont pas encore révélées réalisables. Dans l'intervalle, la Finlande, de concert avec les autres pays nordiques, a décidé de prendre des mesures unilatérales afin de limiter encore plus ses relations économiques et autres avec l'Afrique du Sud. Nous demandons instamment aux autres pays d'adopter des mesures similaires en vue d'accroître les pressions sur le Gouvernement sud-africain. De plus, les mesures recommandées dans les résolutions 558 (1984) et 569 (1985) du Conseil de sécurité et dans la résolution 39/72 G de l'Assemblée générale sur des mesures internationales concertées en vue de l'élimination de l'apartheid devraient être mises en oeuvre par tous les pays, particulièrement par les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud.

M. Keisalo (Finlande)

En 1978, les pays nordiques ont adopté un programme d'action commun contre l'apartheid. Il y a moins de deux semaines, ce programme a été révisé et élargi par les ministres des affaires étrangères des pays nordiques. Ce document a été distribué en tant que document des Nations Unies sous la cote A/40/754. Les pays nordiques oeuvreront, au sein des Nations Unies, pour que le Conseil de sécurité adopte des sanctions dans le domaine de l'investissement, du commerce, du transport, et pour le respect strict de la résolution 418 (1977) adoptée par le Conseil de sécurité sur un embargo sur les livraisons d'armes. Un boycottage commun du transport pétrolier est l'un des éléments de cette politique.

M. Keisalo (Finlande)

Dans le même temps, les pays nordiques eux-mêmes ont adopté un certain nombre d'autres mesures unilatérales qu'ils appliqueront au plan national. La majeure partie de ces mesures concerne le domaine économique et porte notamment sur l'interdiction et la dissuasion en matière de nouveaux investissements ou d'attribution de prêts et la pleine application des mesures recommandées dans la résolution 569 (1985) du Conseil de sécurité. En outre, les pays nordiques accroîtront l'assistance humanitaire qu'ils apportent aux réfugiés, aux mouvements de libération et aux opposants à l'apartheid, de même qu'ils augmenteront leur aide aux Etats de première ligne, aux autres pays de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (SADCC) et en faveur de la coopération avec ces pays afin de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud, leur donnant ainsi plus de possibilité de résister à la politique de déstabilisation de Pretoria. La Finlande considère ce travail comme un processus dynamique en cours. Le Groupe de travail nordique continuera d'examiner et d'évaluer les nouvelles mesures qu'il est possible de prendre contre l'Afrique du Sud.

Bien que nos relations avec l'Afrique du Sud aient déjà été espacées, le Gouvernement de la Finlande va bientôt proposer une nouvelle législation pour appliquer d'autres mesures nationales concernant le commerce et les relations économiques avec l'Afrique du Sud. Notre assistance directe et indirecte aux mouvements de libération et aux peuples opprimés d'Afrique du Sud et de Namibie sera également renforcée.

L'apartheid génère la violence non seulement à l'intérieur mais également à l'extérieur. Le Gouvernement sud-africain, par des agressions militaires et des pressions économiques toujours intensifiées, a essayé de déstabiliser les Etats voisins, essayant de les contraindre à tomber sous sa domination. Ces actes d'agression constituent un sérieux obstacle à la paix et à la sécurité internationales et ont en conséquence été condamnés unanimement par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Le Gouvernement sud-africain n'a pas été à même de donner une explication acceptable de ces actes - tout simplement parce qu'il n'y en a pas.

Il y a un an, dans notre déclaration, nous avons évoqué l'évêque Desmond Tutu et son action en faveur de la solution négociée du dilemme sud-africain. Cette année, nous sommes heureux de constater qu'en dépit de l'aggravation de la situation sur le terrain, il a insisté avec constance et sans crainte sur le démarrage du dialogue entre le gouvernement et les représentants authentiques de la majorité sud-africaine. Nous sommes heureux de constater que malgré la menace qui

M. Keisalo (Finlande)

s'accroît au fur et à mesure que le temps passe, il pense qu'il y a encore une chance d'apporter des changements pacifiques en Afrique du Sud. Nous sommes à ses côtés pour exiger l'abolition immédiate de l'état d'urgence, la libération de tous les prisonniers politiques, le libre retour de ceux qui sont en exil et, en fin de compte, le démantèlement du système répressif de l'apartheid. Pour les Nations Unies, pour leur conseil de sécurité, pour chaque Etat Membre pris individuellement, il est temps d'agir maintenant en ce sens.

M. SIKAULU (Zambie) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi d'emblée de féliciter le Comité spécial contre l'apartheid et son éminent président, l'ambassadeur du Nigeria, M. Garba, qui n'ont cessé de jouer un rôle actif et important dans la mobilisation internationale contre l'apartheid. Le Comité spécial bénéficie du plein appui de la Zambie et ses rapports à l'Assemblée générale, qui contiennent une moisson d'informations, sont sans aucun doute d'une très grande valeur.

Il est opportun que l'Assemblée générale examine à la présente session la question de l'apartheid peu de temps après le débat général et la célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. La priorité donnée à l'examen de cette question est totalement justifiée étant donné qu'un affrontement d'une dimension apocalyptique est en train de se préparer en Afrique du Sud entre les forces du changement, la majorité noire opprimée, et le régime de la minorité blanche raciste, qui cherche désespérément à perpétuer le fléau de l'apartheid.

L'apartheid a été dénoncé il y a longtemps par la communauté internationale comme un crime contre l'humanité. Nombre de nos pays, en prônant l'élimination de l'apartheid, ont signalé à maintes reprises que ce système est violent par nature et qu'il constitue en lui-même une menace non seulement pour la paix et la stabilité régionales mais également pour la paix et la sécurité internationales, cela sans mentionner le fait que l'apartheid a été conçu et est appliqué pour assurer la domination de la minorité blanche et l'exploitation de la majorité noire en Afrique du Sud.

Qui peut désormais douter que l'apartheid est violent de par sa nature même? L'année dernière, la communauté internationale a pour ainsi dire chaque jour vu à la télévision la bestialité de la police et des forces armées sud-africaines, elle en a entendu parler à la radio ou, bien sûr, a lu des articles dessus dans les journaux et les magazines. Ce comportement bestial de la police et des forces

M. Sikaulu (Zambie)

armées sud-africaines a été et continue d'être dirigé contre des hommes, des femmes et des enfants innocents qui osent protester contre l'apartheid et tout ce qu'il représente.

Peu importe au régime de l'apartheid que ces gens aient recouru à des moyens de protestation non violents. Il suffit qu'elles aient osé protester. Des centaines d'entre eux, en fait plus d'un millier, ont été tués de sang froid par le régime. Beaucoup d'autres ont été mutilés, détenus et torturés. En effet, l'état d'urgence a été déclaré par le régime dans de nombreuses parties de l'Afrique du Sud.

Il y a quelques jours seulement, l'évêque Desmond Tutu a pris la parole à la Commission politique spéciale. Fidèle à son caractère et à sa réputation, il a parlé avec modération, raison et objectivité de la situation en Afrique du Sud. Il a expliqué les efforts qu'il a faits pour favoriser un processus de changement pacifique pour passer de l'apartheid et du gouvernement de la minorité à l'instauration d'une société juste, démocratique et non raciale en Afrique du Sud, fondée sur le gouvernement par la majorité. Le régime de Pretoria, comme il l'a dit à la Commission politique spéciale, non seulement s'est moqué des efforts qu'il a entrepris en ce sens, mais lui a même refusé la courtoisie d'une réunion avec M. P. W. Botha.

L'évêque Tutu est l'une des nombreuses voix de la raison que l'on a entendues au cours de l'histoire torturée de l'Afrique du Sud. Allan Boesak, un proche collaborateur de l'évêque Tutu, a été condamné à l'emprisonnement alors qu'il essayait de plaider avec modération en faveur d'un changement pacifique en Afrique du Sud, pour éliminer l'apartheid. Il va sans dire que l'African National Congress a essayé littéralement pendant des décennies d'oeuvrer en faveur d'un changement pacifique en Afrique du Sud, avec pour seul résultat de voir nombre de ses dirigeants, y compris Nelson Mandela, languir dans la prison de Robben Island.

M. Sikaulu (Zambie)

Les événements qui se déroulent à l'heure actuelle en Afrique du Sud montrent clairement que la majorité opprimée a perdu patience. Elle est descendue dans la rue pour dire et montrer qu'elle n'est pas disposée à tolérer plus longtemps le système d'apartheid qui l'a opprimée, exploitée et privée de sa dignité humaine pendant trop longtemps. Elle veut le voir disparaître maintenant et elle est disposée à payer le prix qu'il faudra pour son élimination. Elle a tellement souffert et a été tellement humiliée pendant longtemps par l'apartheid que pour elle la distinction entre la vie et la mort n'est maintenant rien de plus qu'une idée philosophique. Pour elle cette distinction n'existe pas.

Ainsi, cette majorité n'a plus peur du terrorisme que le régime pratique à son encontre. Elle a commencé sa marche vers la liberté, et même les forces policières et militaires de répression les plus odieuses ne l'arrêteront pas.

Il est important que la communauté internationale connaisse parfaitement la situation qui règne en Afrique du Sud. Les défenseurs du régime de Pretoria cherchent à persuader le monde que ce régime s'écarte peu à peu de l'apartheid. Le régime de Pretoria, qui annonce de temps à autre de prétendus changements dans le système d'apartheid, estime que ces changements sont importants et méritent d'être encouragés par la communauté internationale. Aussi, à maintes reprises, nous a-t-on demandé d'être prudents afin de ne pas troubler l'ordre des choses.

En fait, le régime de Pretoria n'a introduit aucun changement susceptible de l'éloigner de l'apartheid. Il reste aussi pathologiquement attaché à l'apartheid que dans le passé. Les prétendus changements introduits visaient à améliorer l'image de l'apartheid tout en assurant qu'il resterait intact. Les manoeuvres du régime de Pretoria à cet égard ont consisté précisément à leurrer et à déconcerter la communauté internationale et, à l'intérieur de l'Afrique du Sud même, à diviser le peuple opprimé. Les fondements mêmes de l'apartheid n'ont pas été touchés par les prétendues réformes entreprises par le régime. En tout état de cause, comme nous l'avons signalé à maintes reprises, l'apartheid ne peut pas être réformé; il doit être complètement éliminé.

Il ne fait aucun doute que tous nos pays expriment la répulsion que leur inspire le système d'apartheid pratiqué par le régime sud-africain et le condamnent dans leurs différentes déclarations. Sur ce point, nous sommes tous d'accord et, peut-être, aussi sur la nécessité d'éliminer ce système odieux. Il est également vrai qu'il existe des divergences au sein de cette assemblée sur la meilleure manière de contribuer à l'élimination rapide de l'apartheid. Dans un monde idéal,

M. Sikaulu (Zambie)

ces divergences n'existeraient pas et nous travaillerions tous ensemble, unis dans un objectif commun.

Mais il faut dire honnêtement que les divergences au sein de cette assemblée sur la manière de traiter le problème de l'apartheid se font jour principalement entre une minorité constituée de deux ou trois Etats et l'écrasante majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. La position de la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, qui reçoit un appui sans cesse croissant de l'opinion publique de tous les pays et qui correspond en fait à la position du peuple opprimé de l'Afrique du Sud et de ses mouvements de libération, se heurte à la position d'un gouvernement ou deux représentés au sein de cette assemblée.

C'est très bien de parler de la nécessité d'adopter une position commune pour adresser un message clair à l'Afrique du Sud. En fait, cela est souhaitable et nous devrions tout faire pour trouver un terrain d'entente. Mais ne serait-il pas arrogant de la part de la minorité constituée de deux ou trois Etats de rejeter continuellement la position de la majorité et de chercher à la persuader d'abandonner cette position et d'adhérer à la sienne dans l'intérêt de l'unité? Est-ce seulement en adoptant la position de la minorité que nous adresserons un message clair à l'Afrique du Sud? Ne convient-il pas que la minorité des Etats, dont la position n'est pas généralement partagée, revoie cette position?

Oui, le problème de l'apartheid n'est pas nouveau. L'Organisation des Nations Unies examine ce problème depuis des années. Tout a été fait pour essayer de convaincre et de persuader l'Afrique du Sud de la nécessité de mettre fin à l'apartheid. L'Afrique du Sud n'a pas réagi. Par conséquent, nous ne préconisons pas des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud par simple amour des sanctions. Le peuple opprimé ne descend pas dans la rue, risquant sa vie, par amour de la violence et des effusions de sang. Les mouvements de libération de l'Afrique du Sud ne recourent pas à la lutte armée par amour de la guerre, avec toutes les conséquences qu'elle entraîne.

Il importe d'avoir un sens de l'histoire. Nous sommes parvenus à ce stade, justement en raison de l'intransigeance du régime sud-africain. Ceux qui s'opposent à la position de la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ne proposent en fait rien de nouveau. Le Manifeste de Lusaka de 1969, qui est un document officiel de l'Organisation des Nations Unies, pour ne citer qu'un exemple, est éloquent lorsqu'il préconise le changement pacifique en Afrique du Sud.

M. Sikaulu (Zambie)

Bien entendu, nous ne disons pas que nous voulons écrire la constitution sud-africaine. Cela, et nous le reconnaissons, incombe au peuple sud-africain lui-même. Voilà pourquoi nous avons demandé à maintes reprises que soient entamées des négociations entre le régime minoritaire blanc et les dirigeants authentiques du peuple opprimé.

En préconisant des sanctions économiques à l'encontre de l'Afrique du Sud, nous avons toujours souligné que ces sanctions étaient, à notre avis, le seul moyen pacifique dont nous disposions pour opérer un changement en Afrique du Sud face à l'intransigeance du régime de Pretoria. Ces sanctions sont censées contribuer à un règlement rapide du problème de l'apartheid en Afrique du Sud et à la diminution des effusions de sang dans ce pays.

Des pays qui s'opposent à l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud n'ont pas hésité à imposer ces sanctions contre d'autres pays, sans s'occuper de savoir si elles seraient efficaces ou non, ou si, en fait, elles seraient préjudiciables aux personnes innocentes qu'elles n'étaient pas censées visées. Et dans leur opposition aux sanctions contre l'Afrique du Sud, ces pays ne disent pas catégoriquement qu'ils sont opposés aux sanctions en soi ni qu'ils n'en appliqueront jamais, quelles que soient les circonstances, contre un autre pays du monde. Donc, nous ne pouvons que nous interroger sur la véritable raison de leur objection.

Bien sûr, il n'est pas agréable pour quelque pays que ce soit d'appartenir à la catégorie des alliés, des amis, des partisans des défenseurs de l'Afrique du Sud mais en fait il faut bien constater qu'il y a des pays au sein de cette assemblée qui hésitent toujours à agir de manière décisive contre l'Afrique du Sud. Le régime de Pretoria les considère comme ses amis et ses alliés et certains d'entre eux ont déclaré ouvertement que l'Afrique du Sud était leur allié. Mais ce qui est plus important, c'est que leur hésitation à agir réellement contre l'Afrique du Sud, leurs déclarations équivoques et leur recours au droit de veto au Conseil de sécurité afin d'empêcher toute action contre l'Afrique du Sud ont pour effet d'encourager cette dernière dans son défi à l'égard de l'Organisation des Nations Unies et dans son intransigeance, qu'il s'agisse de l'apartheid, de l'indépendance de la Namibie ou de ses actes d'agression et de déstabilisation à l'encontre des Etats africains indépendants de la région.

M. Sikaulu (Zambie)

C'est peut-être pour cette raison que l'Afrique du Sud prétend être un bastion contre le communisme en Afrique australe et le gardien des valeurs occidentales.

On ne saurait trop souligner que la situation est extrêmement grave en Afrique du Sud. C'est une situation qui exige des mesures urgentes et courageuses du régime de Pretoria pour éviter une catastrophe. Comme l'a souligné le Président de mon pays, S. Exc. M. Kenneth David Kaunda, quand il a pris la parole devant l'Assemblée générale, le 22 octobre 1985, l'Assemblée générale doit faire maintenant ce qui suit : premièrement, déclarer sans aucune équivoque que l'apartheid est une question révolue et que le président Botha est disposé à rencontrer les dirigeants authentiques du peuple opprimé pour discuter de l'avenir de l'Afrique du Sud; deuxièmement, lever l'état d'urgence; troisièmement, abroger l'interdiction qui frappe l'African National Congress (ANC) et d'autres partis politiques et, quatrièmement, remettre en liberté Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques.

Je n'ai pas besoin d'évoquer ici la position collective adoptée par les chefs de gouvernement du Commonwealth lors de leur récente réunion aux Bahamas. Cette position a été adoptée à la suite de discussions sérieuses, prolongées et difficiles. La Zambie espère que l'Afrique du Sud tiendra compte de la position du Commonwealth et que, si elle ne le fait pas dans une période de six mois, les nouvelles mesures envisagées par les chefs de gouvernement seront prises à son encontre.

La communauté internationale dans son ensemble ne saurait se cantonner dans un rôle de simple spectateur face à la catastrophe qui est en train de se dérouler en Afrique du Sud. Il faudrait faire tout ce qui est possible pour reléguer l'apartheid et instaurer à sa place une société libre et démocratique pour tout le peuple d'Afrique du Sud.

Enfin et surtout, je voudrais, au nom de ma délégation, féliciter le Comité spécial sur l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports, présidé par mon excellent ami, M. Besley Maycock, de la Barbade, pour avoir conclu ses travaux avec succès. On ne saurait exagérer l'importance du projet de convention dans son impact contre l'apartheid. La Zambie espère donc que l'Assemblée générale l'adoptera à l'unanimité et que tous les Etats passeront rapidement à la signature et à la ratification de la convention.

M. Haji OMAR (Brunéi Darussalam) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, au nom de ma délégation, je voudrais vous féliciter très

M. Haji Omar (Brunéi Darussalam)

chaleureusement pour votre élection à la présidence de cette quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Votre dévouement et votre grande expérience des Nations Unies sont bien connus et nous sommes sûrs que, sous votre direction éclairée, les travaux de cette session de l'Assemblée générale seront couronnés du plus grand succès. Pour sa part, la délégation du Brunéi Darussalam ne ménagera aucun effort pour coopérer avec vous dans l'accomplissement des tâches importantes qui vous attendent au cours de ces mois difficiles. Je voudrais également me joindre aux autres orateurs qui ont exprimé avant moi leur gratitude à notre président sortant, M. Paul Luuk, pour sa contribution précieuse aux travaux de la trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

La politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud est l'une des questions auxquelles l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil de sécurité, consacrent le plus de temps, année après année. Cette année, l'Assemblée générale va s'intéresser, une fois de plus, à cette question. En fait, il s'agit d'un problème qui occupe une place de premier plan à l'ordre du jour, ce qui montre son importance et indique qu'il faut éliminer de toute urgence la politique scandaleuse d'apartheid et de discrimination raciale du Gouvernement de l'Afrique du Sud.

Les 24 millions de Noirs d'Afrique du Sud continuent d'être les victimes du régime raciste qui confère droits et privilèges politiques à la minorité blanche. La majorité, victime de discrimination, est privée de ses droits sociaux, économiques et politiques ainsi que de sa citoyenneté sur la terre même de ses ancêtres.

La situation actuelle en Afrique du Sud n'offre aucune perspective de solution rapide qui amènerait la paix et la sécurité dans le pays et dans l'ensemble de la région. Ce peuple qui souffre depuis longtemps ne saurait supporter davantage l'oppression et la répression. Pour lui, le temps des appels rhétoriques et de la patience est passé. La majorité noire désespérée a recours à la violence pour combattre pour la liberté et la justice. Pour elle, la violence semble être la seule façon de se faire entendre et de voir ses besoins satisfaits.

La situation déplorable dont nous sommes témoins aujourd'hui en Afrique du Sud montre clairement que la politique d'apartheid n'a pas sa place dans le monde civilisé. En imposant brutalement la pire forme de ségrégation humaine, le Gouvernement de l'Afrique du Sud doit maintenant faire face à une crise pire que

M. Haji Omar (Brunéi Darussalam)

toutes celles qu'il a traversées jusqu'ici, intérieurement et internationalement. Le pays est déchiré par des troubles raciaux qui prennent presque les proportions d'une révolution. La population se livre quotidiennement à des manifestations, à des émeutes et à des boycottages. On y répond par des arrestations massives, la torture et le meurtre d'hommes, de femmes et même d'écoliers innocents et sans défense. La situation explosive en Afrique du Sud s'est aggravée davantage à la suite de la déclaration de l'état d'urgence, imposé à 36 circonscriptions administratives et récemment étendu aux circonscriptions de la région du Cap. Cela a servi d'excuse au régime de Pretoria qui en a profité pour multiplier les arrestations massives et les meurtres. Ces actes, toutefois, n'ont rien fait pour réduire les populations au silence ou atténuer l'esprit de résistance à ces pratiques humiliantes. Au contraire, la violence se poursuit.

Les hostilités du régime raciste ne se sont pas arrêtées à ses propres frontières. Les forces d'occupation sud-africaines en Namibie utilisent ce pays comme base pour lancer des attaques armées contre les Etats africains indépendants de la région. L'Angola, par exemple, a été un objectif constant d'agression au cours de ces dix dernières années. D'autres pays qui ont subi le même traitement comprennent le Mozambique, le Lesotho, le Botswana et le Zimbabwe. Aussi longtemps que le fléau de l'apartheid ne sera pas éliminé, on ne pourra instaurer dans la région une paix et une stabilité durables.

Le Brunéi Darussalam n'est peut-être qu'un petit pays éloigné de l'Afrique du Sud. Mais nous n'oublions pas la cruauté et les actes hostiles du régime sud-africain envers son peuple. Mon pays, unilatéralement ou en solidarité avec d'autres nations, n'hésite pas à condamner le régime raciste. Le Brunéi Darussalam rejette l'apartheid sous toutes ses formes car c'est un crime contre l'humanité et une menace pour la paix et la sécurité du monde. Il faut éliminer complètement l'apartheid et ne jamais lui permettre de se manifester à nouveau.

M. Haji Omar (Brunéi Darussalam)

La politique odieuse de l'Afrique du Sud ne devrait jamais être défendue et ne saurait être tolérée plus longtemps. A cet égard, le Brunéi Darussalam se réjouit des efforts déployés par un certain nombre de pays développés pour imposer des sanctions économiques et militaires obligatoires contre l'Afrique du Sud. Nous sommes convaincus que de telles mesures concertées, au niveau international, ramèneraient l'Afrique du Sud à la raison et pourraient peut-être l'inciter à reconsidérer sa politique et ses pratiques d'apartheid et de discrimination raciale. Nous demandons instamment aux autres pays de prendre des mesures analogues afin d'exercer des pressions supplémentaires sur l'Afrique du Sud pour l'amener à modifier sa politique.

Si l'Afrique du Sud est sincère et veut vraiment mettre fin à la violence actuelle dans le pays, elle doit écouter l'appel lancé par le monde entier en faveur de négociations entre le gouvernement et les représentants de la majorité noire. Il faut créer une atmosphère propice à une telle entreprise, et en particulier libérer immédiatement et sans conditions Nelson Mandela et les autres prisonniers politiques noirs.

Enfin, nous exhortons une fois de plus le Gouvernement sud-africain à mettre fin à l'oppression de son peuple. L'emploi de la violence ne résoudra pas le problème. Il faut que la violence cesse. Il faut que la population puisse exercer ses droits inaliénables à l'autodétermination et établir un gouvernement juste susceptible de promouvoir la coexistence pacifique entre les Sud-Africains.

M. GBEHO (Ghana) (interprétation de l'anglais) : Une fois de plus, l'Assemblée générale est appelée à examiner la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain et nous devons reconnaître, tout en le regrettant, que l'apartheid continue d'exister. Mais il faut reconnaître aussi que plusieurs faits importants se sont produits dans la situation en Afrique du Sud depuis que l'Assemblée générale a adopté ses résolutions sur cette question l'année dernière. Les événements en Afrique du Sud ont eu une large presse et le monde entier est uni pour proclamer son horreur du système de l'apartheid. Nous ne différons que sur les moyens de l'éliminer. Je n'ai pas l'intention de répéter les arguments déjà avancés contre un système que la communauté internationale considère comme un crime contre l'humanité et la conscience humaine. Ma délégation estime que nous devrions nous concentrer, à ce stade, sur les mesures qu'il faut prendre dans l'immédiat pour accélérer la disparition du racisme, de la discrimination raciale et de l'apartheid en Afrique du Sud.

M. Gbeho (Ghana)

Depuis le dernier examen de la question à l'Assemblée générale, l'Afrique du Sud est en effervescence. Les Noirs humiliés et exploités se sont soulevés contre l'exploitation et n'ont laissé aucun doute quant à leur rejet total du système de l'apartheid et leur désir d'une société libre, non raciale et démocratique. La réaction meurtrière du régime raciste, d'autre part, est bien connue et n'a pas manqué de consterner le monde par sa brutalité. Il a laissé plus de 800 Sud-Africains noirs morts dans la rue et en a blessé des milliers. Afin de résister à la vague de manifestations contre l'apartheid, le régime Botha a été obligé ces derniers mois d'annoncer des réformes hâtives dans l'espoir qu'elles apaiseraient les Sud-Africains noirs et la communauté internationale.

Ces prétendues réformes appellent une observation ou deux, d'autant plus que certains amis de l'Afrique du Sud, notamment en Europe occidentale, cherchent à s'en prévaloir pour mobiliser l'appui au régime Botha. Nous estimons que les réformes annoncées jusqu'ici ne vont pas assez loin et, en tout état de cause, présentent l'apartheid sous un nouvel emballage destiné à le rendre plus acceptable à la communauté internationale. Elles n'éliminent pas complètement la domination de la minorité blanche, la discrimination raciale, la citoyenneté sélective ni l'exploitation des Noirs. Comment peut-on imaginer qu'elles prouvent la bonne foi du régime raciste? Ma délégation doute sérieusement que le régime sud-africain actuel soit capable d'éliminer l'apartheid. La situation appelle un changement fondamental et non pas les réformes superficielles qu'on nous offre.

Il faut comprendre que l'évolution rapide de la situation en Afrique du Sud, notamment au cours des derniers six mois, tient avant tout aux fortes pressions exercées sur le régime raciste par les Sud-Africains noirs et simultanément par la communauté internationale. La combinaison de ces deux pressions a réussi à saper l'arrogance et la sécurité du régime raciste et l'oblige à faire face à la réalité. En conséquence, il serait tragique de relâcher les pressions internationales en cette heure cruciale. Nous ne sommes pas contre des négociations pour régler le conflit qui fait rage, mais elles doivent avoir pour but de mettre fin à l'apartheid et non pas de lui accorder un délai. Les jeunes Sud-Africains noirs n'accepteront rien de moins et il n'est pas de notre devoir de les persuader d'accepter une demi-liberté. Il faut donc absolument que la communauté internationale continue d'isoler l'Afrique du Sud, d'appliquer des sanctions contre elle, de refuser d'investir dans son économie, de lui refuser des prêts et d'autres formes de crédit et, plus généralement, prenne des mesures qui obligeront Botha et son régime à renoncer au système de l'apartheid.

M. Gbeho (Ghana)

Les raisons que j'ai mentionnées équivalent à des sanctions et méritent par conséquent d'être tirées au clair étant donné le débat actuel sur les sanctions en tant qu'instrument de changement. Il ne fait aucun doute que les sanctions sont punitives, mais elles sont également légitimes en vertu de la Charte et du droit international. En outre, elles sont considérées par ceux d'entre nous qui les préconisent comme le dernier moyen pacifique de régler la situation violente et déjà menaçante qui existe en Afrique du Sud. En tant qu'organisation mondiale, si nous n'appliquons pas de sanctions, nous cautionnons l'injustice, le racisme et la violence qu'implique l'apartheid.

Ceux qui hésitent à autoriser des sanctions contre le régime raciste avancent d'autres arguments; selon eux, les sanctions nuiraient aux Sud-Africains noirs et aux pays voisins de l'Afrique du Sud plus qu'à l'Afrique du Sud blanche. Ces raisons sont fausses, pour ne pas dire plus, comme beaucoup l'ont déjà déclaré à cette tribune. La vaste majorité des Sud-Africains noirs ont actuellement un niveau de vie qui ne saurait être réduit davantage quoi qu'il arrive à l'économie du pays. Les sanctions ne les toucheraient donc que de manière marginale. En vérité, c'est la minorité blanche et privilégiée qui, si des sanctions étaient appliquées, verrait baisser sensiblement son niveau de vie. Même alors, on espère que les sanctions représenteraient un choc bref et aigu qui détruirait l'apartheid et rétablirait la paix, la justice et la prospérité dans le pays. Il faut souligner que les sanctions ne seraient pas permanentes. Elles seraient supprimées dès que possible. Elles n'ont pour but que d'accélérer l'effondrement de l'apartheid.

M. Gbeho (Ghana)

Quant à l'argument selon lequel des sanctions porteraient tort aux pays voisins, ma délégation souhaite préciser que c'est une pilule amère que ces pays, au niveau sous-régional, ont déjà décidé d'avalier. Ils ont catégoriquement déclaré, dans le cadre de la South African Development Co-operation Conference et après de sérieuses délibérations, qu'ils préféreraient endurer les douleurs des sanctions pendant une période de temps relativement limitée que de vivre perpétuellement à l'ombre du régime d'apartheid d'exploitation. Sur le plan économique, il est patent que les relations économiques actuelles entre l'Afrique du Sud et ses voisins seraient meilleures si cette dernière était un Etat libre et démocratique. Que personne par conséquent ne prétende parler ici au nom d'un groupe de pays qui se sont prononcés avec éloquence en faveur des sanctions.

L'un des principaux pays occidentaux s'est acquis une certaine notoriété en faisant obstacle à l'imposition de sanctions sous prétexte qu'elles sont inefficaces. En dehors du fait que ce pays a lui-même recouru récemment aux sanctions à l'encontre d'un Etat Membre des Nations Unies, la logique devrait nous obliger à lui demander, étant donné qu'il est réellement persuadé que les sanctions sont inefficaces, quel mal il y aurait à les imposer. La raison véritable de cette position isolée n'est pas difficile à deviner, mais nous demandons une fois de plus à ce pays de se joindre à la vaste majorité de la communauté internationale en vue d'imposer des sanctions globales et obligatoires à l'encontre du seul pays au monde qui a légitimé le racisme et qui recourt à la violence et au terrorisme d'Etat pour le maintenir.

L'Assemblée est également saisie du projet de convention internationale contre l'apartheid dans les sports, dont l'élaboration a été laborieuse du fait des consultations intensives qu'il a nécessitées. Dans l'ensemble, le texte en est acceptable pour ma délégation. Cependant, certaines questions ont été soulevées à propos de l'article 10, c'est-à-dire ce que l'on appelle généralement le "principe de la tierce partie". Nous reconnaissons le bien-fondé de l'inquiétude manifestée par les pays qui se sont prononcés sur la question; toutefois, selon nous, il faut envisager que la convention dans le cadre des nombreuses mesures prises sur le plan international pour permettre l'élimination rapide de l'apartheid. Aussi, la durée de la convention devrait-elle être limitée. Mais ce que nous voudrions plus encore, c'est demander aux délégations de comprendre que l'inconvénient que nous causera cet article est minime comparé aux dures souffrances que l'apartheid fait subir à quelque 27 millions de personnes. Si nous appliquions collectivement la

M. Gbeho (Ghana)

convention, avec son principe de tierce partie, l'apartheid qui, déjà, bat en retraite, serait bientôt éliminé; mais si nous hésitons ou si nous nous soucions trop de notre luxe frivole, le régime raciste regroupera ses forces et s'emploiera à maintenir son système malade face à la faiblesse des protestations internationales.

L'offensive finale contre le régime raciste d'Afrique du Sud doit s'accompagner d'une assistance accrue aux mouvements de libération nationale, qui jouent un rôle essentiel dans la lutte contre l'apartheid et le colonialisme en Afrique du Sud et en Namibie. Ma délégation voudrait remercier sincèrement les pays d'Europe orientale et les pays nordiques pour l'assistance qu'ils continuent d'accorder aux mouvements de libération nationale; mais ceux qui connaissent l'action de ces mouvements savent que la communauté internationale devra faire beaucoup plus si elle veut que ces mouvements survivent.

La condition des femmes et des enfants préoccupe tout particulièrement le Ghana, étant donné qu'ils sont devenus les victimes oubliées de l'apartheid. Leur sort, c'est de vivre dans la pauvreté, la maladie, la malnutrition et l'analphabétisme, alors qu'ils luttent pour survivre dans des conditions misérables. Ces enfants ne connaissent aucun luxe; il ne savent même pas ce que ce mot veut dire, et pourtant ce sont eux qui, demain, devront contribuer à la création d'une ère nouvelle en Afrique du Sud et en Namibie. Ma délégation adresse un vibrant appel à la communauté internationale pour qu'elle se porte immédiatement au secours des mouvements de libération nationale en vue de sauver des vies et de préparer ces malheureux à rentrer dans leurs patries respectives. Le Comité spécial est saisi d'un rapport sur la question qui contient des projets concrets que certains pays, institutions et organisations non gouvernementales ont présentés pour adoption. Nous espérons que le rapport sur la condition de ces femmes et de ces enfants contribuera à décider du type d'assistance pouvant le mieux convenir aux mouvements de libération nationale.

Pour terminer, ma délégation voudrait déclarer que l'Assemblée générale a l'obligation, en vertu des principes du droit et de la moralité de s'efforcer de mettre rapidement fin à l'apartheid, et nous ne devons pas nous dérober à cette responsabilité. La situation actuelle en Afrique du Sud est dangereuse et doit être réglée sans plus de tergiversation. Nous sommes déçus de ce que, depuis que la session a commencé il y a six semaines de cela - période durant laquelle des Noirs ont été assassinés pratiquement tous les jours - l'Assemblée n'ait pas jugé

M. Gbeho (Ghana)

nécessaire d'intervenir rapidement d'une manière ou d'une autre pour atténuer la violence et l'affrontement. Pourtant, une action s'impose de toute urgence, et le moment est venu d'agir de manière résolue. C'est pourquoi nous en appelons à toutes les délégations de s'unir pour demander au régime raciste de prendre les mesures suivantes : premièrement, adopter rapidement une législation en vue d'abolir complètement les lois relatives à l'apartheid; deuxièmement, lever l'état d'urgence et abroger notamment l'Internal Security Act; troisièmement, accorder la citoyenneté pleine et entière à tous les Sud-Africains sans distinction; quatrièmement, libérer immédiatement et inconditionnellement tous les prisonniers politiques, notamment Nelson Mandela, et cinquièmement, engager des pourparlers avec les dirigeants reconnus de la majorité noire.

En attendant que ces exigences soient satisfaites, des pressions internationales devraient continuer d'être imposées et assorties, cette année, de sanctions obligatoires complètes à l'encontre du régime raciste. En soulignant une fois de plus que nous sommes convaincus de l'efficacité de sanctions complètes et obligatoires, nous ne rejetons pas pour autant l'accord collectif modeste en matière de sanctions limitées auquel est parvenu le Commonwealth lors de la réunion qu'il a récemment tenue aux Bahamas. En fait, nous y voyons une décision historique dont nous nous félicitons, mais l'Assemblée générale ne devrait pas rester à la remorque de l'initiative du Commonwealth. Au contraire, elle devrait en faire la base d'un instrument de plus vaste portée et l'assortir de dispositions obligatoires. Nous pensons que cela constituerait le meilleur moyen d'assurer l'élimination de l'apartheid et l'instauration d'une société libre, démocratique et non raciale solidement fondée sur le principe "un homme, une voix". Nous espérons que l'Assemblée n'abandonnera pas les Sud-Africains en cette heure cruciale.

M. MAKEKA (Lesotho) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, bien que le chef d'Etat de mon pays vous ait exprimé ses félicitations pour votre élection unanime et bien méritée à la présidence de la quarantième session de l'Assemblée générale, permettez-moi de me faire l'écho de ces sentiments, étant donné que c'est la première fois que je prends la parole devant cette assemblée. En tant que vice-président de l'Assemblée, je me sens honoré de travailler sous votre direction, étant donné votre expérience, votre tact et votre connaissance de la diplomatie aux Nations Unies. Nous sommes heureux de vous assurer de notre appui inébranlable et de notre volonté de coopérer avec vous dans votre tâche difficile.

M. Makeka (Lesotho)

Il y a un an, du haut de cette même tribune, j'exprimais l'indignation de mon pays à l'égard de la politique d'apartheid du Gouvernement d'Afrique du Sud. Notre position ferme contre ce système inhumain est bien connue et je n'ai pas besoin d'y revenir.

La semaine dernière, nous avons célébré le quarantième anniversaire des Nations Unies et le chef d'Etat de mon pays, comme beaucoup d'autres qui ont pris la parole ici, nous a rappelé combien il est triste de devoir reconnaître qu'au cours des 40 dernières années, l'ONU n'a pas réussi à éliminer de cette planète le fléau du racisme et de l'apartheid. Bien que l'Organisation soit saisie de la question de l'apartheid en Afrique du Sud et son corollaire, l'occupation raciste illégale de la Namibie, depuis sa création, les remparts de l'apartheid sont toujours intacts. Comment pourrait-il en être autrement lorsque tout ce que nous faisons, c'est parler, année après année, sans fin. Comment pourrait-il en être autrement si une grande puissance vient ici même, sans évoquer ne serait-ce qu'une seule fois une question telle que l'apartheid, qui intéresse toute la communauté mondiale?

Au cours des 40 années d'existence des Nations Unies, le peuple de l'Afrique du Sud a vu se renforcer et s'accroître la brutalité et l'inhumanité de l'apartheid. Les porte-paroles de l'opposition à l'oppression et à l'esclavage par les colons blancs ont été bannis, assignés à résidence et détenus. Les champions des protestations pacifiques, comme les Lithulis, ont été victimes de ce traitement. Il est apparu clairement, dès le départ, que les masses opprimées avaient affaire à un type différent d'être humain, qui voyait en un Noir rien d'autre qu'un animal ayant pour seule valeur d'être une source de main-d'oeuvre à bon marché. Dans les années 60, les oppresseurs sont devenus encore plus haineux, assassinant de sang-froid plus de 60 Africains qui protestaient pacifiquement contre les lois injustes relatives aux laissez-passer. Depuis lors, l'Afrique du Sud a été régie par le fusil et l'opposition à l'apartheid a été frappée brutalement et rapidement. C'est dans cette période que les Mandela et autres dirigeants africains ont été emprisonnés alors que d'autres fuyaient leur patrie pour se livrer à la résistance de l'extérieur. Le mécanisme de l'apartheid était devenu alors si brutal qu'il est apparu clairement que le colon blanc n'était pas prêt à entendre raison. Les Africains n'avaient plus d'autre choix que de recourir au langage de l'opresseur : la lutte armée - la violence contre la

M. Makeka (Lesotho)

violence. Ainsi, lorsque l'Afrique se réjouissait de la liberté et de l'indépendance nouvellement acquises, le colon blanc d'Afrique du Sud ramenait le pays au Moyen-Age.

Dans les années 70, la situation a empiré. Une protestation pacifique de jeunes écoliers à Soweto contre l'éducation inférieure qui avait pour but de produire des serviteurs et qui leur était imposée dans la langue haïe du maître, l'Africains, a été accueillie par des balles qui ont fait des centaines de morts et des milliers de personnes ont dû fuir le pays. Ceux qui ont été arrêtés n'ont pas été mieux lotis car, comme les Biko, ils étaient assassinés par leurs bourreaux avant même d'être jugés, ou c'étaient les tribunaux de l'apartheid qui se chargeaient de les assassiner. La plus récente victime est Moloise, qui a été pendu malgré les appels répétés venant de toutes les parties du monde.

Nous sommes au milieu des années 80. Grâce au progrès technique, nous voyons tous les jours dans nos foyers mêmes, la brutalité de l'apartheid. Nous lisons des articles à ce sujet dans les journaux. Même ceux qui depuis de nombreuses années refusaient d'entendre raison et de voir ce qu'était réellement l'apartheid, ne peuvent plus cacher leur ignorance hypocrite - à moins de fermer délibérément les yeux et de se boucher les oreilles sur ce qui se passe autour d'eux. Pourrait-on imaginer que six Blancs soient tués chaque jour sans que l'Occident, en particulier les Etats-Unis, prenne des mesures immédiates et efficaces contre les coupables? Et pourtant, en ce moment même, des Africains sont massacrés en Afrique du Sud par des fusils fabriqués et fournis par certains Membres de l'Organisation. Depuis le mois de septembre 1984, des milliers d'Africains ont perdu la vie alors qu'ils protestaient contre un système qui est aussi diabolique, si ce n'est pire, que le nazisme, un système qui a été qualifié de crime contre l'humanité parce qu'il fait horreur à tous les gens honnêtes. Les oppresseurs prétendent que seuls environ 800 Africains ont été tués, alors que c'est le double qui a été victime des fusils de l'apartheid. Les paroles de l'évêque Tutu l'autre jour, lorsqu'il a pris la parole devant la Commission de politique spéciale, résonnent encore dans nos oreilles.

Comment le peuple opprimé d'Afrique du Sud peut-il se réjouir des 40 années que l'on fête aux Nations Unies? Pour eux, ces 40 dernières années ont été l'enfer et ce jour représente un autre jour de deuil. Le fait consternant que nous n'ayons pas suivi, en tant qu'organisation, les préceptes de notre propre Charte en ce qui

M. Makeka (Lesotho)

concerne l'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie suffit pour que nous soyons en deuil en cette période. Nous sommes restés impuissants alors que l'hydre de l'apartheid grandissait, dévorant avec une férocité sans précédent tout ce qui se dressait contre lui. Et pourtant, nous avons le pouvoir de faire quelque chose.

Les autorités sud-africaines se sont prétendues réformistes. Elles se sont rendues et continuent de se rendre dans de nombreuses capitales occidentales pour demander davantage de temps pour effectuer des changements qui ne pouvaient se faire du jour au lendemain. En fait, l'un des représentants de ce pays aurait dit qu'il n'était pas prêt à mourir pour défendre l'apartheid. Mais on sait très bien ce qui s'est passé et le passé parle de lui-même. De quelles réformes parlons-nous? On a d'abord introduit ce que l'on appelle le Conseil du Président; ensuite, on a introduit un parlement tricaméral, d'orientation raciste, qui n'a fait qu'enraciner davantage la domination blanche. On a ensuite aboli, ou du moins on a pris des mesures à cette fin, l'"Immorality Act" et la loi connexe sur les mariages mixtes. Et maintenant, on parle de citoyenneté sud-africaine, même pour les Noirs qui vivent dans les "bantoustans indépendants" et on parle également d'abolir l'"Influx control Act" si détesté, avec son système des laissez-passer. Les autorités sont donc surprises lorsque les émeutes et les troubles continuent de plus belle - et même augmentent. L'un d'entre eux a même remarqué "Que pouvons-nous faire de plus? On pourrait tout de même nous remercier de ce que nous avons fait". Ces paroles ont été adressées aux capitales occidentales et non pas aux parties réelles au différend, les masses opprimées de l'Afrique du Sud.

Les autorités sud-africaines restent à côté de la plaque parce qu'elles ne s'adressent pas aux bons interlocuteurs et de ce fait ne savent pas - ou, si elles le savent, font semblant de ne pas le savoir - ce qui est en jeu dans la situation actuelle. Deuxièmement, même à cette heure tardive, le Président sud-africain dit encore qu'il s'est modéré et qu'il pourrait faire empirer la situation si on le poussait trop loin. Le territoire sud-africain passe de plus en plus sous la règle militaire directe par l'état d'urgence, qui n'est rien d'autre qu'un état de siège. Nous savons que les prétendues cités noires ont été conçues et construites de façon à pouvoir être toutes bombardées en un jour, sans toucher à la "race blanche choisie par Dieu". Ceux qui ont survécu aux balles sont jetés en prison par milliers. Les dirigeants cléricaux et civiques des opprimés, et notamment le dirigeant du United Democratic Front, sont jetés en prison sans chef d'accusation et ceux qui sont accusés passent en jugement pour trahison. Toutes ces mesures sont une recette parfaite pour de plus grandes effusions de sang et une violence accrue.

M. Makeka (Lesotho)

Le Lesotho est au coeur de l'Afrique du Sud; nous sommes complètement encerclés par ce géant, puissant militairement et économiquement. Du fait de notre situation géopolitique et de notre histoire coloniale, nous dépendons largement de l'Afrique du Sud. En fait, j'ai remarqué que l'Afrique du Sud avait distribué aux Membres de l'Organisation un magazine intitulé "Afrique du Sud, pilier de l'Afrique australe". Ce magazine montre à quel point des pays comme le Lesotho dépendent de l'Afrique du Sud. Le message à cette assemblée est très clair. C'est le suivant : si l'on impose des sanctions économiques obligatoires contre l'Afrique du Sud, les pays énumérés dans cet article en pâtiront. L'Afrique du Sud soutient depuis longtemps que des sanctions feront plus de tort aux Noirs qu'aux Blancs et on entend maintenant que les sanctions frapperont les pays noirs voisins comme le Lesotho. Ces cris trouvent un écho attentif dans certains milieux du monde occidental. En fait, nous avons entendu ces sentiments exprimés ici. Une fois de plus, par l'aide ou l'assistance de ses amis, l'Afrique du Sud élude le principal problème, qu'il faudra, tôt ou tard, aborder de front.

Nous savons que le Lesotho va pâtir des sanctions. L'Afrique du Sud a dit clairement que si des sanctions lui étaient imposées en raison de l'apartheid, elle les ferait passer ou les réimposerait, littéralement, aux pays voisins. Le président Botha a dit clairement qu'il rapatrierait tous les travailleurs étrangers, que l'on appelle souvent travailleurs migrants, si des sanctions étaient imposées. Qu'il me soit permis de rappeler à cette assemblée que l'Afrique du Sud, qui s'inquiète tant de l'effet que des sanctions pourraient avoir sur nous, n'a pas hésité à nous les imposer en toute impunité. L'Afrique du Sud a fermé unilatéralement nos frontières, au détriment de notre bien-être économique; l'Afrique du Sud nous a imposé un embargo sur les armes. Alors même que nous parlons, l'Afrique du Sud a refusé de permettre le transbordement de certaines de nos fournitures d'armes qui sont encore à Maputo au Mozambique. Nous devons remercier les pays occidentaux et notamment les Etats-Unis qui nous ont aidés à faire passer certaines de ces armes par l'Afrique du Sud vers le Lesotho. Il nous a fallu plus de cinq ans pour obtenir un chargement de fournitures pétrolières de Maputo à notre capitale, Maseru, parce que l'Afrique du Sud refusait de donner son autorisation pour que ce chargement arrive au Lesotho. De nombreux investisseurs privés qui voulaient investir dans mon pays ont été menacés et chassés par l'Afrique du Sud.

M. Makeka (Lesotho)

En 1982, notre capitale, Maseru, a été attaquée par les forces de défense sud-africaines et cette attaque a causé la mort de 42 personnes, dont 12 citoyens du Lesotho, les autres étant des réfugiés sud-africains et des visiteurs. Depuis des années, notamment depuis 1980, mon pays est victime d'incursions armées depuis le territoire sud-africain, lesquelles ont entraîné des pertes humaines et des dégâts matériels. Il y a deux semaines environ, la capitale Maseru, qui se trouve à la frontière sud-africaine, a été attaquée avec des obus de mortier à partir du territoire sud-africain. Le 22 octobre 1985, dans un village à la frontière sud-africaine, six femmes et un homme ont été assassinés dans leur sommeil; les assaillants se sont enfuis en Afrique du Sud, comme d'habitude. Hier, les autorités sud-africaines nous ont fait savoir que les forces de défense sud-africaines effectueraient des manoeuvres militaires le long de la frontière du Lesotho. Nous avons demandé instamment à l'Afrique du Sud de renoncer à ces manoeuvres.

La liste de ces actes - qui, pour nous, ne sont rien d'autre que des sanctions et des pressions - est longue, mais je voudrais ajouter que l'Afrique du Sud n'a pas borné ces actes au Lesotho. Les autres pays voisins ont droit au même traitement. Les attaques armées contre le Botswana et l'Angola, ce dernier ayant été attaqué au moins trois fois cette année seulement, sont connues de notre organisation. Le Mozambique a été victime d'une insurrection armée du RENAMO, mouvement entraîné, armé et financé par l'Afrique du Sud. Aucun de nos pays ne sera en sécurité tant que l'apartheid existera. Nous sommes, paraît-il, punis et déstabilisés parce que nous accueillons l'African National Congress d'Afrique du Sud et pourtant nous n'avons fait que recevoir de vrais réfugiés, pour la plupart des enfants d'âge scolaire. Chaque fois que la furie de l'apartheid se déchaîne, le nombre des réfugiés augmente et Pretoria, aveuglé par la rage, frappe à droite et à gauche.

L'ironie de cette situation d'otage dans laquelle nous nous trouvons est qu'en dépit de tout cela, l'Afrique du Sud et ses alliés s'attendent que nous disions "s'il vous plaît, n'imposez pas de sanctions parce que nous en souffririons". On nous demande littéralement de nous opposer aux exigences des Sud-Africains en faveur de l'abolition de l'apartheid, de la liberté et de l'égalité. En bref, on nous demande de défendre l'apartheid.

M. Makeka (Lesotho)

L'apartheid n'existe pas au Lesotho. Nous n'avons rien à voir avec l'apartheid, sinon que nous sommes les victimes de sa colère. Nous avons fait savoir clairement à tous que le problème de l'Afrique du Sud n'était rien d'autre que l'apartheid. Nous avons même dit aux Sud-Africains eux-mêmes que, s'ils se débarrassaient de l'apartheid, personne ne parlerait de sanctions. L'apartheid est intrinsèquement maléfique et violent et, en tant que tel, il ne peut être réformé. Nous ne pouvons donner des ordres aux Sud-Africains, mais nous pouvons conseiller aux autorités actuelles de ne pas attendre que les Blancs commencent à mourir et que la région tout entière soit plongée dans un bain de sang. Les émeutes actuelles ne peuvent se limiter encore longtemps aux townships. Personne ne demande à cette organisation de sauver l'Afrique du Sud d'elle-même. On demande à ses Membres d'user de leur influence, collectivement et individuellement, pour persuader les autorités sud-africaines d'accepter l'inéluctable et d'éviter une catastrophe. L'Afrique du Sud doit libérer Mandela et les autres leaders africains, et entamer un véritable dialogue avec eux afin de paver l'avenir de ce pays bien aimé, débarrassé du fléau de l'apartheid. L'Afrique du Sud doit écouter ses hommes d'affaires blancs, ses chefs religieux et d'autres qui ont été assez courageux pour parler avec les dirigeants de l'ANC, car c'est la seule voie qui mène à la paix en Afrique du Sud et dans notre région. Il n'y a pas de demi-mesure. Ceux qui se font les champions du changement pacifique en Afrique du Sud doivent cesser de parler des droits de la minorité, parce qu'ils n'ont jamais prononcé un seul mot durant toutes ces années au sujet des droits de la majorité. Ils doivent éviter d'esquiver la véritable question, c'est-à-dire la fin de l'apartheid sous toutes ses formes, aujourd'hui et non pas demain, parce que demain il sera trop tard.

Pour terminer, je voudrais rendre hommage au Comité spécial contre l'apartheid et à son dévoué président, l'ambassadeur Garba, pour son rapport lucide et pour un travail bien fait. Le Gouvernement du Lesotho étudie le rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports et fera connaître sa position le moment venu.

ORGANISATION DES TRAVAUX

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée générale sur un point qui devait être présenté demain. L'importance de la question de l'apartheid et le nombre élevé d'orateurs ont quelque peu retardé la session. Etant donné que le Directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit repartir demain après-midi à Vienne pour affaires urgentes, je voudrais demander à l'Assemblée si elle est d'accord pour que, demain matin, le plus tôt possible, le Directeur de l'AIEA ait la possibilité de présenter son rapport, ce qui lui permettra de repartir pour Vienne. Si l'Assemblée n'a pas d'objection, le Directeur de l'AIEA présentera son rapport demain matin à 10 h 30 et, immédiatement après, l'Assemblée reprendra le débat sur la question de l'apartheid, qui est si importante pour toutes les délégations comme le prouvent les nombreuses déclarations faites aujourd'hui.

Je donne la parole au représentant du Mozambique pour une motion d'ordre.

M. DOS SANTOS (Mozambique) (interprétation de l'anglais) : J'ai écouté attentivement ce que vous avez dit, monsieur le Président. Malheureusement, étant donné que vous ne nous avez pas expliqué en détail les raisons pour lesquelles nous devrions interrompre le débat, mais que vous nous avez simplement informés que le Directeur de l'AIEA doit repartir pour Vienne demain après-midi, et comme nous ignorons les raisons de ce départ, ma délégation a des difficultés à accepter la proposition que vous venez de faire. Nous estimons que cette question est extrêmement importante. En ce moment même, des gens sont en train de mourir en Afrique du Sud. Au moins six personnes meurent chaque jour en Afrique du Sud. Nous avons vraiment beaucoup de difficultés à accepter que ce débat soit interrompu maintenant.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant du Mozambique de ses observations. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à l'Assemblée si elle avait des objections à ce que le Directeur de l'AIEA prenne la parole demain à 10 h 30 précises, pour la présentation de son rapport qui ne durera que 15 à 20 minutes, et à ce que nous reprenions immédiatement après notre débat sur la question de l'apartheid. Si le représentant du Mozambique s'y oppose, je suis prêt à ouvrir la séance demain à 10 h 30 très précises, en espérant

Le Président

que le quorum sera atteint, pour poursuivre l'examen de la question de l'apartheid. S'il n'y a pas quorum, je pourrais donner au Directeur de l'AIEA l'occasion de faire sa déclaration. Mais je m'en remets à ce que dira le représentant du Mozambique.

M. DOS SANTOS (Mozambique) (interprétation de l'anglais) : Je ne veux pas retarder le débat. Puisque vous dites que cela ne prendra qu'environ 15 minutes, je me plierai à votre suggestion.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant du Mozambique de son esprit de coopération.

POINT 35 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN :

- a) RAPPORT DU COMITE SPECIAL CONTRE L'APARTHEID (A/40/22 et Add.1 à 4) ;
- b) RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR L'ELABORATION D'UNE CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE L'APARTHEID DANS LES SPORTS (A/40/36) ;
- c) RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (A/40/780) ;
- d) RAPPORT DE LA COMMISSION POLITIQUE SPECIALE (A/40/805)

M. RAMASY (Madagascar) : Au cours de l'année écoulée une nouvelle étape a été franchie dans la mobilisation nationale et dans la lutte du peuple opprimé d'Afrique du Sud et de tous les adversaires de l'apartheid, plus que jamais résolus à éliminer le système odieux d'apartheid et à créer une société unie et non raciale en Afrique du Sud.

La politique d'apartheid du Gouvernement de Pretoria demeure toujours un sujet de préoccupation pour l'ensemble de la communauté, et le Président du Comité spécial contre l'apartheid, le major général Garba, nous a, le 28 octobre 1985, exposé en détail l'évolution de la situation depuis l'examen de la question lors de la dernière session de notre assemblée générale.

Il nous semble cependant important de relever les points suivants : l'année écoulée a été marquée par la recrudescence de la répression de la part des forces de police du régime raciste de Pretoria; la multiplication des arrestations massives et arbitraires suivies de détentions illimitées se terminant par des assassinats; le déploiement de l'armée à l'intérieur et autour des "townships"; l'oppression et la torture; la politique de la bantoustanisisation accompagnée de transferts forcés et le contrôle de la circulation de la population; la mise en place d'une prétendue réforme constitutionnelle par la création des trois chambres tout en écartant, bien sûr, la participation de la population noire; l'instauration de l'état d'urgence conférant des pouvoirs exceptionnels aux forces de la police; les actes de répression, les actes d'agression et de déstabilisation contre les pays africains voisins.

Pour essayer de se justifier devant l'opinion internationale, le régime de Pretoria a multiplié ses manoeuvres politiques dans la poursuite de ses prétendues réformes de l'apartheid par l'abrogation de certaines lois discriminatoires, réaffirmant en même temps son attachement à l'apartheid et son rejet de l'octroi des droits politiques aux Noirs.

M. Ramasy (Madagascar)

Parallèlement à cela, l'année écoulée a été marquée par la poursuite et l'intensification de la lutte armée de la résistance à l'apartheid : lutte armée clandestine; résistance des travailleurs, des étudiants, des organisations communautaires et des institutions religieuses.

Tout ce qui vient d'être énuméré nous autorise à affirmer que le régime d'apartheid n'est pas parvenu à briser l'esprit de résistance et la détermination de la population noire de l'Afrique du Sud.

C'est ainsi que sur le plan international, l'admiration qu'inspire la résistance héroïque du peuple sud-africain et l'indignation devant la brutalité du régime d'apartheid ont fait gagner beaucoup de terrain au mouvement de solidarité mondiale avec la lutte de libération en Afrique du Sud.

Pour la première fois, le Conseil de sécurité dans ses résolutions 566 (1985) et 569 (1985) a prié instamment les Etats Membres d'imposer des sanctions économiques précises contre l'Afrique du Sud.

Des pays occidentaux ont pris des mesures économiques importantes afin d'isoler le régime d'apartheid et d'appuyer la lutte légitime du peuple opprimé d'Afrique du Sud. La Conférence ministérielle régionale sur la sécurité, le désarmement et le développement en Afrique a établi dans son programme des mesures de sécurité afin de forcer l'Afrique du Sud à abandonner sa politique d'oppression intérieure et d'apartheid.

Le rappel de ces faits nous amène à insister sur les points suivants : la responsabilité de la situation qui prévaut actuellement incombe entièrement au Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud; les prétendues réformes imposées ou préconisées par le Gouvernement de Pretoria ne sont que des prétextes destinés à pérenniser l'apartheid alors que notre objectif est de l'éliminer sous toutes ses formes.

Nombre de pays ont pris des mesures revêtant un caractère de sanctions contre l'Afrique du Sud. Madagascar s'en félicite, mais nous continuons de croire que les sanctions n'éliminent pas l'apartheid, mais contribuent à accélérer son élimination. L'absence de sanctions obligatoires ne doit pas permettre d'excuser certains pays de ne pas prendre des mesures unilatérales. Tous les pays doivent prendre, à leur niveau, des sanctions contre l'Afrique du Sud.

M. Ramasy (Madagascar)

Ici, je voudrais rappeler un passage de l'audition de S. Exc. l'évêque Desmond Tutu, le 28 octobre 1985, devant la Commission spéciale, lors de sa 15ème séance :

"A la phase actuelle de l'apartheid, on nous régale du langage de la réforme. Bien sûr l'apartheid ne peut être modifié, il doit être démantelé."

(A/SPC/40/PV.15, p. 7)

Pour conclure, permettez-moi de dire qu'un vent souffle actuellement en Afrique du Sud. Le changement est inévitable, car nous assistons à une véritable révolution dans laquelle sont impliquées toutes les classes sociales sud-africaines.

Pour la réaliser, il est de notre devoir d'appuyer toutes les mesures préconisées en vue de mettre fin à l'apartheid.

C'est dans ce sens que nous nous associons aux recommandations proposées par le Comité spécial contre l'apartheid contenues dans son rapport, à savoir reconnaître

"la légitimité de la lutte que mène le peuple sud-africain pour éliminer l'apartheid et instaurer une société démocratique dans laquelle tous les habitants de l'Afrique du Sud, dans son ensemble, quelles que soient leur race, leur couleur ou leurs convictions, jouiront dans l'égalité de tous les droits politiques et autres..." (A/40/22, par. 364)

Légitimer la lutte que mène le peuple sud-africain sous la direction des mouvements de libération nationale, en particulier l'African National Congress (ANC), pour éliminer l'apartheid et instaurer une société démocratique dans laquelle tous les habitants de l'Afrique du Sud pourront, dans l'égalité, jouir de tous les droits politiques et autres et participeront librement à la détermination de leur destin; rejeter les prétendues réformes du régime d'apartheid ou le partage du pouvoir ou tout autre arrangement n'impliquant pas l'élimination totale de l'apartheid; libération de tous les prisonniers politiques et cessation de la répression; imposition de l'embargo sur les armes et embargo sur le pétrole, sanctions économiques obligatoires contre l'Afrique du Sud; boycottage dans le domaine des sports, de la culture et autres; appui et assistance au peuple opprimé de l'Afrique du Sud et à ses mouvements de libération nationale.

Pour terminer, nous remercions le Comité spécial contre l'apartheid, en particulier son président, pour le travail qu'il a accompli.

M. PAPAJOGEJI (Albanie) (interprétation de l'anglais) : La politique raciste du régime d'apartheid fait l'objet de débats aux Nations Unies depuis 1946. Nombre de décisions et de résolutions ont été adoptées par l'Assemblée générale qui condamnent la politique cruelle du régime raciste de la minorité blanche de Pretoria. Cependant, de nombreux faits, mentionnés dans des rapports soumis à l'Assemblée, et en particulier dans les déclarations prononcées par les chefs d'Etat, premiers ministres et représentants de différents pays d'Afrique, montrent que les fascistes de Pretoria poursuivent leur politique odieuse d'apartheid, recourant à la violence, à la terreur, à l'oppression et à l'exploitation de la population noire. Le régime raciste de Pretoria mène une politique typique de discrimination raciale, érigée en système, qui prive la population noire des droits de l'homme les plus fondamentaux.

M. Papajorgji (Albanie)

Aujourd'hui, tous les pays et les peuples progressistes et démocratiques du monde suivent avec la plus grande indignation les événements d'Afrique du Sud où l'on assiste à un véritable massacre de la population noire. On entend de plus en plus fort les voix qui s'élèvent pour protester contre le régime raciste de Pretoria qui tue, emprisonne et torture le peuple noir innocent, les meilleurs fils du peuple sud-africain. Le régime de Pretoria pratique depuis maintenant plusieurs années sa politique criminelle de bantoustans qui vise à couper de la nation la population africaine. La situation en Afrique du Sud actuellement se caractérise par la haine accumulée du peuple azanien qui est résolu à renverser le régime inhumain de l'apartheid. L'état d'urgence qui a été déclaré cette année en juillet dans 36 districts du pays, pour une courte période, avait-on déclaré, non seulement n'a pas été levé mais, au contraire, a été étendu à la quasi-totalité du pays. Malgré un recours toujours accru à l'oppression et à la terreur, la situation ne s'est pas normalisée comme le prévoyait le régime de Pretoria, qui s'entête dans sa politique, défiant ainsi la communauté internationale.

Dans ces conditions, le peuple azanien a organisé des manifestations de masse, et des combats sanglants ont eu lieu. Cela correspond donc à un mouvement révolutionnaire antiraciste et anti-impérialiste appuyé par les grandes masses populaires noires. Cette lutte a également recueilli l'appui des autres peuples africains. C'est pourquoi ce n'est pas la lutte du seul peuple azanien mais celle de tous les peuples africains pour la libération nationale et sociale contre le colonialisme, le néo-colonialisme et le racisme. C'est cette même lutte qui est menée par d'autres peuples du monde qui luttent pour la liberté, l'indépendance et le véritable progrès social.

Les peuples africains s'opposent avec une vive indignation au régime raciste de la minorité blanche et aux sociétés multinationales qui pillent le patrimoine du peuple azanien; ils condamnent cette façon d'agir. Ils condamnent les puissances impérialistes - l'impérialisme américain en particulier - qui apportent appui et assistance au régime de Pretoria et refusent d'appliquer les sanctions économiques qui ont été prises à son encontre. Dans le même temps, ils condamnent les sionistes israéliens qui collaborent étroitement avec le régime raciste de Pretoria.

A l'instar de tous les peuples et Etats progressistes qui se tiennent au côté du peuple azanien épris de liberté, le peuple albanais également a toujours supporté résolument les peuples et Etats africains dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance contre l'oppression et l'humiliation et contre le régime raciste et ses protecteurs impérialistes.

M. Papajorgji (Albanie)

Le camarade Enver Hoxha, l'inoubliable dirigeant albanais, a déclaré :

"Le peuple albanais et son gouvernement se sont félicités de la juste lutte des peuples africains pour éliminer le colonialisme et le racisme du continent africain et l'ont appuyé, comme ils ont appuyé les efforts des peuples épris de liberté des pays africains pour faire face à la politique et aux activités agressives, néo-colonialistes et de pillage de l'impérialisme."

La lutte menée aujourd'hui par le peuple d'Afrique du Sud contre le régime odieux de l'apartheid n'est pas un conflit racial, comme le prétend la propagande bourgeoise. Ce n'est rien d'autre qu'un conflit social dans lequel des forces sociales antagonistes s'opposent les unes aux autres - c'est-à-dire le peuple azanien d'un côté et le racisme, produit du système capitaliste, de l'autre.

C'est pour cette raison que l'impérialisme américain et d'autres puissances impérialistes répandent l'idée que les réformes sont la seule manière de régler les problèmes raciaux en Afrique du Sud. La délégation de la République populaire socialiste d'Albanie a toujours partagé les vues et positions résolues exprimées par les représentants des pays africains et autres dénonçant les forces politiques du régime de Botha, l'imposition d'une constitution prétendument nouvelle, les réformes et autres actions entreprises par ce régime qui essaie de perpétuer le régime de l'apartheid.

Le régime de Pretoria trouve son expression dans sa politique étrangère. Il continue d'occuper la Namibie en opprimant et exploitant le peuple de ce pays et ses ressources naturelles. Il commet des actes d'agression continus contre les pays africains voisins, représentant un danger toujours plus grand pour leur liberté et leur indépendance.

Mais le régime raciste n'oserait pas agir de la sorte s'il n'était pas assuré de l'appui et de l'assistance totale des Etats-Unis d'Amérique et d'autres puissances impérialistes.

La délégation albanaise juge nécessaire de signaler que ce régime fasciste, par sa politique intérieure et extérieure, tire également parti de la situation créée par la rivalité pour l'hégémonie sur le continent africain entre les deux grandes puissances impérialistes, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. Les socio-impérialistes soviétiques cherchent à exploiter la situation difficile et tendue qui existe dans la région de l'Afrique australe afin d'étendre leur influence impérialiste.

M. Papajorgji (Albanie)

Les peuples azanien et namibien ainsi que les peuples des autres pays africains n'ont jamais accepté le racisme et sa forme la plus vile, l'apartheid. La forte opposition et les vives protestations de la population noire et des patriotes azaniens et namibiens en faveur de la libération nationale montrent leur détermination à se débarrasser du racisme et du joug néo-colonialiste.

Voilà pourquoi cette lutte bénéficie du soutien résolu des pays et des peuples progressistes du monde entier.

La délégation de la République populaire socialiste d'Albanie tient à rappeler une fois de plus que le peuple albanais et son gouvernement demeurent les adversaires résolus de toute forme de discrimination raciale et nationale. Nous condamnons vivement la politique odieuse de l'apartheid du régime raciste de Pretoria et sommes persuadés que la lutte des peuples azanien et namibien sera couronnée de succès.*

M. TROYANOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques)
(interprétation du russe) : Il y a 40 ans a été remportée une grande victoire contre les forces de l'agression et du racisme en même temps qu'était créée l'Organisation des Nations Unies. L'un des principaux objectifs de la Charte des Nations Unies est de réaliser la coopération internationale en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

Après avoir détruit le principal rempart du fascisme raciste en Europe, les peuples étaient en droit d'espérer l'élimination rapide du racisme dans le monde entier, car il s'agit d'une manifestation honteuse indigne de la civilisation humaine contemporaine.

Mais cela n'a pas été le cas. Le racisme et la discrimination raciale continuent d'exister dans différentes régions, empoisonnant le climat international et constituant une source constante de danger pour la liberté et l'indépendance des peuples.

La forme la plus ouverte, la plus cynique et la plus visible du racisme est le système de l'apartheid en Afrique du Sud, où le racisme a été élevé au rang de principe constitutionnel et de politique gouvernementale du pays. L'apartheid en

* Mme Castro de Barish (Costa Rica), vice-présidente, assume la présidence.

M. Troyanovsky (URSS)

Afrique du Sud signifie que l'on se moque en permanence de tous les droits et libertés de la majorité de la population - je devrais dire l'écrasante majorité de la population. Le pays a été transformé en une immense prison où des millions d'Africains noirs et métis sont privés de liberté. En vertu de la législation raciste, tout Africain peut être jeté en prison sans jugement, sans enquête et sans même qu'une plainte ait été déposée contre lui. On compte actuellement en Afrique du Sud plus de 200 000 prisonniers et leur nombre augmente chaque jour. En supprimant les libertés politiques de la population autochtone d'Afrique du Sud, qui représentent la majorité, les racistes peuvent procéder à l'exploitation économique la plus cruelle.

M. Troyanovsky (URSS)

Tout le système politique et social de l'Afrique du Sud garantit à la minorité blanche une position privilégiée alors que des millions d'Africains noirs vivent dans la misère et sont privés de leurs droits. Des millions d'habitants de l'Afrique du Sud exigent d'être traités comme des êtres humains et de pouvoir vivre dans leur pays sans être victimes d'humiliations et de discrimination. A cette fin, ils exigent que soient éliminés les obstacles politiques, économiques et sociaux qui sont un affront à la dignité de l'homme et qui ont été dressés par le régime raciste répressif.

Récemment, le mouvement de libération s'est caractérisé non pas par des actes individuels, mais par des manifestations de masse de dizaines de milliers de personnes. Il faut dire que la lutte de la population autochtone du pays pour sa liberté est entrée dans une nouvelle phase qualitativement différente. Le pays traverse une profonde crise politique interne. Tout cela a permis au Comité spécial contre l'apartheid de tirer à juste titre la conclusion que la lutte du peuple opprimé de l'Afrique du Sud et de tous les opposants à l'apartheid dans l'ensemble du pays est entrée dans une nouvelle phase, comme cela est indiqué dans son rapport publié sous la cote A/40/22. Les autorités sud-africaines répondent à ces revendications légitimes et naturelles par des répressions massives, par la terreur sanglante et en tirant sur la population pacifique. Des détachements militaires armés et d'importantes forces de police ont été lancés contre des manifestants sans armes. Au cours des derniers mois, le régime d'apartheid a tué plus de 700 personnes. Les dirigeants d'organisations démocratiques ont été arrêtés sous l'inculpation forgée de toutes pièces de haute trahison.

Au fond, c'est une guerre menée contre la majorité écrasante de la population de l'Afrique du Sud qui s'élève contre le système criminel de l'apartheid. Les actes des racistes suscitent la condamnation et la colère du monde entier. La politique d'apartheid est condamnée depuis fort longtemps par l'Organisation des Nations Unies comme crime contre l'humanité et comme menace à la paix internationale. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité exigent depuis plus de 25 ans que les autorités de Pretoria mettent fin à leur politique d'apartheid et de discrimination raciale. En juillet dernier, le Conseil de sécurité a, pour la énième fois, vivement condamné le système d'apartheid et les arrestations massives ainsi que les meurtres commis par les racistes, demandé que soient libérés tous les

M. Troyanovsky (URSS)

prisonniers politiques et réaffirmé que "seules l'éradication totale de l'apartheid et l'instauration en Afrique du Sud d'une société libre, unie et démocratique sur la base du suffrage universel peuvent conduire à une solution" (résolution 569 (1985) du Conseil de sécurité).

Comment les racistes ont-ils réagi aux appels lancés par l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité? Le Gouvernement sud-africain, loin de se montrer enclin à écouter les appels de l'Organisation des Nations Unies et de l'écrasante majorité des Etats Membres, a au contraire intensifié la répression à l'intérieur du pays et multiplié ses actes d'agression contre des Etats africains indépendants voisins. Le racisme et l'agression sont indissociables et cela est confirmé par l'histoire et les événements actuels. L'apartheid n'est pas seulement une politique inhumaine qui foule aux pieds les principes de la morale et de l'humanité, c'est également une véritable menace pour la paix sur le continent africain et pour la sécurité internationale dans son ensemble.

L'aventurisme militaire est une caractéristique intrinsèque du régime sud-africain. Devant la résistance au système d'apartheid qui s'accroît en Afrique du Sud même et devant la lutte de libération croissante du peuple de Namibie, les dirigeants de Pretoria essaient de sortir de cette situation par l'agression extérieure. Au cours des dernières décennies, l'Afrique australe est devenue un foyer de conflits armés incessants du fait des actes d'agression du régime raciste. Les forces militaires sud-africaines mènent une guerre qui n'en finit pas contre la République populaire d'Angola. En septembre dernier, des troupes sud-africaines ont pénétré une fois de plus sur le territoire de l'Angola et ont bombardé des régions se trouvant à plus de 200 km des frontières de l'Afrique du Sud. Une fois encore, une guerre coloniale est menée sur la terre angolaise. Le banditisme armé est également perpétré contre les Etats de première ligne, au Botswana et au Lesotho. Des actes criminels sont commis contre le Mozambique; des raids de terroristes et de saboteurs sont dirigés contre le plus jeune Etat africain indépendant, le Zimbabwe. La persistance de l'occupation coloniale de la Namibie représente une grave menace pour les pays indépendants d'Afrique. L'Afrique du Sud non seulement a imposé le racisme en Namibie mais, de plus, exploite ce pays de façon impitoyable; elle utilise le territoire namibien comme base pour lancer ses agressions contre l'Angola et d'autres Etats de première ligne.

M. Troyanovsky (URSS)

Pratiquant la violence et la terreur dans son propre pays, en Namibie et dans les territoires occupés d'Etats africains indépendants, le régime raciste sud-africain inflige d'énormes souffrances à des millions de personnes innocentes. La mission du Comité spécial contre l'apartheid en Angola, en Zambie et en Tanzanie a permis d'avoir une idée précise de l'importance des souffrances et des conditions insupportables dans lesquelles des milliers de femmes, d'enfants et de personnes âgées vivent dans des camps de réfugiés du fait des incursions et des nombreux actes d'agression commis par le régime raciste d'Afrique du Sud et de sa politique d'oppression en Afrique du Sud et en Namibie.

La liste des crimes du régime d'apartheid est si longue que leur énumération prendrait beaucoup de temps. S'efforçant vainement de sauver le régime d'apartheid d'un effondrement inévitable, Pretoria recourt à des manoeuvres politiques à l'intérieur du pays en vue d'affaiblir et de diviser le mouvement de libération en Afrique du Sud. Cependant, les prétendues réformes constitutionnelles dont ont tant parlé les autorités sud-africaines, de même que les gouvernements et les organes d'information de certains pays occidentaux, n'ont été qu'une autre version de la même politique d'apartheid. La délégation soviétique estime que la lutte des peuples opprimés de l'Afrique du Sud et de la Namibie contre la tyrannie raciste mérite un appui général et exige que l'Organisation des Nations Unies adopte des mesures urgentes et efficaces, conformément à sa charte et aux obligations qu'elle a solennellement assumées.

L'année prochaine, il y aura 40 ans que l'Organisation des Nations Unies a commencé à examiner le problème du racisme en Afrique du Sud. Nous tenons à souligner le travail important de mobilisation des efforts internationaux dans la lutte pour l'élimination de l'apartheid réalisé par le Comité spécial contre l'apartheid, actuellement sous la présidence du Représentant permanent du Nigéria auprès des Nations Unies, l'ambassadeur Garba.

Les autorités sud-africaines ne pourraient pas méconnaître avec tant d'arrogance l'opinion publique mondiale si elles ne se sentaient pas appuyées par des protecteurs occidentaux influents, et en tout premier lieu par les Etats-Unis d'Amérique. C'est ce pays qui empêche que ne soient imposées à l'Afrique du Sud les sanctions généralisées effectives prévues par la Charte des Nations Unies.

M. Troyanovsky (URSS)

Les Etats-Unis, comme ceux qui sont de connivence avec eux, recourent largement à des sanctions volontaires et à toutes sortes de mesures discriminatoires contre des Etats dont la politique ne leur plaît pas mais ne lèvent pas le petit doigt contre un régime raciste condamné par tout le monde comme antipopulaire et antihumain.

De plus, on avance des arguments selon lesquels les sanctions imposées à l'Afrique du Sud porteraient préjudice à ses voisins, et quand ceux-ci rejettent ce genre d'arguments, les représentants des puissances occidentales vont jusqu'à affirmer que des sanctions frapperaient la population même de l'Afrique du Sud, alors que c'est précisément cette population qui exige que des sanctions soient prises le plus rapidement possible.

Tout cela semble aussi hypocrite que les reproches adressés à Pretoria qui est coupable de se livrer à une "violence inutile" ou les conseils en vue de réformer l'apartheid de telle ou telle façon. Ce sont autant de tentatives faites pour camoufler la part de responsabilité de ces puissances dans les crimes du régime, qui a survécu jusqu'à nos jours grâce à l'appui et à l'"engagement constructif" de ses amis occidentaux.

Fidèle à sa politique étrangère de principe qui vise à éliminer totalement et définitivement le colonialisme et le racisme sous toutes leurs formes et manifestations, l'Union soviétique condamne vigoureusement le régime raciste de Pretoria, qui mène une politique d'agression et de terrorisme d'Etat sur toute la partie sud du continent. L'URSS condamne résolument les répressions de masse perpétrées par le régime raciste d'Afrique du Sud et exige qu'il soit mis fin à la terreur dans laquelle est maintenu le peuple africain du pays. Elle exige qu'on libère de leurs geôles le vaillant combattant pour la liberté des Africains, Nelson Mandela, et des milliers d'autres détenus politiques.

Il faut que soit garantie la liberté d'action de l'African National Congress (ANC) et de toutes les organisations qui souhaitent créer en Afrique du Sud une société unie et démocratique. Le peuple soviétique est solidaire de la lutte contre l'apartheid, contre la ségrégation raciale et la discrimination et contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation de la population africaine d'Afrique du Sud.

L'Union soviétique a été à l'origine de l'adoption par les Nations Unies d'une convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, et elle a été l'un des premiers Etats à ratifier cette convention.

M. Troyanovsky (URSS)

Notre pays appuie les revendications des pays africains et d'autres pays non alignés ainsi que l'appel de l'Assemblée générale au Conseil de sécurité pour que ce conseil adopte des sanctions globales obligatoires contre l'Afrique du Sud, en application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, y compris un embargo sur le pétrole et les produits pétroliers.

Les décisions de l'Organisation des Nations Unies sur la question de la politique d'apartheid suivie par les autorités sud-africaines ont pour but d'octroyer un soutien moral et matériel général et une aide aux populations qui luttent pour la libération nationale en combattant le colonialisme, le racisme et l'apartheid. Conformément à ces décisions, l'Union soviétique continuera d'apporter toute l'aide possible aux mouvements de libération nationale d'Afrique australe. Cette position anticolonialiste et antiraciste de l'Union soviétique a toujours été et demeurera ferme et systématique.

L'Union soviétique est convaincue que l'année du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux doit être marquée par des actes décisifs visant à éliminer définitivement le colonialisme, le racisme et l'apartheid.

M. DJOUDI (Algérie) : Encore une fois l'Assemblée générale est invitée à débattre de la politique raciste d'apartheid de l'Afrique du Sud. Ce système inhumain, reconnu comme crime contre l'humanité, se maintient en Afrique du Sud et continue d'engendrer quotidiennement des victimes et de menacer sérieusement la paix et la stabilité régionales et internationales.

Plus que jamais ses tenants s'accrochent à leurs privilèges et opposent le plus grand mépris à la réprobation que suscite dans l'opinion publique internationale leur politique raciste.

Leur intransigeance tire sa force de l'incapacité de la communauté internationale à adopter des mesures efficaces contre le système hideux de l'apartheid et se nourrit de l'appui que ne cessent de leur fournir certaines puissances.

La majorité opprimée en Afrique du Sud, le peuple namibien et les peuples de la région, en particulier les pays de la ligne de front, continuent pour leur part de payer le lourd tribut de la liberté, de la dignité et de la stabilité. La région de l'Afrique australe demeure le théâtre de tensions et de convulsions profondes dont la principale cause est le régime de l'apartheid.

La répression de la majorité africaine à l'intérieur de l'Afrique du Sud s'accompagne du maintien de l'occupation colonialiste de la Namibie et de la recrudescence des agressions contre les pays voisins de l'Afrique du Sud. Dans cette partie du monde, de nombreux principes cardinaux de la Charte des Nations Unies, sur lesquels reposent la solidarité et la fraternité humaines, sont gravement bafoués par l'arrogance et l'avidité d'une minorité jalouse de ses privilèges. Les principes d'égalité des droits, d'autodétermination des peuples et de non-usage, dans les relations internationales, de la menace ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance et la souveraineté politique de tout Etat, sont continuellement violés par le régime d'apartheid d'Afrique du Sud. Le racisme et la discrimination, l'agression, l'intervention, l'ingérence, la déstabilisation et le colonialisme sont les caractéristiques du régime de Pretoria.

A l'intérieur ce régime reste inflexible : le racisme est toujours à l'ordre du jour. La majorité continue de se voir refuser la participation au gouvernement et le carnage et la tuerie constituent la réponse à des revendications légitimes. Au cours des 12 derniers mois, plus d'un millier de personnes ont été tuées et des dizaines de milliers d'autres blessées, arbitrairement arrêtées et incarcérées sans jugement. Ainsi, des milliers de femmes, d'enfants, de dirigeants syndicalistes, de gens du culte et de travailleurs ont été emprisonnés parce qu'ils ont osé réclamer justice et égalité.

Les décès en cours de détention et la torture des détenus font l'information quotidienne en Afrique du Sud, et les disparitions et les interdictions de réunion se sont multipliées. La presse, déjà étroitement contrôlée, a été soumise à une censure plus sévère que par le passé.

Il ne se passe pas de jour sans que la communauté internationale n'apprenne l'assassinat de sang froid par la police sud-africaine d'opposants pacifiques à l'apartheid. Il ne se passe pas non plus de jour sans que des combattants de la liberté, des étudiants, des syndicalistes ou des chefs religieux soient victimes d'un acte majeur de répression.

La politique de bantoustanisation, des transferts forcés de population et du contrôle de la circulation des personnes en vertu des lois inhumaines et tristement célèbres sur les laissez-passer s'est poursuivie, perpétuant l'oppression de la population africaine et aggravant sa pauvreté et son dénuement.

M. Djoudi (Algérie)

Les massacres de Crossroads, en février de cette année, demeurent vivaces dans nos esprits et symbolisent non seulement l'opposition ferme des populations des cités africaines à la politique de bantoustanisation, des déplacements forcés, mais la détermination des habitants de ces cités et de la majorité noire dans son ensemble à mettre fin à cette politique en consentant, si nécessaire, les plus grands sacrifices.

Cette détermination, illustrée par la résistance héroïque opposée aux forces de police et à l'armée sud-africaine, en dépit des pouvoirs et de l'impunité que leur garantit l'état d'urgence imposé le 21 juillet dernier par le régime raciste, montre à l'évidence, à ceux qui ont encore des doutes, que l'odieux système de l'apartheid est irréversiblement condamné et que, aussi nombreuses que puissent être les opérations de réforme dont il fait ou pourrait faire l'objet, doit, tôt ou tard, disparaître.

Ni les prétendues réformes constitutionnelles dont le principe de base repose sur la ségrégation raciale, ni l'état d'urgence ne peuvent garantir la survie du régime d'apartheid. La création du parlement tripartite, qui ne constitue qu'un épiphénomène de la doctrine de la séparation, a été rejetée massivement à l'intérieur de l'Afrique du Sud et vigoureusement dénoncée et condamnée par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et la communauté internationale dans son ensemble.

L'état d'urgence, en dépit de la panoplie de moyens répressifs qu'il a mis à la disposition des forces racistes, n'a ni ramené la paix, ni rétabli ce que le régime raciste désigne par l'euphémisme de "l'ordre public". Il a au contraire favorisé l'extension du soulèvement à l'ensemble du pays, suscité la réprobation internationale et provoqué sa condamnation par l'écrasante majorité des gouvernements de ce monde. Il constitue aussi une mesure de panique qui témoigne à la fois de l'état d'effolement dans lequel se débat le régime sud-africain et de l'incapacité de celui-ci d'apprécier sereinement les changements radicaux qui se produisent actuellement dans ce pays.

Le discours du raciste Botha, prononcé le 15 août dernier, illustre on ne peut mieux la volonté de Pretoria non seulement de continuer à ignorer les appels pressants de la communauté internationale en faveur de l'abolition du système d'apartheid, mais aussi et surtout de poursuivre et de renforcer davantage sa politique de soumission et de répression de la majorité africaine.

Nous espérons que les pays qui croient encore à la possibilité de réforme du système de l'apartheid ont finalement pleinement compris le message de Pretoria.

M. Djoudi (Algérie)

L'apartheid est un crime contre l'humanité et il n'y a d'autre solution pour le retour de la paix et de la stabilité dans la région de l'Afrique australe, que la destruction totale de cet odieux système. C'est la condition nécessaire à l'instauration d'une société juste, démocratique et pluriraciale en Afrique du Sud. C'est là, enfin, la condition de l'arrêt des invasions et agressions de l'Afrique du Sud contre les pays voisins indépendants et de la cessation des entreprises directes ou par mercenaires interposés de déstabilisation menées contre leur souveraineté et leur intégrité territoriale.

Comme l'ont réclamé et le vingt et unième sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et la Conférence ministérielle des pays non alignés réunie à Luanda il y a près d'un mois, l'éradication de l'apartheid ne peut être obtenue que par l'isolement complet de l'Afrique du Sud et le renforcement de l'assistance aux mouvements de libération d'Afrique du Sud et de Namibie et aux pays de la ligne de front. L'imposition de sanctions globales et obligatoires reste le moyen pacifique le plus efficace pour y parvenir.

Il est, de ce fait, temps pour les quelques pays qui, d'une part, s'opposent à la lutte armée et aux changements violents en Afrique et en Namibie, et, d'autre part, rejettent l'imposition de sanctions comme moyen pacifique de susciter ces changements, au motif que celles-ci nuiraient à la majorité opprimée d'Afrique du Sud et aux peuples de Namibie et des Etats voisins, de se mettre au diapason de la communauté internationale et de favoriser l'isolement total de l'Afrique du Sud.

Il est aussi temps pour ces mêmes pays de cesser de ne concevoir les peuples opprimés de l'Afrique du Sud et des pays de la ligne de front que comme paravent pour protéger et préserver leurs intérêts égoïstes en Afrique du Sud et en Namibie.

Le Conseil de sécurité devrait faire usage, dans les plus brefs délais possibles, des pouvoirs que lui confère le Chapitre VII de la Charte et s'acquitter de ses responsabilités en imposant des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud.

Tous les membres du Conseil de sécurité, en particulier ceux qui entretiennent encore des relations avec le régime de Pretoria, devraient appuyer l'adoption de ces sanctions, apporter leur concours au processus de changement véritable qui se développe actuellement en Afrique du Sud, épargnant ainsi au peuple sud-africain davantage de souffrances, de deuils, et favorisant l'avènement rapide d'une société juste et démocratique en Afrique du Sud et d'une ère de paix et de stabilité et de coopération en Afrique australe.

M. VONGSAY (République démocratique populaire lao) : La communauté internationale, qui vient de célébrer le 24 octobre le quarantième anniversaire de la fondation de l'ONU, est en droit d'espérer que les obstacles qui se dressent encore sur le chemin de l'abolition pure et simple de cette institution honnie et barbare qu'est l'apartheid, que pratique toujours le régime raciste et minoritaire de Pretoria, pourront être rapidement surmontés ou brisés. Il est encourageant de constater que la majorité écrasante des Chefs d'Etat ou de gouvernement et d'autres dirigeants des pays Membres ont stigmatisé énergiquement, dans leurs allocutions prononcées à l'occasion de la session commémorative historique de notre organisation, ce crime contre la conscience et la dignité de l'humanité.

De même, au cours de la célébration, il y a quelques semaines, au Siège de cette organisation, du trentième anniversaire de la Charte de la liberté de l'Afrique du Sud, du vingt-cinquième anniversaire du massacre de Sharpeville et du vingt-cinquième anniversaire de l'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la communauté internationale a eu l'occasion d'insister à nouveau sur le caractère légitime du combat opiniâtre que mène actuellement le peuple opprimé de l'Afrique du Sud, ainsi que sur la nécessité et l'urgence d'intensifier l'aide multiforme à la juste cause pour laquelle il lutte.

Il convient, selon nous, de rendre hommage à l'Organisation des Nations Unies pour les efforts inlassables et persévérants qu'elle déploie en faveur de la cause juste du peuple opprimé de l'Afrique du Sud, qui mène un héroïque combat sous la direction résolue de ses mouvements de libération. Mais malheureusement, des obstacles apparemment quasi infranchissables sont toujours là, dont il n'est pas facile, il faut le reconnaître, de venir à bout. Ce sont, nous le savons tous, le régime d'apartheid lui-même, avec sa machine redoutable de répression, d'oppression, d'agression et de déstabilisation à l'encontre de la population noire majoritaire, ainsi qu'à l'encontre des pays souverains avoisinants, d'une part, et ceux qui, en Europe occidentale et ailleurs, lui prêtent inconditionnellement main forte, d'autre part.

M. Vongsay (Rép. dém. pop. lao)

Le rapport du Comité spécial contre l'apartheid, dont l'Assemblée générale est actuellement saisie, nous donne des informations édifiantes sur l'escalade de la répression exercée par Pretoria contre la population opprimée d'Afrique du Sud, sur le renforcement de la résistance que cette masse opprimée lui a opposée, sur la collaboration multiforme entre le régime criminel et les gouvernements de certains pays occidentaux, y compris bien sûr celui qui prône la politique d'engagement constructif, et sur la solidarité et la collaboration internationales en vue de contribuer à l'abolition de cette institution inhumaine et barbare, qui s'identifie en tous points au nazisme et au fascisme, dont la communauté internationale a célébré, il y a six mois, le quarantième anniversaire de la défaite.

M. Vongsay (Rép. dém. pop. lao)

La proclamation, le 21 juin 1985, de l'état d'urgence dans 36 circonscriptions administratives de l'Afrique du Sud est devenue le point culminant de l'escalade de la répression exercée par Pretoria à l'encontre de la population opprimée et asservie de ce pays. "En six semaines d'état d'urgence," - ait le rapport du Comité spécial contre l'apartheid - "au moins 2 500 opposants à l'apartheid ont été détenus et plus de 140 tués en vertu de ces mesures draconiennes. Parmi les détenus figurent des chefs religieux, des avocats, des enseignants, des étudiants, des syndicalistes et d'autres militants politiques hostiles à l'apartheid". Mais depuis lors, combien de personnes ont été victimes de cette machine d'oppression? Sûrement des centaines - morts et blessés -, à en juger par les spectacles affligeants de la répression policière que la télévision américaine nous a montrés la semaine passée. L'on se rappellera par ailleurs que la communauté internationale s'est élevée contre ces mesures arbitraires en demandant la levée immédiate de l'état de siège, la libération immédiate des dirigeants noirs détenus ou emprisonnés et l'ouverture de pourparlers avec les dirigeants authentiques de la population opprimée, etc. Le Conseil de sécurité a même adopté une résolution, condamnant en des termes assez sévères les voies de fait dont il s'agit. Mais, malheureusement, Pretoria, une fois de plus, n'en a tenu aucun compte, et ce en toute impunité.

Parallèlement aux arrestations arbitraires, aux procès politiques, ou "procès pour trahison", ainsi qu'aux détentions politiques dont le nombre a augmenté considérablement depuis le début de cette année, le régime raciste minoritaire de Pretoria a poursuivi frénétiquement l'application de ses politiques de bantoustanisisation, de déplacements forcés de population et de contrôle des mouvements africains majoritaires, ainsi que la mise à exécution de ses manoeuvres politiques les plus perfides. On se rappellera qu'au nombre de ses manoeuvres politiques figure la mascarade de la "réforme constitutionnelle" opérée l'année dernière et que la communauté internationale, y compris l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, a déjà déclarée nulle et non avenue. Ces manoeuvres politiques, dont l'objectif inavoué était de donner le change à l'opinion publique internationale, d'apaiser quelque peu sa colère et son indignation, ont été repoussées et rejetées par la majorité écrasante de la population noire opprimée ainsi que par ses mouvements de libération. La duplicité et l'hypocrisie foncières de Pretoria se sont finalement démasquées elles-mêmes : le chef du Gouvernement de Pretoria, dans une déclaration faite au Congrès de son parti, le 15 août, a rejeté

M. Vongsay (Rép. dém. pop. lao)

Le principe du suffrage universel et de l'octroi des droits politiques aux Noirs dans un Etat non racial, démocratique et unitaire, brandissant même, de façon insolente, la menace de sanctions et de représailles beaucoup plus sévères à l'encontre des adversaires de l'apartheid. La communauté internationale en a été profondément choquée.

Le Premier Ministre de l'Afrique du Sud a aussi déclaré, le 30 septembre de cette année, que les Noirs pourraient bientôt exercer le suffrage universel à l'intérieur de ce qu'il a appelé un Etat "uni". Le Président du Comité spécial contre l'apartheid, l'ambassadeur Garba, dans le discours qu'il a prononcé dans cette salle avant-hier, a attiré notre attention sur la subtilité et la perversité d'une telle manoeuvre en disant que :

(L'orateur cite en anglais)

"Ce nouveau système nébuleux n'est rien d'autre qu'une tentative visant à maintenir la domination blanche." (A/40/PV.51, p. 18)

(L'orateur reprend en français)

C'est là une remarque qui nous paraît extrêmement judicieuse et dont la communauté internationale et tous les mouvements de la résistance à l'apartheid doivent tenir entièrement compte.

S'agissant des obstacles majeurs à l'élimination totale de ce système démoniaque qu'est l'apartheid, mon gouvernement regrette que certains pays occidentaux et la puissance promotrice de la politique d'"engagement constructif", loin d'y renoncer comme les y a invités instamment et à plusieurs reprises la communauté internationale, s'obstinent toujours à poursuivre leur politique de tolérance outrancière, d'assistance et de coopération multiforme avec Pretoria. C'est là l'obstacle majeur à tous les efforts entrepris à ce jour par la communauté internationale en vue de la liquidation de ce fléau. Pretoria connaît à fond les points forts et les points faibles de ses partenaires commerciaux ainsi que de ses alliés militaires et nucléaires, dont les sociétés transnationales pléthoriques participent aveuglément au pillage des ressources naturelles, matérielles et humaines de l'Afrique du Sud et de la Namibie. Cela explique pourquoi Pretoria a osé défier, en toute impunité, toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. La résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité, décrétant un embargo obligatoire sur les armes, est restée plus ou moins lettre morte en ce sens que certains des pays occidentaux ou autres qui l'ont adoptée n'ont jamais respecté scrupuleusement l'embargo. Le rapport du Comité

M. Vongsay (Rép. dém. pop. lao)

spécial contre l'apartheid a publié à notre intention la liste des pays qui entretiennent des liens étroits officiels ou privés d'ordre commercial, militaire, même nucléaire, avec le régime raciste illégal d'Afrique du Sud. La communauté internationale doit prendre au sérieux les informations concernant le rythme étonnant auquel la capacité nucléaire des deux régimes fascistes, sionistes et racistes de Pretoria et d'Israël se développe actuellement. Quant à l'embargo pétrolier, il connaît le même sort que l'embargo sur les armes. Certaines puissances occidentales protectrices de Pretoria et détentrices du droit de veto ont, à chaque occasion, épargné à ce régime diabolique les sanctions globales et obligatoires prévues au Chapitre VII de la Charte de l'ONU, que le Conseil de sécurité a le devoir, en pareil cas, de prendre.

Voilà le cercle vicieux dans lequel nous nous trouvons et que nous avons le devoir de contribuer à briser coûte que coûte, dans l'intérêt supérieur du peuple opprimé de l'Afrique du Sud comme de celui du peuple conquis et asservi de la Namibie. Le Gouvernement lao constate avec satisfaction que, depuis le début de cette année, les mouvements de solidarité avec la population noire opprimée d'Afrique du Sud ont gagné en ampleur et en qualité dans toutes les parties du monde. Même aux Etats-Unis d'Amérique, de fortes pressions ont été exercées par l'opinion publique sur les milieux gouvernementaux, parlementaires, universitaires, bancaires, etc., afin qu'une série de sanctions économiques ou autres soient prises à l'encontre de Pretoria.

Le Gouvernement lao, tout comme les gouvernements et les peuples des pays épris de paix et de justice de par le monde, soutient la Déclaration spéciale sur la situation en Afrique australe, publiée à l'issue de la Conférence régionale sur la paix, la sécurité et le développement en Afrique qui s'est tenue au mois d'août de cette année à Lomé, la capitale du Togo. Il serait souhaitable que les gouvernements des pays qui, par leurs actions, protègent et encouragent Pretoria dans sa politique inhumaine, prêtent une oreille attentive à l'opinion publique tant nationale qu'internationale qui plaide pour la juste cause du peuple opprimé de ce pays.

M. Vongsay (Rép. dém. pop. lao)

Comme on le sait, Pretoria ne se contente pas seulement d'opprimer et de réprimer sauvagement la population noire majoritaire à tel point qu'elle est devenue la communauté étrangère dans son propre pays, mais le régime raciste, s'arrogeant insolemment le rôle de policier régional et fort du soutien inconditionnel de ses protecteurs occidentaux, poursuit sans relâche sa politique et pratique de "terrorisme d'Etat" à l'encontre des pays souverains et indépendants de la ligne de front d'Afrique australe, tels que l'Angola, le Mozambique, le Botswana, le Lesotho, etc.

Pretoria a commis plus d'une fois des actes d'agression, de déstabilisation et d'intimidation ainsi que le blocus économique à l'encontre de ces pays. La communauté internationale soutient la politique de sagesse et de coexistence pacifique qu'entendent mener de bonne foi ces pays de la ligne de front à l'égard du régime de Pretoria.

Mais comme tout le monde sait, c'est Pretoria qui, de par sa duplicité, n'a pas respecté les engagements souscrits. Plusieurs résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ont été adoptées jusqu'ici et ont condamné, pour la forme il est vrai, Pretoria pour sa politique hostile et déstabilisatrice envers ses pays voisins en Afrique australe.

A la fin de septembre dernier, en pleine session de l'Assemblée générale de l'année commémorative, Pretoria a perpétré un nouvel acte d'agression contre l'Angola dont la partie sud demeure toujours occupée par la soldatesque sud-africaine. Il est de notoriété publique que les troupes de Pretoria s'employaient et s'emploient activement à déstabiliser et à renverser le régime en place en Angola et au Mozambique. Pour arriver à ses fins sinistres et criminelles, il n'a pas hésité à utiliser tous les moyens illicites, y compris la bande de contre-révolutionnaires de l'UNITA, pour attenter à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Angola.

Des condamnations verbales ont été plus d'une fois proférées contre l'Afrique du Sud, et les puissances protectrices et détentrices du droit de veto ont adopté, dans le meilleur des cas, une attitude abstentionniste mais lorsqu'il s'est agi, pour le Conseil de sécurité, d'adopter des sanctions globales et obligatoires au titre du Chapitre VII de la Charte, ces puissances - ou l'une d'entre elles, selon les cas - n'ont jamais manqué de faire usage de leur veto.

M. Vongsay (Rép. dém. pop. lao)

Voilà, comment ce fléau, l'apartheid, a pu jusqu'ici esquiver le verdict décisif de la communauté internationale découlant de l'application du Chapitre VII de la Charte. Quoi qu'il en soit, on ne doit pas désespérer. Le Gouvernement lao, tout en réaffirmant sa condamnation énergique du crime d'apartheid ainsi que de son auteur, est fermement convaincu que la lutte héroïque que les peuples opprimés et conquis de l'Afrique du Sud et de la Namibie mènent actuellement sous la direction résolue de leurs mouvements de libération nationale respectifs, aboutira inmanquablement dans un avenir rapproché à une victoire glorieuse.

Qu'ils sachent que le Gouvernement et le peuple lao, ayant subi un lourd et douloureux passé colonial et connaissant le prix de la lutte longue et opiniâtre qu'ils ont eux-mêmes menée pour la reconquête de l'indépendance nationale et de la liberté, se tiennent toujours à leurs côtés jusqu'à la victoire finale.

Qu'ils sachent aussi que le Gouvernement et le peuple lao se sont joints invariablement à la communauté internationale et aux peuples épris de paix et de justice de par le monde pour demander la libération immédiate et inconditionnelle du grand leader Nelson Mandela ainsi que de tous ses compagnons d'armes et des combattants de la liberté qui languissent encore, avec dignité et stoïcisme, dans les geôles des nazis sud-africains depuis déjà de longues années.

Leur courage extraordinaire et leur patriotisme sublime sans égal qui constituent à n'en pas douter une puissante source d'encouragement pour les autres combattants de la liberté finiront certainement par triompher des forces sataniques de l'apartheid ainsi que du groupuscule blanc fasciste qui le pratique.

M. van der STOEL (Pays-Bas) (interprétation de l'anglais) : Dans la déclaration qu'il a faite au nom des dix Etats membres de la Communauté européenne ainsi que l'Espagne et le Portugal, l'ambassadeur du Luxembourg a déjà noté qu'au cours de l'année écoulée la situation en Afrique du Sud s'est nettement aggravée. Il a condamné avec force le système d'apartheid de l'Afrique du Sud et a réitéré la conviction des douze qu'il ne pourrait y avoir de solution aux troubles politiques dans ce pays tant que son gouvernement persisterait dans sa politique raciale. Mon pays partage de tout coeur les vues exposées dans cette déclaration commune.

L'apartheid, en tant que forme de ségrégation raciale institutionnalisée, constitue une violation systématique du principe de l'égalité de droits de tous les êtres humains, proclamé dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

M. van der Stoel (Pays-Bas)

Aux Pays-Bas, pays qui a une longue tradition d'attachement aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, la discrimination raciale et l'oppression en Afrique du Sud se sont heurtées à une réprobation et une indignation universelle. La force du sentiment populaire sur la question est nettement exprimée dans l'attitude de mon gouvernement. Le Gouvernement des Pays-Bas condamne sans équivoque la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain, en tant qu'atteinte aux valeurs fondamentales de la dignité humaine, de l'égalité et de la liberté. Les Pays-Bas attachent la plus haute priorité au prompt démantèlement du système d'apartheid et à son remplacement par une société véritablement démocratique dans laquelle tous les Sud-Africains, sans distinction de race et de couleur, participeront sur un pied d'égalité à la vie politique et économique du pays.

Nous sommes extrêmement préoccupés de constater que jusqu'ici le Gouvernement sud-africain a réagi à la pression extérieure en adoptant quelques mesures seulement. Les événements tragiques de cette année ont nettement montré que l'exclusion de la majorité noire du pays de toute participation au gouvernement de son propre pays ne pourra qu'alimenter la flamme dangereuse de l'oppression et de la violence avec des résultats de moins en moins acceptables. Voilà pourquoi nous sommes très fermement d'avis que la communauté internationale n'a d'autre option que d'exercer une pression accrue sur le Gouvernement sud-africain pour l'amener à entreprendre enfin une politique de réformes fondamentales menant à l'élimination complète de l'apartheid, seule option à une répression et à une effusion de sang plus grave encore.

Le Gouvernement des Pays-Bas est troublé devant la montée de l'affrontement et de la violence en Afrique du Sud, qui ont déjà provoqué des centaines de morts et qui font presque tous les jours de nouvelles victimes. Les autorités sud-africaines ont réagi à cette crise toujours plus grave non pas en s'écartant de l'apartheid, mais en procédant à un étalage de force et en étouffant les voix de la protestation.

En juillet, un état d'urgence a été déclaré dans 36 districts judiciaires autour de Johannesburg et dans la partie est du Cap pour essayer d'endiguer la marée montante de la résistance contre l'intransigeance du gouvernement. Ce décret demeure en vigueur bien que le Conseil de sécurité en ait demandé la révocation immédiate. Comme on pouvait s'y attendre ces mesures draconiennes ont eu pour résultat de nouvelles arrestations et détentions massives et ont accru les souffrances de la majorité noire opprimée.

M. van der Stoep (Pays-Bas)

Dans leur déclaration du 23 juillet, les Dix ont demandé aux autorités sud-africaines de mettre en liberté tous ceux qui sont détenus en vertu des dispositions du décret et d'examiner les causes profondes du malaise endémique que connaît l'Afrique du Sud en entamant un dialogue avec les représentants authentiques de la communauté non blanche, y compris ceux qui sont actuellement en prison, pour parvenir à une représentation appropriée de la communauté noire au niveau national.

M. van der Stoep (Pays-Bas)

A cette fin, les Dix ont proposé un certain nombre de mesures propres à accroître la confiance, notamment la libération inconditionnelle et immédiate de Nelson Mandela et la révocation de la législation discriminatoire telle que la loi relative aux laissez-passer et le Group Areas Act. Malheureusement, le Gouvernement sud-africain a cru bon, une fois de plus, de rester sourd aux appels de la communauté internationale. Il a proposé certaines mesures mineures qui effleurent à peine la surface de l'édifice de l'apartheid et s'est retranché derrière des déclarations vagues et peu convaincantes dirigées vers le monde extérieur, tout en intensifiant ses efforts pour extirper l'opposition à la politique d'apartheid dans le pays même. Voilà pourquoi les Dix, avec l'Espagne et le Portugal, ont décidé, le 10 septembre, de prendre un certain nombre de mesures pour maintenir leur pression sur l'Afrique du Sud.

Le Président de l'Afrique du Sud, dans sa déclaration à l'ouverture du congrès du parti national, le 15 août dernier, a parlé de la nécessité de procéder à des réformes et à des négociations. Cependant, à notre grande déception, il n'a pas relevé le défi des circonstances en ouvrant une fenêtre sur l'avenir et sur la perspective d'une solution pacifique aux problèmes de l'Afrique du Sud grâce à un dialogue authentique. Jusqu'à présent, l'opinion publique mondiale a vainement recherché des indices de la volonté de la part du Gouvernement sud-africain d'abandonner l'apartheid comme principe de base de l'organisation de la société sud-africaine. La nouvelle Constitution de l'Afrique du Sud, inaugurée en 1984, accordait une représentation parlementaire limitée aux Métis et aux personnes d'origine asiatique, mais méconnaissait les aspirations politiques légitimes des Noirs. Du fait que cette constitution semblait reléguer l'attribution de droits à la majorité noire d'Afrique du Sud à un avenir indéterminé, elle a aggravé le sentiment de frustration des Noirs et a contribué à provoquer les explosions de colère qui ont plongé l'Afrique du Sud dans son état actuel de guerre civile et de désordre.

Certaines mesures secondaires, telles que l'octroi de droits fonciers aux Noirs dans les zones urbaines, ont été prises. Ce qu'on a appelé l'apartheid mesquin a été quelque peu atténué. De même, les entraves juridiques au mariage et aux relations sexuelles entre Blancs et non-Blancs ont été supprimées. La politique des déplacements forcés qui infligeait les plus dures épreuves à des millions de Sud-Africains a été suspendue mais non pas abrogée. On a laissé

M. van der Stoep (Pays-Bas)

entendre que le Gouvernement sud-africain abolirait peut-être la loi des laissez-passer et la loi sur les mouvements de population, et rendrait la citoyenneté sud-africaine aux 10 millions de Noirs qui vivent dans les "homelands". Malheureusement, un grand nombre de ces propositions sont extrêmement ambiguës et tellement hérissées de réserves que les doutes concernant l'engagement du Gouvernement sud-africain à l'égard des réformes profondes subsistent.

Le fait est qu'en Afrique du Sud, la misère dans les homelands surpeuplés, privés de ressources, n'a pas changé et que la phalange des lois d'apartheid continue à imposer des limites paralysantes à l'intérieur desquelles est reléguée la vie de la majorité non blanche, tandis que le pouvoir politique au niveau national demeure le privilège exclusif de la minorité blanche. On est donc forcé de conclure que le système du changement en Afrique du Sud est loin de correspondre aux besoins urgents des Noirs, surtout en ce qui concerne la question primordiale de leur participation politique.

Les Pays-Bas n'entendent pas s'arroger le droit de présenter à l'Afrique du Sud un plan pour sa configuration politique future. Nous croyons cependant que tous les Sud-Africains, de quelque race et de quelque couleur qu'ils soient, doivent pouvoir exercer pleinement leurs droits politiques et avoir leur mot à dire, sur un pied d'égalité, dans le processus de restructuration de leur société. Afin de contribuer à cet objectif qu'est la transition pacifique vers une société non raciale, les Pays-Bas appuient les efforts visant à intensifier la pression internationale sur l'Afrique du Sud tout en continuant à encourager les forces du changement pacifique dans le pays. Qu'il me soit permis d'expliquer cette politique à double orientation un peu plus en profondeur.

Depuis toujours, le Gouvernement néerlandais considère l'ONU comme le centre de l'action internationale concertée visant à mettre fin à l'apartheid. Les sanctions obligatoires imposées par le Conseil de sécurité constituent l'instrument le plus efficace et le plus redoutable que la Charte mette à notre portée. Les Pays-Bas appliquent strictement la résolution 418 (1977) par laquelle le Conseil de sécurité a décrété un embargo obligatoire sur les armements à l'encontre de l'Afrique du Sud. Au cours de leur mandat au Conseil de sécurité, les Pays-Bas ont entamé des consultations qui ont abouti à l'adoption de la résolution 558 (1985), qui demande aux Etats Membres d'interdire l'importation d'armes sud-africaines, en tant que complément nécessaire de la résolution 418. Au niveau national, le

M. van der Stoel (Pays-Bas)

Gouvernement des Pays-Bas prend actuellement des mesures législatives visant à interdire l'exportation de produits paramilitaires à l'Afrique du Sud et à donner une base législative aux dispositions de la résolution 558 (1985).

Toutefois, la pression internationale exercée sur le Gouvernement sud-africain doit s'intensifier encore davantage si l'on veut éviter une catastrophe. C'est pourquoi les Pays-Bas se sont toujours déclarés favorables à la prise de sanctions économiques sélectives en vertu du Chapitre VII de la Charte, et notamment une interdiction obligatoire des investissements et un embargo pétrolier. Au mois d'août, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 569 (1985), qui, entre autres choses, demandait la suspension, à titre volontaire, des nouveaux investissements en Afrique du Sud. Pour que cette mesure soit réellement efficace, elle doit être obligatoire ou, à tout le moins, appuyée par un nombre appréciable de pays.

Dans l'attente d'un accord sur les restrictions aux investissements assorti d'un soutien international approprié, mon gouvernement a pris des mesures destinées à assurer le strict respect du code de conduite des sociétés européennes qui ont des intérêts en Afrique du Sud. Il ne fait aucun doute que les directives de ce code, y compris des principes tels que la liberté d'association, le salaire minimum garanti et un traitement égal pour un travail égal, contribuent sensiblement à la mise en place de réformes dans le domaine des relations de travail en Afrique du Sud et, par conséquent, à la réalisation de l'égalité pour la population noire. Pour accroître encore l'efficacité du code, les Pays-Bas cherchent à étendre son champ d'application et à resserrer la surveillance de sa mise en oeuvre. On se propose de rendre la présentation d'un rapport sur le respect du code obligatoire pour les sociétés néerlandaises qui ont des succursales en Afrique du Sud et les atteintes aux dispositions du code entraîneront des sanctions. De même, les Pays-Bas ont toujours préconisé la mise d'un embargo pétrolier obligatoire à l'encontre de l'Afrique du Sud. Entre-temps, mon gouvernement appuie pleinement les mesures arrêtées avec nos partenaires de la coopération politique européenne pour mettre fin aux exportations de pétrole vers l'Afrique du Sud. De plus, mon gouvernement encourage activement les sociétés néerlandaises à réduire leurs importations de charbon sud-africain.

Dans un domaine différent, les Pays-Bas ont manifesté leur réprobation à l'égard de la politique sud-africaine en dénonçant leur accord culturel avec l'Afrique du Sud et en rétablissant le visa d'entrée pour les voyageurs sud-africains. Cette dernière mesure permet aux autorités de restreindre la participation des Sud-Africains aux manifestations sportives aux Pays-Bas.

M. van der Stoep (Pays-Bas)

Toutefois, la pression seule ne suffit pas. En tant que membres de la communauté internationale conscients de nos responsabilités, nous avons également le devoir d'encourager les forces de changement pacifique en Afrique du Sud chaque fois que cela est possible. Avec leurs partenaires des Dix, et bientôt des Douze, les Pays-Bas ont décidé d'intensifier les mesures et les programmes positifs visant à éliminer les inégalités actuelles. Les Pays-Bas, pour leur part, ont renforcé leurs contacts et leurs programmes destinés à aider les membres de la communauté non blanche et les organisations anti-apartheid qui se sont engagés à assurer la transformation pacifique du système politique et social de l'Afrique du Sud. En outre, les Pays-Bas continuent à accorder une assistance humanitaire aux prisonniers politiques et aux autres victimes de l'apartheid par l'entremise du Fonds des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, du Fonds international de défense et d'aide, du Conseil mondial des Eglises et autres voies appropriées.

M. van der Stoep (Pays-Bas)

Une partie très importante des efforts d'assistance des Pays-Bas en Afrique australe est consacrée aux pays de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe et aux Etats de première ligne. Comme le raid sud-africain contre Gaborone l'a montré une fois de plus, les effets des tensions engendrées par le système de discrimination raciale de l'Afrique du Sud ne se limitent pas aux frontières de ce pays. La région tout entière est en butte à l'agression et aux actes de déstabilisation de l'Afrique du Sud. Afin de permettre à ces Etats de faire face au fardeaux économiques accrus qui résultent des retombées des problèmes sud-africains, les Pays-Bas ont consacré une bonne partie de leurs programmes de coopération au développement à une aide à la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, aux Etats de première ligne et aux autres pays d'Afrique australe. Comme mon gouvernement attache une grande valeur à ses relations avec les Etats de première ligne, les Pays-Bas souhaitent promouvoir un dialogue politique entre ces Etats et les Etats membres de la Communauté européenne et ils prendront les mesures nécessaires pour amorcer ce processus.

Il est cependant bien entendu que les problèmes interdépendants de l'Afrique australe ne pourront être résolus de manière satisfaisante que si la source principale de conflit et d'insécurité - le système d'apartheid en Afrique du Sud - est éliminée. Sans l'élimination de cette cause profonde, notre but commun : paix, stabilité et prospérité pour tous les peuples de la région, continuera à nous échapper. Plus que jamais, la communauté internationale est confrontée à une tâche urgente : empêcher les autorités sud-africaines d'entraîner leur pays et leurs voisins dans une conflagration générale désastreuse.

Une structure sociale bâtie sur la discrimination raciale et les préjugés ne peut durer. Il faut bien comprendre que les efforts faits pour préserver l'apartheid sont voués à l'échec et ne font que prolonger les souffrances du pays. Voilà pourquoi nous demandons au Gouvernement sud-africain de se montrer à la hauteur des circonstances et d'entreprendre immédiatement des réformes fondamentales pouvant conduire à l'établissement d'une société véritablement démocratique et multiraciale fondée sur l'égalité des droits politiques et civils pour tous ses citoyens, sans distinction de race ou de couleur.

Si l'on ne met un frein à la violence inhérente au système d'apartheid, les voix de la raison et de la modération qui s'élèvent de toutes parts risquent d'être noyées tandis que le pays s'achemine inexorablement vers l'affrontement.

M. MOUSHOUTAS (Chypre) (interprétation de l'anglais) : S'il est vrai qu'à l'occasion du quarantième anniversaire des Nations Unies, c'est avec une fierté justifiée que nous avons entendu évoquer les réalisations de l'Organisation - comme dans le domaine de la décolonisation, de l'élaboration des normes de comportement international et des opérations de maintien de la paix - c'est avec une déception et une anxiété tout aussi profondes que nous avons entendu les voix de la communauté internationale rappeler la persistance du système odieux d'apartheid en Afrique du Sud.

L'histoire de l'homme a ses grands moments. Mais elle a aussi ses époques de régression, et l'apartheid est l'exemple caractéristique de l'injustice et de la perpétuation de l'une des pages les plus sombres de l'histoire de l'humanité. Combien l'homme peut-il être injuste et dur pour l'homme! Combien peut-il être mauvais et impitoyable! La réponse est donnée en long et en large chaque jour dans la presse. L'apartheid est assurément une négation des valeurs humaines. Il nous rappelle aussi nos échecs collectifs et la lourde part de responsabilité qui nous incombe s'agissant de redresser les torts qui marquent le présent et constituent de graves dangers pour l'avenir.

Il ne fait aucun doute que nous, les membres de la race humaine, nous sentons coupables d'être incapables d'agir et, ce qui est plus important, de n'avoir pas fait ce que nous aurions pu faire pour le peuple d'Afrique du Sud. Comme la justice, la race humaine est une et indivisible. Quand les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont déniés au peuple d'Afrique du Sud, tous les peuples, qu'ils soient près de Pretoria ou à des milliers de kilomètres, sont eux aussi privés d'une partie de leur propre liberté, surtout maintenant en cette ère d'exploration spatiale et dans un monde toujours plus interdépendant.

Il ne fait aucun doute que la détermination de la communauté internationale de combattre ce système odieux s'est renforcée au cours des derniers mois.

Certes, le régime sud-africain trouve encore le moyen de faire fi des condamnations et des appels qui lui sont lancés. Il a même réussi à intensifier ses efforts pour réprimer et éliminer l'opposition interne à ses politiques condamnables. Cependant, pour nous, il ne fait aucun doute que la conscience du monde s'est éveillée et que le commencement de la fin de l'apartheid est en vue. Et la preuve en est que le régime de Pretoria emploie des mesures encore plus brutales de répression, torture et assassine les opposants à l'apartheid, et fait tout ce qu'un bandit international désespéré fait quand approche le commencement de la fin.

M. Moushoutas (Chypre)

Et comme si cela ne suffisait pas, le régime de Pretoria a entrepris toute une campagne d'agression, de subversion et de déstabilisation à l'encontre des pays voisins, de l'Angola en particulier. Le mépris qu'affiche le régime de Pretoria pour la communauté internationale et le droit international ne varie pas, comme le montrent non seulement ses attaques contre les Etats de première ligne, mais aussi son refus persistant d'accepter la levée de son mandat sur la Namibie et de renoncer à sa présence oppressive dans le territoire. En multipliant ses attaques contre les Etats de première ligne, l'Afrique du Sud entend intimider ces pays pour les amener à se soumettre à des arrangements politiques qui les neutraliseraient en tant que solides opposants au système odieux d'apartheid. Certes, les faits sont là pour nous rappeler qu'il y a encore un long chemin à parcourir, mais il n'en demeure pas moins que le début de la fin a commencé, que les souffrances du peuple opprimé d'Afrique du Sud vont cesser et que celui-ci va prochainement recouvrer sa dignité et ses droits.

L'inaptitude du Conseil de sécurité à imposer des sanctions globales à l'Afrique du Sud au sujet de la Namibie a permis au régime raciste de perpétuer sa répression brutale à l'intérieur du pays et ses actes d'agression armée et de déstabilisation à l'extérieur. Nous avons la grave responsabilité d'avoir permis le renforcement de ce régime. Nous avons apaisé l'Afrique du Sud et, ce faisant, nous avons contribué à l'aggravation de la situation.

La communauté internationale semble plus résolue que jamais à isoler le régime de Pretoria en n'investissant plus en Afrique du Sud et même en désinvestissant. Toutes ces mesures, même si elles sont bien en-deçà des sanctions globales requises, aident à affaiblir et à isoler les promoteurs de l'apartheid.

Chypre a condamné à maintes reprises l'apartheid et toutes les formes de discrimination raciale. Elle n'a jamais cessé d'appuyer les efforts de la communauté internationale visant l'adoption des sanctions prévues par la Charte afin de forcer l'Afrique du Sud à renoncer à sa politique inhumaine.

Nous sommes de tout coeur avec ceux qui luttent pour une société démocratique dans laquelle toute la population d'Afrique du Sud, sans distinction de race, de couleur ou de croyance, jouirait pleinement de droits politiques égaux.

Nous exprimons toute notre solidarité avec le peuple tant tourmenté d'Afrique du Sud et lui offrons notre appui. Nous l'assurons que nous continuerons à faire tout notre possible, à titre individuel et par l'intermédiaire des Nations Unies, pour mettre rapidement fin au système inhumain de l'apartheid.

M. WASIUDDIN (Bangladesh) (interprétation de l'arabe) : La question de la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud figure à l'ordre du jour de cette organisation depuis près de 35 ans. Bien que la communauté internationale ait exprimé à maintes reprises son horreur et sa condamnation de ce système en tant que crime contre la conscience et la dignité de l'homme, cette abominable pratique persiste. L'Assemblée générale examine à nouveau ce point et nous avons sous les yeux le rapport du Secrétaire général dans le document A/40/780. Je tiens à lui dire combien nous apprécions ses efforts inlassables et dignes de tous les éloges. Je souhaite également saisir cette occasion pour rendre hommage au travail du Comité spécial contre l'apartheid et à celui du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports, dont les rapports sont publiés respectivement, sous les cotes A/40/22/Add.1 à 4 et A/40/36. A ce propos, il convient d'applaudir aux nobles efforts de l'ambassadeur Joseph Garba, le président, et des autres membres du Comité qui se sont faits les champions de la juste cause des peuples d'Afrique australe qui souffrent de l'apartheid et de la discrimination raciale. Nous tenons à exprimer également notre satisfaction du fait que le Comité spécial ait été à même de préparer un projet de convention contre l'apartheid dans les sports, après des consultations longues et détaillées.

La position du Bangladesh à l'égard de l'apartheid repose sur notre engagement à appuyer les peuples opprimés, partout dans le monde, qui mènent une juste lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme. Elle est aussi inspirée par notre foi profonde et constante dans la Charte des Nations Unies, notre ferme attachement à la Déclaration universelle des droits de l'homme et à la Convention contre la discrimination raciale et par notre adhésion rigoureuse à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies contenant la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux peuples qui subissent le joug colonial. En vertu de son attachement total à l'élimination de l'apartheid sans aucun compromis, le Bangladesh a toujours accordé son soutien plein et entier aux peuples opprimés d'Afrique du Sud dans leur lutte contre cette politique haïssable.

En cette occasion solennelle du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, S. Exc. le président Hussain Muhammad Ershad, du Bangladesh, participant à la session commémorative, a réaffirmé cette politique dans sa déclaration à l'Assemblée générale, en disant :

M. Wasiuddin (Bangladesh)

"La politique ignominieuse de l'apartheid est toujours imposée au peuple d'Afrique du Sud. La situation odieuse qui règne dans ce pays a bouleversé la conscience de l'humanité. Rassemblés ici à l'occasion de cette célébration, ne pouvons-nous imposer notre volonté collective au régime raciste de l'Afrique du Sud et le contraindre à abandonner à jamais sa politique abjecte?" (A/40/PV.41, p. 51)

L'abominable politique d'apartheid a eu de graves conséquences politiques, économiques et sociales pour la grande majorité de la population de l'Afrique du Sud. Elle a refusé aux Africains noirs leurs droits civiques et politiques, y compris le droit de représentation et a dépossédé des millions d'entre eux aux termes de lois draconiennes. Afin d'étouffer leur lutte légitime en faveur de leurs droits inaliénables, le régime de Pretoria s'est armé jusqu'aux dents. Il a édifié un appareil perfectionné de terrorisme d'Etat auquel des dizaines de milliers de gens ont été soumis implacablement. Economiquement, il a réduit la population autochtone à l'état de main-d'oeuvre esclave, la conduisant ainsi à un appauvrissement constant. Pour assurer la perpétuation de cette exploitation de la main-d'oeuvre, des dirigeants syndicalistes ont été arrêtés, des grévistes renvoyés et licenciés et les activités syndicales progressivement réduites.

Sur le plan social, le réseau implacable de contrôles et de discrimination a condamné la majorité de la population sud-africaine à des conditions misérables d'habitation, d'éducation, de santé et autres. En bref, le régime raciste de Pretoria a cherché à enchaîner les Africains noirs dans tous les domaines, les condamnant ainsi à une existence qui constitue le plus sévère outrage à tout ce que représente l'humanité.

Ma délégation est fermement convaincue que toute solution qui n'assurerait pas le transfert du pouvoir à la vaste majorité du peuple sud-africain, conformément à leurs vues librement exprimées, doit être rejetée. Le Bangladesh a toujours été d'avis qu'une campagne internationale concertée devait tendre à un isolement complet et au boycottage du régime raciste de l'Afrique du Sud dans tous les domaines, diplomatique, politique, économique, commercial, social, sportif, culturel et autres. On se rappellera peut-être que le Bangladesh a pris des initiatives en vue de rédiger des résolutions aux Nations Unies en ce qui concerne l'embargo sur les armes contre l'Afrique du Sud. Dans le même esprit, nous sommes entièrement d'accord avec ceux qui pensent que des sanctions obligatoires, telles

M. Wasiuddin (Bangladesh)

que prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, devraient être appliquées contre l'Afrique du Sud afin de mettre fin à la collaboration qui existe entre le régime d'apartheid et certains autres pays. Nous partageons entièrement la préoccupation exprimée dans le rapport spécial du Comité spécial contre l'apartheid (document A/40/22/Add.2) devant l'alliance diabolique constante et de plus en plus étroite entre l'Afrique du Sud et Israël et nous appuyons sans équivoque l'appel en faveur d'une action internationale concertée contre cette alliance.

La lutte courageuse et prolongée des Noirs africains indomptables, qui a trouvé son couronnement dans les récents soulèvements de masse en Afrique du Sud, montre clairement que les jours de l'apartheid sont comptés. Pourtant, le régime raciste n'a pas répondu de façon positive à l'appel de la communauté mondiale. Il a au contraire eu recours à toutes les manoeuvres possibles pour maintenir et renforcer sa mainmise sur l'Afrique australe par le biais du terrorisme d'Etat. Il persiste dans son occupation illégale de la Namibie et refuse de reconnaître le Conseil des Nations Unies pour la Namibie - autorité administrante légale du territoire jusqu'à l'indépendance. S'appuyant sur la force maléfique de l'apartheid, le régime raciste de Pretoria a non seulement persisté à opprimer les peuples d'Afrique du Sud et de Namibie, mais a aussi étendu ses actes d'agression aux pays voisins, menaçant ainsi la paix et la sécurité internationales.

La communauté internationale a, à maintes reprises, exprimé sa préoccupation et la condamnation de ces actes d'agression perpétrés par le régime raciste. C'est pour nous tous un sujet de grave préoccupation que l'Afrique du Sud ne se soit pas contentée d'édifier son industrie d'armements, mais se soit aussi engagée activement dans la mise au point de ses capacités nucléaires propres. Le Bangladesh a toujours proclamé que la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité, interdisant la vente et le transfert d'armes à l'Afrique du Sud, devait être strictement appliquée. A cet égard, ma délégation voudrait se féliciter des mesures déjà prises par le Comité spécial, qui suit de très près le déroulement des événements dans les domaines de la collaboration militaire, nucléaire, économique et autres, entre le régime d'Afrique du Sud et certains pays.

M. Wasiuddin (Bangladesh)

Nous parlons de la politique d'apartheid suivie par le régime minoritaire raciste d'Afrique du Sud, en un moment où le peuple vaillant et indomptable d'Afrique du Sud a élevé sa lutte sur un nouveau plan, afin d'extirper complètement ce système. Ces actes de terreur et d'intimidation non seulement n'ont pu étouffer cette lutte implacable mais encore l'ont élargie et intensifiée. Le moment est venu pour la communauté internationale de traduire en actes décisifs et fermes son horreur et sa condamnation de la politique inhumaine d'apartheid. Il ne fait aucune doute que le peuple opprimé d'Afrique du Sud sortira vainqueur de cette lutte juste et légitime. A l'occasion du quarantième anniversaire des Nations Unies, nous devons tous consentir des efforts concrets, concertés et énergiques pour appuyer le peuple en lutte d'Afrique du Sud, en vue d'effacer, une fois pour toutes, le système d'apartheid de la surface de notre planète.

M. MOUMIN (Comores) (interprétation de l'anglais) : Peut-on évaluer la dignité et l'estime de soi d'un homme? En ce qui concerne ma délégation, la dignité et l'estime de soi sont inestimables. La dignité et l'estime de soi n'ont pas de prix. Nos frères sud-africains opprimés l'ont compris et ils paient de leur sang le prix de la dignité humaine.

Les apologistes du système inhumain de l'apartheid et ceux qui tolèrent ce système font valoir que les conditions économiques des Noirs en Afrique du Sud sont de loin supérieures à celles des habitants de tout autre pays africain. A cela, nous voudrions répondre clairement une fois pour toutes que ce qui est en cause dans le système d'apartheid n'est pas un problème de bien-être économique, mais un problème politique et de dignité humaine. Il ne s'agit pas de savoir si le niveau de vie des Africains, victimes de la ségrégation en Afrique du Sud, est supérieur ou non à celui des autres Africains. La majorité lutte pour la dignité humaine, le respect de soi et l'égalité, toutes choses auxquelles s'oppose de manière intraitable le système maléfique d'apartheid.

Grâce à Dieu, nous ne sommes pas nombreux ici à souffrir les indignités de ce système. Un racisme légalisé. Un système qui permet aux Blancs de penser qu'ils sont les élus de Dieu et que quiconque n'est pas blanc doit être avili.

La patience de la majorité noire en Afrique du Sud est à bout. Depuis 1912, année de la création de l'African National Congress, jusqu'en 1960, ces gens ont eu recours aux protestations pacifiques et à la résistance passive, mais le Gouvernement sud-africain a toujours répondu par la violence et la terreur et par l'intensification de l'oppression raciale; et pendant tout ce temps, la communauté internationale est restée passive.

M. Moumin (Comores)

Ce n'est qu'après 1960 que les masses combattantes en Afrique du Sud ont compris que répondre à la violence par la violence est le seul langage que comprennent les oppresseurs. Par conséquent, tout en continuant à demander un changement négocié, les mouvements de libération se sont organisés pour aiguillonner le processus.

A la suite de l'indépendance de beaucoup d'Etats africains, la question de l'apartheid a été inscrite de force à l'ordre du jour politique de la communauté internationale, où on l'a maintenue pour exercer une pression de plus en plus grande, en vue de susciter une action extérieure contre les racistes sud-africains. Mais jusqu'à récemment, la réponse sud-africaine a été la même : plus de répression, plus de violence et de terreur et plus de mépris pour les appels à l'humanité et à la justice.

Au cours des dernières années, en raison de la pression internationale et de l'intensification de la lutte interne du peuple, le Gouvernement sud-africain a inventé de nouvelles tactiques dilatoires, en essayant de berner les naïfs. Il a, par exemple, permis aux personnes de toutes les races de s'asseoir sur les mêmes bancs dans les parcs, et parfois de manger dans les mêmes restaurants. Il annonce d'autres réformes. Cependant, ce qu'il n'a pas fait et n'a pas l'intention de faire, c'est accepter les principes de l'égalité humaine et entamer, avec les leaders africains authentiques, des négociations sérieuses susceptibles de mener au processus de l'abolition de l'apartheid.

En réalité, l'Afrique du Sud ne s'intéresse pas aux moyens pacifiques de résoudre le problème; elle ne s'intéresse pas à la coexistence pacifique de toutes les races en Afrique du Sud; elle ne s'intéresse qu'à la défense de l'apartheid. A cette fin, elle adopte une politique de terrorisme. Elle tue aveuglément ses propres citoyens.

La patience du plus patient finit toujours par s'épuiser; il en est ainsi de la patience du peuple opprimé d'Afrique du Sud. Il a décidé d'acheter son estime de soi et sa dignité au prix de son sang. Bien trop souvent la résistance est spontanée, elle est l'expression du désespoir ressenti par ceux qui tout simplement perdent patience devant les mesures d'oppression de l'apartheid.

L'avertissement est clair. Le peuple opprimé d'Afrique du Sud est à bout de patience et n'est plus disposé à souffrir en silence les indignités et les

M. Moumin (Comores)

injustices inhérentes à sa condition. Il n'est plus disposé à tolérer les vexations de la police et le déni de ses droits fondamentaux. La lutte pour la liberté et pour l'élimination de l'apartheid en Afrique du Sud a atteint une phase critique. Il incombe à la communauté internationale d'intensifier son appui aux combattants de la liberté afin de précipiter la chute finale de l'apartheid.

La communauté internationale doit aider le peuple en lutte d'Afrique du Sud, en allant au-delà d'une simple condamnation de l'Afrique du Sud; pour la défense de l'humanité, nous devons nous opposer à l'apartheid en adoptant des mesures actives pour isoler l'Afrique du Sud politiquement, culturellement et économiquement. Il y a bien des années que nous l'avons décidé, et maintenant nous devons intensifier nos efforts.*

* M. Moushoutas (Chypre), vice-président, assume la présidence.

M. ADOUKI (Congo) : Mes brefs propos portent essentiellement sur le point de l'ordre du jour intitulé : Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain.

Dans le discours qu'il a prononcé le 2 octobre dernier à cette tribune, le Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Congo, le camarade Antoine Ndinga Oba, a eu l'occasion de saluer Votre Excellence, monsieur le Président, ainsi que les membres du Bureau élu de la 40ème session de l'Assemblée générale.

En rappelant ces salutations cordiales et l'hommage mérité rendu par mon gouvernement à votre sagesse et à votre savoir-faire appréciés de tous, j'aimerais, en en soulignant la pertinence et l'actualité, m'acquitter d'un devoir, sans y revenir plus longuement, à ce stade de nos travaux.

En revanche, il en va autrement du grave problème et du tragique problème du racisme officiel implacablement appliqué par l'Afrique du Sud blanche, de la situation coloniale qui en dérive, effrontément entretenue en Namibie, enfin, de l'odieuse politique d'agression et de déstabilisation systématique conduite par Pretoria contre l'intégrité territoriale, la souveraineté des pays de la ligne de front.

Permettez-moi, monsieur le Président, de vous redire l'horreur éprouvée par mon pays, le Congo, par ses dirigeants, également par son opinion publique, face à l'apartheid et à la répression policière de fer et de feu du Gouvernement de la minorité blanche d'Afrique du Sud. Cette tragédie est celle de la déchéance de l'espèce humaine, de la dégradation profonde des conditions d'existence de 25 millions d'êtres humains auxquels est déniée toute dignité.

On peut s'étonner que le bouillonnement et les protestations enregistrés aujourd'hui en Afrique du Sud même, et dans le monde, le mouvement général de la condamnation du système d'apartheid, ne soient pas clairement perçus par le pouvoir raciste.

C'est que le régime d'apartheid ne cesse de convaincre l'opinion publique, en particulier dans les pays du bloc occidental, que l'Afrique du Sud dirigée par les Blancs est et demeure un allié important de ces pays et qu'en conséquence le statu quo en Afrique du Sud sert remarquablement leurs intérêts, la défense de l'occident, la lutte contre le communisme.

Afin de ne pas nuire à leurs propres économies, les pays occidentaux devraient donc s'abstenir d'adhérer à des sanctions édictées par la communauté internationale contre l'Afrique du Sud raciste.

M. Adouki (Congo)

La manoeuvre, il faut en convenir, autant que les campagnes successives ne manquent pas d'habileté. Paradoxalement, elles séduisent et, d'abord, les mieux informés de la tragédie parmi les Etats Membres de l'ONU, Etats au demeurant farouches partisans proclamés de la croisade tous azimuts en faveur de la défense des droits de l'homme et de la dignité humaine.

Le silence ô combien révélateur et significatif sur l'élimination de l'apartheid et sur l'Afrique du Sud raciste en tant que foyer prioritaire de tension internationale, dans les développements d'un discours politique-show lors de la commémoration solennelle du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, n'a échappé à aucun observateur.

Avant d'aller plus avant dans mon propos, je voudrais rendre un hommage déférent à la mémoire de ces milliers de martyrs, tombés cette année encore, fauchés par la folie stupide et meurtrière des racistes de Pretoria. Benjamin Moloise, exécuté le 22 octobre dernier malgré la réprobation universelle, est de ceux dont ma délégation honore la mémoire.

En cette année du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, nous voici ~~placés~~ face à un dilemme : soit faire droit aux objectifs poursuivis par la Charte et spécifiés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, soit laisser se perpétuer en Afrique du Sud les empreintes d'idéologies et de pratiques condamnées par la conscience humaine.

Quels que soient les voiles dont ils se parent ou les subtilités d'expression dont ils s'entourent - développement séparé, par exemple - racisme et nazisme renvoient à un seul et même postulat : la haine, le mépris de l'homme par son semblable. Et, lorsque ce mépris franchit le seuil de l'attitude individuelle pour gagner les institutions de l'Etat et en inspirer fondamentalement toute politique nationale, au dedans et au dehors, la situation devient propre à rompre la paix et la sécurité internationales.

Or, en Afrique du Sud le danger s'est installé apparemment solidement partout, à commencer par les regards que jettent sur les Noirs, sur les peuples de couleur, la minorité blanche raciste, dressée, pétrie de convictions délirantes d'un autre âge.

Dans la simple mesure où il ne s'identifie pas au Noir ou à toute autre race, le Blanc raciste sud-africain, à l'instar de son émule nazi, prête à celui qui ne lui renvoie pas sa propre image et ses propres préjugés, toutes sortes de délires hallucinatoires semblables aux phénomènes étudiés par Frank Fanon, Jacques Lacan et d'autres sommités intellectuelles.

M. Adouki (Congo)

L'agression imaginaire ainsi prêtée aux Noirs justifie aux yeux du raciste blanc toutes sortes d'exactions. Le résultat aujourd'hui en est la transformation lente mais sûre d'un peuple pacifique, généreux, le peuple sud-africain, en une immense force violente, sans aucun doute, à la mesure du carcan né des lois iniques et de la pratique méthodiquement affinée du système d'apartheid.

M. Adouki (Congo)

Les agressions contre l'intégrité territoriale, contre la souveraineté des Etats voisins de l'Afrique du Sud résultent d'une politique délibérée et constituent le pendant naturel de la situation intérieure bloquée, marquée par l'arbitraire, le stupide déni aux Noirs de leurs droits fondamentaux et de la dignité humaine.

Le régime de Pretoria, mû par la mauvaise foi la plus abjecte, s'est révélé être non crédible et s'est disqualifié aux yeux de l'opinion internationale en bafouant des accords conclus aux termes de négociations librement menées, comme celles qui ont abouti à la résolution 435 (1978) sur le processus d'indépendance de la Namibie.

L'aide et l'appui massifs de Pretoria aux forces du mal en Namibie et au Mozambique, violent, de manière éhontée, des engagements internationaux reconnus.

Non seulement le Gouvernement de Pretoria ne s'est pas départi de son occupation illégale de la Namibie, mais il a renforcé sa présence militaire, son administration raciste, transformant ce territoire en une tête de pont pour ses attaques préméditées contre la République populaire d'Angola.

Le terrorisme d'Etat et la violation répétée de la souveraineté exercés contre tant l'Angola, le Lesotho, le Mozambique que le Botswana, causent des dégâts considérables. Le régime raciste, de surcroît, se refuse à le reconnaître et à dédommager les Etats victimes. Cette attitude ne peut que valoir à l'Afrique du Sud de solides inimitiés et la condamnation unanime de la communauté internationale.

En cette année du quarantième anniversaire, les prérogatives relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales dont l'Organisation des Nations Unies est investie devraient jouer à fond.

Un tel souhait est légitime au nom des peuples et des nations résolues à préserver les générations futures d'Afrique du Sud du fléau de la guerre.

Notre organisation n'a certainement pas démérité. Son comité spécial contre l'apartheid déploie des efforts considérables pour sensibiliser l'opinion internationale, ce dont nous tenons à féliciter son président, notre collègue l'ambassadeur Joseph Garba, du Nigéria.

Ma délégation partage avec beaucoup d'autres l'avis selon lequel l'Organisation des Nations Unies, s'appuyant sur les dispositions du Chapitre VII de la Charte, doit imposer au régime d'apartheid des sanctions obligatoires que ce pays mérite largement du fait de son comportement incompatible avec les normes et les principes défendus dans cette enceinte.

M. Adouki (Congo)

Nous savons, cependant, qu'une telle détermination à faire appliquer les dispositions du Chapitre VII dépend essentiellement de gouvernements en nombre limité, mais étrangement hermétiques aux sentiments et aux messages clairs exprimés par le peuple d'Afrique du Sud en lutte.

Au nom de quelle morale, alors, serait-il sain et légitime de déclarer la guerre au Nicaragua et de se refuser, dans le même temps, à toute action contre le régime de Pretoria?

Le peuple d'Afrique du Sud ne s'est pas laissé abuser par toutes les constructions et les tentatives d'aménagement de l'apartheid. Ce qu'il veut, c'est le démantèlement, l'éradication totale de l'odieux système d'apartheid.

Parce qu'il s'agit aujourd'hui d'un combat en faveur de l'homme et de sa dignité, en vue d'aider à créer une nouvelle Afrique du Sud, la communauté internationale se doit de se déterminer en actions concrètes et continues.

La Convention internationale contre l'apartheid dans les sports, par exemple, que le Comité ad hoc, dont mon pays fait partie, vient d'élaborer, sera à cet égard, une fois adoptée, un instrument de combat particulièrement utile aux mains de la jeunesse internationale. Ma délégation espère que cette convention bénéficiera d'un appui massif.

L'attribution de deux prix Nobel de la paix en moins de 20 ans de distance à d'éminentes figures sud-africaines constitue, avec le combat héroïque que mène l'African National Congress, des sources d'inspiration pour des millions de personnes, hommes, femmes et enfants, qui, pour la plupart sans défense, montrent chaque jour que leur quête de liberté est sans prix.

En 25 ans de prison, Nelson Mandela ne nous propose pas un message différent.

Aussi mon pays a-t-il de nouveau lancé, le 11 octobre dernier, en célébrant la Journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud, une campagne par voie de presse.

Les pétitions pour la libération immédiate et sans condition de Nelson Mandela et de tous les détenus politiques anti-apartheid sont à adresser au Comité spécial anti-apartheid de la République populaire du Congo, ACAP, boîte postale 2034, Brazzaville, Congo.

Il est temps, grand temps, que le pouvoir raciste de Pretoria cesse de développer la stratégie du pire dans la corne australe de l'Afrique.

Mme CASTRO de BARISH (Costa Rica) (interprétation de l'espagnol) : Le débat sur le point 35 relatif à la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud porte sur un problème qui figure depuis fort longtemps à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Il est possible que ce soit l'une des questions les plus débattues sous tous ses aspects et au sein des différentes instances des Nations Unies, outre l'Assemblée générale et le Comité spécial contre l'apartheid, dont le Costa Rica a eu l'honneur d'être membre pendant une période de sept ans, au cours de laquelle nous avons occupé la vice-présidence et, ensuite, la présidence.

Comme on l'a fait remarquer en plusieurs occasions, cette politique odieuse d'Etat, politique codifiée et institutionnalisée, a été proclamée "crime contre l'humanité" par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Mme Castro de Barish (Costa Rica)

Pour exécuter cette politique de manière aussi systématique, le régime de Pretoria a, au fil des ans, promulgué des lois et des dispositions qui servent son but. Je mentionnerai tout particulièrement le Group Areas Act, la loi sur le contrôle de l'entrée et des déplacements; le décret sur l'éducation bantou; le système des bantoustans, dont le seul but est de priver les Sud-Africains noirs de tous leurs droits et d'exploiter injustement leur travail, d'écraser d'une main de fer la lutte d'un peuple opprimé pour ses droits et sa liberté.

Pour exécuter cette politique de répression, le régime sud-africain de l'apartheid a proclamé l'état d'urgence et déplacé des forces armées sur toute l'étendue de l'Afrique du Sud. Des centaines de personnes ont perdu la vie et des milliers d'autres ont souffert de blessures graves - et parmi elles beaucoup d'enfants. Des milliers de dirigeants du peuple ont été jetés en prison et il existe des preuves accablantes du recours de la torture, comme l'a indiqué le rapporteur du Comité spécial, M. Kumar Mitra.

Avant ces derniers événements si graves, les déclarations du président Botha pouvaient encore susciter un certain espoir au sujet de ce que l'on pensait être l'annonce d'un changement réel de sa politique tendant à reconnaître les droits inaliénables de la majorité noire en Afrique du Sud. Ces déclarations ont laissé un sentiment de frustration et de découragement non seulement parmi les Sud-Africains opprimés, c'est-à-dire parmi la majorité noire, mais également dans toute la communauté mondiale, comme on a pu l'entendre souvent dans cette salle. Le Gouvernement sud-africain n'a pas laissé subsister le moindre doute sur sa décision de maintenir tous les éléments essentiels du régime d'apartheid, sur son refus de reconnaître que tous les êtres humains ont la même valeur et sa négation des droits politiques légitimes de la population noire majoritaire. Il a refusé catégoriquement de mettre en liberté inconditionnellement le combattant de la liberté Nelson Mandela, en dépit des appels parvenant de tous les coins du monde et émanant de personnalités éminentes, de chefs d'Etat et de Sa Sainteté le pape Jean-Paul II, des appels également de professeurs, de philosophes, d'écrivains et d'étudiants. D'autres prisonniers politiques ont été emprisonnés et exécutés, dont le poète Benjamin Moloise, au mépris des suppliques de tous les secteurs de la société.

Mme Castro de Barish (Costa Rica)

Au sujet de cette négation totale des droits fondamentaux de l'homme, il convient de rappeler ici ce que le Secrétaire général a dit dans sa déclaration importante du 24 octobre dernier devant cette assemblée :

"L'une des caractéristiques de l'environnement politique créé par l'Organisation des Nations Unies est le souci international de promouvoir les droits de l'homme. Il convient, certes, de mettre un terme aux violations constatées dans un certain nombre de sociétés, mais avec l'abominable apartheid on se trouve devant une situation unique et universellement condamnée, où la discrimination raciale est érigée en principe de gouvernement. Elle montre à l'évidence que la suppression des droits de l'homme suscite la résistance, dont la répression par la violence a un coût économique et politique qui peut devenir insupportable. Je suis convaincu que la pression exercée par la communauté mondiale peut aider à la régler. Nous montrerions ainsi de façon concluante tout le prix que nous attachons à l'un des buts des Nations Unies, énoncé au tout premier Article de la Charte."
(A/40/PV.49, p. 8)

Les dirigeants sud-africains de l'apartheid ne devraient pas oublier que, étant donné que l'Afrique du Sud est l'un des membres fondateurs et signataires de la Charte des Nations Unies, elle est obligée sur le plan juridique et moral d'honorer et de soutenir ces principes qui sont la raison d'être de l'Organisation mondiale. Ne serait-ce que pour cette seule raison, outre la pression de l'opinion publique mondiale et la réaction de la population opprimée de la majorité noire, le Gouvernement sud-africain, avant que la situation ne devienne encore plus grave, devrait procéder à une réforme véritable de son abominable système de discrimination raciale étatique et éliminer les lois honteuses qui en sont l'assise juridique. Ces mesures ont été énumérées dans le discours prononcé au début de l'examen de ce point de l'ordre du jour par S. Exc. le général Joseph N. Garba, président du Comité spécial contre l'apartheid et du Groupe des Etats d'Afrique aux Nations Unies. Ces mesures sont les suivantes :

"L'abrogation du Group Areas Act; l'abolition complète du système des mouvements de population et des lois sur les laissez-passer; l'élimination du système de classification raciale en vertu duquel l'Etat assigne chaque Sud-Africain à l'une des quatre catégories raciales; l'abolition des bantoustans et du système d'éducation bantou et, de première importance, la mise en oeuvre du principe 'à chacun une voix' dans une société démocratique unie et non raciale." (A/40/PV.51, p. 17)

Mme Castro de Barish (Costa Rica)

Nous ajouterions à cette énumération une société "libre". Pour le Costa Rica, dont le système est démocratique, représentatif et assure la participation de tous, un système où chacun peut et doit exercer ses droits inaliénables, son indépendance et sa liberté en tant que réalité de notre vie institutionnelle, il faut espérer avec ferveur qu'enfin la raison prévaudra dans l'esprit et dans les coeurs des gouvernants sud-africains et que l'on décidera de franchir l'étape décisive qui est si importante mais qui n'est pas aussi difficile qu'on se l'imagine. Cette étape pourrait faire la différence : la différence entre l'injustice et la violence qui règnent aujourd'hui avec ses séquelles de mort et de souffrances pour tous, d'une part, et la sagesse, la solution pacifique du problème qui, depuis le début, retient l'attention des Nations Unies, et l'annulation pour toujours de cette plaie sociale terrible et de cette honte pour la société sud-africaine qu'est l'apartheid, de l'autre. Nous espérons vivement que cela marquera la fin du système néfaste de l'apartheid, y compris pour la Namibie. Cela devrait également signifier l'indépendance et la liberté de ce peuple éprouvé qui continue de vivre sous l'occupation coloniale illégale de l'Afrique du Sud. Que cesse la violence contre les Etats de première ligne voisins et que la paix revienne à cette région troublée de l'Afrique. Si nous pouvions y parvenir, et c'est bien ce que nous espérons, tout le reste sera donné par surcroît, dit la Bible.

M. JARRETT (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Une fois de plus, l'Assemblée se livre à un débat sur la politique d'apartheid poursuivie par le Gouvernement sud-africain, source constante de tension dans la région et menace à la paix et à la sécurité internationales. En vertu de ce système de discrimination raciale, 4,5 millions de Blancs continuent à imposer leurs pratiques de répression à 23 millions de Noirs sans respecter leurs droits fondamentaux de l'homme. La population autochtone est déracinée et bannie pour devenir les ressortissants d'un régime fantoche dans des homelands noirs et étrangers. Beaucoup de travailleurs noirs sont obligés de vivre loin de leurs familles afin d'éviter de mourir de faim et parce qu'ils ne peuvent vivre librement dans les régions où il y a du travail. Les femmes qui ne peuvent pas vivre avec leurs maris employés dans ce que l'on appelle les régions blanches sont contraintes d'enfreindre la loi ou de devenir infidèles.

M. Jarrett (Libéria)

La population noire condamnée à la prétendue "citoyenneté" des bantoustans est dépouillée de sa légitime citoyenneté sud-africaine et de son droit de vote dans le pays de sa naissance; les Noirs sont déportés comme des étrangers du pays dont ils ont la nationalité de naissance; ils sont traqués par la police sud-africaine en tant qu'"immigrants illégaux" et sont privés du droit de participer à la vie politique de leur pays. Les Noirs qui sont recrutés pour vivre dans les zones qui ont été réservées aux Blancs continuent d'être victimes de toutes sortes de lois raciales et répressives, y compris les nouvelles lois sur les laissez-passer. Face à la très vive résistance du peuple sud-africain contre ces injustices, les autorités du régime raciste ont lâché un très grand nombre de soldats pour réprimer des manifestants sans défense et des centaines de personnes ont ainsi été tuées ou blessées; de nombreux dirigeants d'organisations de masse et des milliers d'innocents ont également été arrêtés. Les autorités sud-africaines croyaient qu'elles parviendraient à éteindre les flammes de la lutte populaire par la mort et l'emprisonnement, mais la répression a rencontré une résistance égale et la résistance s'est durcie à mesure qu'augmentait l'oppression.

Nous estimons qu'il est important de rappeler ces incidents malheureux et bien connus, d'autant plus que l'Afrique du Sud a plus d'une fois procédé à des réformes de façade, tout à fait fictives, pour tromper délibérément les hommes de conscience qui ont dénoncé le racisme dans leurs propres sociétés et ailleurs. Nous profitons de cette occasion pour mettre en garde la communauté internationale, pour qu'elle ne se laisse pas prendre au barrage de la propagande sud-africaine, par exemple aux dernières proclamations du président Botha. Nous devons rester sur nos gardes et ne pas prendre ces réformes frauduleuses pour un pas dans la bonne direction.

Au cours des dernières années, les autorités sud-africaines ont intensifié leurs manœuvres habituelles de duperie politique et de répression militaire, afin de maintenir et de renforcer leur domination raciste et de leurrer l'opinion publique mondiale. Ils ont annoncé urbi et orbi qu'ils étaient disposés à améliorer les relations raciales au moyen de réformes constitutionnelles. Le but de la manœuvre était de laisser tous les pouvoirs importants dans la poigne de fer d'un petit groupe de racistes blancs, assortis, pour la forme, de quelques Métis et Asiatiques. Les réformes en Afrique du Sud sont surtout destinées à perpétuer et à légitimer le régime de l'apartheid.

M. Jarrett (Libéria)

La politique inhumaine du régime de Pretoria n'est pas seulement pratiquée en Afrique du Sud mais elle a été appliquée à la Namibie, territoire illégalement occupé par ce régime. En outre, le régime raciste de Pretoria se livre constamment à un terrorisme d'Etat pour établir son hégémonie en Afrique australe. A cette fin, Pretoria a recours à la menace, au chantage, à des activités de subversion et de terrorisme à grande échelle. Au cours de cette année, nous avons vu se reproduire régulièrement des cas de violations de frontières et des actes d'agression commis par l'Afrique du Sud contre ses voisins : l'Angola, le Botswana et le Lesotho.

L'apartheid est contraire aux principes moraux et politiques qui sont à la base de notre société. Son élimination est le seul moyen d'instaurer la paix en Afrique australe. Ni les arrestations, ni les détentions arbitraires, ni la politique de déplacement forcé, ni la violence exercée par ceux qui devraient assurer l'ordre intérieur ne constituent une solution. La solution réside uniquement dans la création d'une société juste et démocratique, fondée sur l'égalité des droits civils et politiques et sur le respect égal de la dignité de l'être humain.

La déclaration de l'état d'urgence, le 20 juillet de cette année, n'a été que la dernière duperie destinée à permettre au gouvernement raciste minoritaire de Pretoria de continuer sa répression effrénée. En conférant des pouvoirs extraordinaires à l'armée et à la police, en multipliant les arrestations arbitraires et en donnant l'ordre de tirer sur des manifestants pacifiques, l'infâme régime de l'Afrique du Sud a intensifié sa politique odieuse et lancé un défi à la communauté internationale.

Il n'est pas possible de réformer le régime d'apartheid de M. Botha. Il convient plutôt de l'extirper une fois pour toutes. Ceux qui, comme nous, condamnent l'apartheid et qui, en même temps, durcissent leur résistance quand on exige l'isolement de l'Afrique du Sud, ne feront qu'amener les Noirs à croire les paroles de l'évêque Tutu :

"L'Occident semble dire que la vie des Noirs ne vaut pas cher, que lorsque vient le moment de vérité, on ne peut pas vraiment faire confiance aux Blancs qui auront tendance à se serrer les coudes et à dire que les liens du sang priment tout."

M. Jarrett (Libéria)

L'histoire a montré qu'en définitive, une nation ne peut vivre moitié esclave et moitié libre et que les forces de la liberté finissent par l'emporter. Et le plus important est que la nature humaine est telle que les êtres humains continueront de lutter pour leur dignité et leur liberté jusqu'à la victoire ou jusqu'à la mort. Il est impossible à l'Afrique du Sud de tuer tous les adversaires de l'apartheid, y compris ceux qui vivent en Afrique du Sud même.

Les événements qui se produisent cette année en Afrique du Sud devraient nous rappeler que la lutte contre l'apartheid nous concerne tous et que la neutralité n'est pas possible. Ou nous luttons contre l'apartheid ou nous lui accordons notre soutien tacite. La couleur de notre peau ou notre nationalité n'ont rien à voir avec la nécessité de choisir d'être pour ou contre l'élimination du fléau du racisme.

M. Jarrett (Libéria)

C'est pourquoi le Gouvernement du Libéria attache la plus grande importance à la prompt application de la résolution 37/69 C de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1982. Dans cette résolution, l'Assemblée générale réaffirmait, entre autres, sa conviction que des sanctions globales et obligatoires, imposées par le Conseil de sécurité en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, sont le moyen le plus adéquat et le plus efficace dont dispose la communauté internationale pour aider le peuple opprimé d'Afrique du Sud dans sa lutte légitime. Cependant, il est extrêmement regrettable que les résolutions et décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale concernant la question de la politique d'apartheid soient demeurées sans effet en raison de la collaboration croissante entre l'Afrique du Sud et certains membres occidentaux de notre organisation. L'assistance politique, militaire, technologique, économique et financière qu'ils accordent au régime raciste a encouragé ce dernier à s'obstiner dans son défi des Nations Unies.

La persistance des pratiques illégales du régime raciste sud-africain et la situation qui prévaut en Afrique australe rendent indispensables pour l'Organisation des Nations Unies la réaffirmation des exigences formulées dans ses résolutions et décisions antérieures et la recherche des voies et moyens de les mettre en oeuvre. Il incombe à tous les Membres des Nations Unies de déployer tous leurs efforts pour mettre fin à la politique inhumaine d'apartheid, qui a été universellement condamnée en tant que crime contre l'humanité.

La délégation du Libéria salue les efforts du Comité spécial contre l'apartheid et souscrit pleinement aux conclusions et recommandations ainsi qu'au programme d'action proposé, qui figurent dans le rapport dont l'Assemblée est maintenant saisie.

Le Gouvernement du Libéria s'est voué à jamais à assurer l'élimination complète de l'apartheid et l'édification d'une société démocratique, gouvernée par la majorité en Afrique du Sud. Nous réaffirmons notre soutien indéfectible aux combattants de la liberté et au peuple opprimé d'Afrique du Sud qui mènent une lutte juste et courageuse contre le régime raciste de Pretoria.

M. KURODA (Japon) (interprétation de l'anglais) : Il est déplorable, en vérité, que la discrimination raciale soit encore pratiquée dans de nombreuses régions du monde. C'est un problème tenace et profondément enraciné, aussi vieux que l'histoire de l'humanité. Néanmoins, nous ne devons pas abandonner la lutte contre ce problème; nous devons au contraire redoubler d'efforts pour éliminer à jamais le racisme, où qu'il se manifeste.

M. Kuroda (Japon)

Aujourd'hui, l'exemple le plus criant de cette pratique pernicieuse est évidemment l'apartheid en Afrique du Sud, qui n'est rien d'autre qu'un système institutionnalisé de discrimination raciale. Il est naturel que nos efforts pour instaurer l'égalité raciale portent principalement sur ce pays.

Au cours des derniers mois, nous avons assisté à une grave détérioration de la situation en Afrique du Sud. La déclaration de l'état d'urgence n'a fait qu'attiser la violence qui sévissait déjà. La population noire se soulève pour exprimer son indignation et sa frustration qui découlent de la répression qu'elle subit. Les tentatives faites par le Gouvernement sud-africain pour réprimer par la force les émeutes ont eu pour résultat tragique des centaines de victimes. Il doit réaliser cependant que les soulèvements ne cesseront tant que l'apartheid n'aura pas été aboli définitivement. Il est donc impérieux que le Gouvernement sud-africain renonce à ses vaines tentatives pour étouffer l'agitation par la force, et qu'il prenne des mesures véritables pour s'attaquer à la racine du problème.

Le Gouvernement japonais respecte pleinement les diverses résolutions relatives à l'apartheid et prend depuis longtemps toutes les mesures appropriées pour convaincre le Gouvernement sud-africain de faire cesser sa politique d'apartheid. En fait, les mesures adoptées par le Japon figurent parmi les mesures les plus strictes prises par les démocraties industrialisées.

Le Japon n'entretient pas de relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud. Il va sans dire qu'il ne reconnaît pas les prétendus bantoustans.

Non seulement le Japon respecte scrupuleusement l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, imposé en vertu de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité, mais il n'accorde aucune coopération militaire à ce pays.

Il n'existe absolument aucune coopération entre le Japon et l'Afrique du Sud dans le domaine du développement nucléaire, pas plus que dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Seul pays au monde ayant connu la dévastation de l'arme nucléaire, le Japon tient particulièrement à se conformer à cette politique.

Dans le domaine économique, le Japon interdit les investissements directs en Afrique du Sud de la part de ressortissants japonais ou de personnes morales relevant de la juridiction japonaise. En outre, le Japon a demandé aux banques japonaises opérant sur le marché des devises et à leurs filiales à l'étranger de s'abstenir d'accorder des prêts à l'Afrique du Sud.

M. Kuroda (Japon)

Le Japon cherche également à décourager les contacts avec l'Afrique du Sud dans les domaines culturel, éducatif et sportif. Le Ministère des affaires étrangères du Japon ne délivre pas de visa aux Sud-Africains désireux d'entrer au Japon dans le cadre d'échanges culturels et éducatifs ou aux fins d'activités sportives. Le Ministère fait de son mieux pour assurer que cette politique est strictement appliquée.

Depuis longtemps le Japon apporte des contributions substantielles aux Fonds et aux Programmes des Nations Unies, fournissant ainsi une aide humanitaire et une aide en matière d'enseignement au peuple opprimé d'Afrique du Sud. Il compte poursuivre cette aide humanitaire dans l'avenir.

Le 9 octobre 1985, compte tenu des événements récents en Afrique du Sud, le Gouvernement japonais a annoncé sa décision de prendre de nouvelles mesures à l'encontre de l'Afrique du Sud, outre les mesures sévères qui sont déjà mises en oeuvre. Ces nouvelles mesures comprennent : une application plus rigoureuse de la législation et des règlements en vigueur interdisant l'exportation de matériel d'informatique qui pourrait faciliter les activités des forces armées et de la police chargées de donner effet au système d'apartheid; des efforts en vue d'engager vivement tous les intéressés à coopérer volontairement pour faire cesser les importations de krugerrands et toutes autres pièces d'or frappées en Afrique du Sud; des efforts pour accroître la coopération du Japon dans le domaine du développement des ressources humaines des Etats d'Afrique australe afin de contribuer à améliorer les conditions de vie de la population noire de la région. En annonçant ces mesures, le Gouvernement japonais a réaffirmé son opposition à l'apartheid en Afrique du Sud et a réitéré son espoir de voir prochainement une Afrique du Sud sans apartheid.

M. Kuroda (Japon)

Marquée par un malaise chronique et toute une suite d'émeutes et d'actes de répression qui ont fait plus de 700 morts l'année dernière, la situation en Afrique du Sud est critique. Au vu de cette situation, le Gouvernement japonais estime que le Gouvernement sud-africain doit déclarer clairement et sans la moindre équivoque son intention d'abolir l'apartheid et d'entamer sans conditions des pourparlers avec les dirigeants de la communauté noire sur des mesures spécifiques à cette fin. Le Japon demande à tous les intéressés d'unir leurs efforts dans la recherche d'une solution non violente.

Le Japon espère sincèrement que le Gouvernement sud-africain saura entendre la voix de la communauté internationale et qu'il prendra les mesures nécessaires pour assurer dans un proche avenir l'abolition pacifique du système d'apartheid.

Enfin, je voudrais m'associer aux orateurs précédents pour exprimer la sincère reconnaissance de mon gouvernement au Comité spécial contre l'apartheid et au Centre contre l'apartheid pour les efforts énergiques qu'ils ont déployés. Le Gouvernement du Japon assure ces organismes de son entière coopération dans leur noble lutte contre l'apartheid.

M. SARRE (Sénégal) : Ce débat sur la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain témoigne une fois de plus de la vive préoccupation de la communauté internationale sur cette question, qui constitue, il faut bien le reconnaître, une menace à la paix et à la sécurité internationales.

Comme vous l'avez remarqué, les éminents rois, présidents et chefs de gouvernement qui sont intervenus ici même il y a moins d'une semaine ont tous sans exception exprimé leur sentiment sur cette question et renouvelé leur engagement d'oeuvrer pour son éradication. Lutter pour l'éradication de l'apartheid, c'est lutter pour le respect et la promotion des droits de l'homme. C'est également lutter pour le triomphe d'une société démocratique, multiraciale en Afrique du Sud. C'est enfin lutter pour l'avènement de la paix en Afrique australe. Et, dans cette lutte, selon les formes appropriées, nous devons faire vite, car la situation se dégrade de jour en jour en Afrique du Sud.

Le rapport du Comité spécial contre l'apartheid, publié sous la cote A/40/22, ne fait que confirmer la situation dramatique que continue de subir le vaillant peuple sud-africain devant l'accélération de la répression sauvage de Pretoria.

M. Sarré (Sénégal)

Face à la résistance héroïque et résolue du peuple d'Afrique du Sud, le régime de Pretoria a décrété, comme on le sait depuis le 21 juillet 1985, l'état d'urgence, renforçant ainsi son système répressif et oppressif contre la majorité noire d'Afrique du Sud dont le seul tort est de revendiquer son droit élémentaire à la dignité, à la liberté et à la vie.

Il est toutefois heureux de constater la mobilisation de la communauté internationale contre l'escalade dans l'arbitraire en Afrique du Sud, tout comme sa mobilisation contre l'élimination de l'apartheid. De même, le Conseil de sécurité, traduisant son indignation et sa réprobation générales, a condamné l'instauration de l'état d'urgence et, dans sa résolution 569 (1985) du 26 juillet a prié par la même occasion les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de prendre volontairement des mesures appropriées contre l'Afrique du Sud. Ce faisant, cette même communauté internationale a accru, qualitativement et quantitativement, ses pressions contre Pretoria.

Il vous souvient que la seule réponse du régime de Pretoria a été, hélas, comme toujours, le renforcement de son intransigeance aveugle à l'intérieur, la déstabilisation, l'agression et l'invasion, en principe de bon voisinage, à l'extérieur, dans ses rapports avec les pays limitrophes, et ce au mépris du principe sacro-saint de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats et en utilisant comme base le territoire international de la Namibie. De même, en installant dans ce dernier territoire, par l'intermédiaire d'une "conférence multipartite", un soi-disant gouvernement intérimaire, que la communauté internationale a, dans un élan unanime, considéré comme illégal, nul et non avenu, le régime sud-africain démontre clairement sa volonté de continuer à occuper illégalement la Namibie, malgré les nombreuses décisions et résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

De ce fait, il ne fait aucun doute qu'en décidant de rester sourd à tout appel de la communauté internationale, à tout avertissement du Conseil de sécurité, organe des Nations Unies chargé principalement du maintien de la paix et de la sécurité internationales, au monde tout entier, y compris les puissances qui pouvaient encore garder espoir que des changements constitutionnels apportés au système d'apartheid puissent changer ce dernier, Pretoria a choisi de défier l'ensemble de la communauté internationale et la conscience du monde, en refusant obstinément de respecter les droits fondamentaux de l'homme et d'appliquer la règle de la majorité.

M. Sarré (Sénégal)

Cette politique d'entêtement et de défi à la raison et au droit, venant après des sanctions limitées prises par certains pays, tels que les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, la France, et j'en passe, de même que les pays de la Communauté européenne et le Japon, démontre à l'évidence la nécessité d'accélérer les efforts concertés et cohérents de la communauté internationale en vue d'éradiquer totalement le système d'apartheid par l'application de sanctions économiques globales et obligatoires, seules capables de ramener les tenants de l'apartheid à la raison avant que la partie australe de ce continent ne devienne un brasier généralisé. A cet égard, il est d'ailleurs bon de le rappeler, le Conseil de sécurité se doit d'assurer pleinement et entièrement les responsabilités que lui reconnaît la Charte des Nations Unies dont nous venons justement de célébrer avec faste et recueillement le quarantième anniversaire et de prendre donc des sanctions économiques globales obligatoires contre l'Afrique du Sud, en vertu du Chapitre VII de cette charte. Il y va de la crédibilité et de l'avenir de l'Organisation des Nations Unies que nous sommes unanimes à considérer comme un outil indispensable.

Dans ce cadre, il me plaît de rappeler la proposition faite du haut de cette tribune lors de la cérémonie commémorative du quarantième anniversaire de l'ONU et, au nom de l'Afrique, par S. Exc. M. Abdou Diouf, président de la République du Sénégal et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), pour la tenue, au plus tard au mois de juin 1986, sous les auspices des Nations Unies, d'une conférence internationale sur les sanctions contre l'Afrique du Sud.

C'est le moment ou jamais de prendre les décisions qui s'imposent. Dans ce même discours, le président Diouf disait :

"Il faut que nous sachions saisir le sens de l'histoire avant qu'il ne soit trop tard, car la défaite des tenants de l'apartheid est maintenant une certitude. Reste le délai. Comment le raccourcir, voilà la vraie question."

(A/40/PV.42 p. 27)

Le peuple martyr d'Afrique du Sud a en effet trop souffert d'une lutte que lui impose le système abominable de l'apartheid alors qu'il ne demande qu'à vivre, comme je l'ai déjà dit, dans une société multiraciale, égalitaire et démocratique garantissant la liberté pour tous.

M. Sarré (Sénégal)

Si la sagesse peut encore l'emporter, il est nécessaire d'aménager un véritable climat de concertation qui requiert d'abord la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques sud-africains, y compris, en premier lieu, Nelson Mandela, de même que la levée de l'état d'urgence, l'abrogation de la législation répressive, contre les formations politiques et sociales anti-apartheid notamment, ainsi que l'engagement de négociations franches et loyales entre les autorités de Pretoria et les représentants légitimes des mouvements de libération et des forces patriotiques sud-africaines.

Les recommandations du Comité spécial contre l'apartheid devraient donc dans ce cadre retenir toute notre attention et obtenir tout notre soutien pour une action coordonnée et concertée au plan international en vue d'éradiquer cette honte de notre siècle qu'est l'apartheid par un mouvement concret et énergique dans le cadre des instances des Nations Unies et notamment du Conseil de sécurité, et par un devoir réel et concret de solidarité de la communauté internationale à l'égard des combattants de la SWAPO, de l'ANC, du PAC et des Etats de première ligne.

L'Organisation des Nations Unies, en qui les gouvernements et peuples d'Afrique continuent à placer un immense espoir, se doit de donner une réponse définitive aux aspirations légitimes des peuples africains et, par-delà des peuples du monde entier, en mettant fin aux déchirements et bouleversements sanglants qui secouent la population noire sud-africaine, ce qui ferait avancer la cause des droits de l'homme et de la paix dans le monde, objectifs fondamentaux de la Charte de San Francisco.

Cette exigence interpelle tous les secteurs et toutes les formes de lutte contre l'apartheid. C'est dans ce cadre, du reste, qu'il convient de se réjouir que le Comité spécial contre l'apartheid a pu élaborer une convention internationale contre l'apartheid dans les sports et que cet instrument juridique, dont la signature, la ratification et l'application ont déjà obtenu un début d'application, servira sans nul doute à la noble cause de la lutte contre l'apartheid, qui, comme on l'a dit, est une lutte pour les droits de l'homme, une lutte pour la dignité de l'homme.

M. WOOLCOTT (Australie) (interprétation de l'anglais) : Les nuages qui depuis bien des années s'étaient amassés au-dessus de l'Afrique du Sud commencent à éclater et une tragédie humaine d'une ampleur imprévisible pourrait se produire si le Gouvernement sud-africain ne reconnaissait pas sans tarder la nécessité d'effectuer des changements rapides et profonds.

M. Woolcott (Australie)

A part le danger de guerre nucléaire et la nécessité urgente d'un contrôle effectif des armements et du désarmement, la principale cause de souci au plan international, révélée dans les déclarations faites devant l'Assemblée générale à l'occasion de la quarantième session, session commémorative, réside dans les problèmes relatifs à l'Afrique australe : l'apartheid, l'obstruction que l'Afrique du Sud continue d'opposer à l'indépendance de la Namibie et la politique de déstabilisation des Etats voisins de l'Afrique du Sud, mais surtout l'apartheid, qui est au coeur de tous ces problèmes.

Par moments dans son histoire, l'humanité s'est trouvée devant des situations intrinsèquement mauvaises, dont la gravité est telle que tous les gouvernements doivent continuer à en rechercher l'élimination jusqu'à ce qu'ils y parviennent. L'apartheid en est une.

Il y a bien des années, l'un des hommes célèbres de l'histoire de l'Afrique du Sud, Jan Smuts, écrivait : "la vieille Afrique a disparu et les races blanches doivent faire face à la situation nouvelle qu'elles ont elles-mêmes créée". Il est à la fois triste et paradoxal que les avertissements que tant d'hommes et les Nations Unies elles-mêmes n'ont cessé de donner à l'Afrique du Sud depuis de longues années n'aient pas été entendus. Si la minorité blanche cherche à maintenir indéfiniment sa position politique et économique particulièrement privilégiée, qui repose sur le déni des droits fondamentaux et est renforcée par une action coercitive et souvent brutale contre la colère légitime d'une majorité privée de droits et d'avantages, les effusions de sang ne pourront que se poursuivre et s'intensifier.

Je ne veux pas faire de redites ni me livrer à une condamnation rituelle de l'apartheid mais celui-ci est bien le déni de tout ce que représentent les Nations Unies. C'est la trahison des idéaux des fondateurs des Nations Unies et le rejet des droits fondamentaux de la personne humaine tels qu'ils sont proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Depuis notre dernier débat sur ce point de l'ordre du jour, à l'Assemblée générale de 1984, il y a eu d'importants changements tant à l'intérieur de l'Afrique du Sud que dans la perception que l'on a au plan international de la situation et dans la réaction de la communauté internationale face à cette situation.

M. Woolcott (Australie)

En Afrique du Sud, le gouvernement a promis des changements importants, mais n'a pas fait grand-chose. Il a accordé des droits politiques restreints au niveau national aux 3 millions et demi de personnes qui, en Afrique du Sud, sont classées dans la catégorie des Métis et dans celle des Indiens, mais il a donné lamentablement peu à la population noire. Il a abrogé certaines des dispositions les plus intolérables de l'apartheid mesquin. Mais que représentent en fait ces changements? Pour la plupart, ils sont superficiels et insuffisants. L'inégalité et la justice persistent dans une mesure que les Africains noirs jugent insupportable. Les opposants au gouvernement continuent d'être détenus sans que des accusations aient été portées contre eux. Le gouvernement reste attaché à appliquer le Group Areas Act et d'autres lois qui maintiennent la séparation officielle entre les races. L'éducation publique reste atteinte de ségrégation raciale. Le gouvernement a tué, jeté en prison ou exilé presque tous les leaders noirs, ne laissant aucun Sud-Africain crédible ou représentatif avec lequel il pourrait négocier.

Les changements qui ont pu se produire n'ont pas pour cause une conversion idéologique mais le jeu des pressions économiques et politiques. L'apartheid demeure un élément essentiel de l'économie sud-africaine, mais la pression qui s'accroît contre l'Afrique du Sud a fait qu'il a bien fallu lui donner un visage moins inhumain. La chute dramatique de la valeur du rand en septembre 1985 et les problèmes qu'a rencontrés le Gouvernement sud-africain à obtenir le rééchelonnement de sa dette internationale ont bien montré aux chefs de file des milieux d'affaires sud-africains qu'un changement était nécessaire. En conséquence, un certain nombre d'hommes d'affaires sud-africains en vue ont pris la décision audacieuse mais tardive d'entamer des discussions avec les dirigeants de l'African National Congress à Lusaka.

C'est le refus du Gouvernement sud-africain d'accepter l'abolition du système d'apartheid qui éloigne les Noirs sud-africains de la recherche d'un changement pacifique et les pousse à la violence. Le Gouvernement sud-africain parle vaguement d'un dialogue dans un "forum valable et ouvert", mais les questions qui doivent être discutées n'ont apparemment pas le droit de figurer à l'ordre du jour et les seuls qui pourraient parler au nom des Sud-Africains noirs sont dans leur tombe, en prison ou en fuite.

M. Woolcott (Australie)

Presque tous les jours on nous donne des statistiques accablantes sur la violence qui ne cesse de croître en Afrique du Sud, des détails sur ceux qui ont été tués, blessés et détenus. Grâce à la télévision, nous avons vu de nos foyers la violence et les effusions de sang en Afrique du Sud. Il est ironique qu'en raison de la censure qui joue en Afrique du Sud, nous ayons pu avoir des événements une vue plus précise que ne l'ont eue ceux qui vivent dans le pays.

Le Gouvernement australien a toujours appuyé les efforts de ceux qui, dans les communautés de l'Afrique du Sud, oeuvrent par des moyens pacifiques pour mettre fin immédiatement et sans condition à l'apartheid. Nous avons applaudi aux efforts d'hommes tels que l'évêque Desmond Tutu qui, il y a deux jours, s'est adressé à la Commission politique spéciale. Nous avons salué les efforts des membres du United Democratic Front et d'organisations telles que le Black Sash Movement, qui ont cherché à redresser les injustices en Afrique du Sud, souvent au prix de souffrances personnelles. Nous avons demandé au Gouvernement sud-africain de libérer Nelson Mandela et d'entamer un dialogue avec les dirigeants reconnus de la communauté noire d'Afrique du Sud.

De même que nous appuyons ceux qui ont travaillé de l'intérieur, nous nous sommes engagés à faire prendre conscience au Gouvernement sud-africain de toute sa folie, par une action internationale. Comme le Ministre des affaires étrangères d'Australie, M. Hayden, l'a dit dans sa déclaration lors de la session extraordinaire du Conseil de sécurité le 26 septembre 1985,

"nous ne souhaitons pas mettre l'Afrique du Sud à genoux, mais l'amener à la raison." (S/PV.2608, p. 111)

Mil neuf cent quatre-vingt cinq a connu un accroissement sensible de la pression internationale exercée sur l'Afrique du Sud, en raison de la violence de la réaction des autorités sud-africaines au défi pacifique international. Nous espérons que l'Afrique du Sud, étant donné la pression que lui impose la communauté internationale, parviendra à des changements pacifiques et positifs en agissant avec elle et en recourant à des mesures efficaces. La gamme des sanctions proposées ou adoptées par la communauté internationale - par exemple l'interdiction de nouveaux investissements et prêts - satisfait le Gouvernement australien pour deux raisons. L'une parce qu'elle se révèle efficace, l'autre parce qu'elle bénéficie d'un soutien croissant, surtout dans certains pays qui ont des relations financières solides avec l'Afrique du Sud. A défaut d'un embargo obligatoire sur

M. Woolcott (Australie)

les nouveaux investissements en Afrique du Sud, nous nous efforçons de développer la coopération avec d'autres Etats pour accroître l'efficacité des mesures volontaires existantes.

On a avancé que les sanctions économiques n'avaient jamais réussi à régler un problème international. Comment peut-on dire cela? Assurément, la délégation australienne conteste cette thèse, ne serait-ce que parce que les sanctions économiques globales n'ont jamais été appliquées auparavant de manière complète et systématique pour un problème international.

En Rhodésie du Sud, où les sanctions ont été appliquées en partie, elles ont constitué une part importante des pressions qui ont abouti à un Zimbabwe indépendant. Cependant, si l'on avait appliqué les sanctions de manière plus complète et plus générale, il est permis d'affirmer que l'indépendance du Zimbabwe aurait été obtenue plus rapidement.

La thèse selon laquelle les sanctions auraient un effet défavorable sur la population noire, qu'elles nuiraient aux réformes limitées qui ont pu se produire récemment en Afrique du Sud, que les sanctions pourraient paralyser économiquement les Etats voisins et qu'elles n'aboutiraient pas à l'objectif qui est le démantèlement de l'apartheid, comporte certaines faiblesses. Premièrement, nous n'en savons rien. On n'a pas appliqué de sanctions économiques globales et l'Afrique du Sud a déjà réagi dans une certaine mesure aux sanctions limitées qu'ont déjà appliquées certains pays dont l'Australie. Deuxièmement, cet argument méconnaît le fait que la majorité des Africains noirs, et même des hommes d'Eglise en Afrique du Sud, ont eux-mêmes demandé que des sanctions soient imposées. Troisièmement, on oublie que nous n'avons pas affaire à une question purement économique qui peut être discutée en fonction des avantages et des désavantages économiques. Il convient de voir dans les sanctions économiques une réaction en partie à ce qui est essentiellement, non pas simplement une question économique mais un problème social et humanitaire à grande échelle, à savoir l'apartheid. Parfois, les membres de la communauté internationale conscients de leur responsabilité doivent prendre des mesures qu'ils préféreraient éviter s'ils se basaient sur une interprétation étroite de leurs propres intérêts économiques.

En 1985, le Gouvernement australien a pris certaines mesures en matière d'investissements. Il a interdit tout nouvel investissement en Afrique du Sud de la part du gouvernement et des autorités publiques, à l'exception de ceux qui sont nécessaires pour maintenir notre représentation diplomatique et consulaire dans ce pays. Il a interdit tout nouvel investissement direct en Australie de la part du

M. Woolcott (Australie)

Gouvernement sud-africain ou de ses autorités. Il a demandé à tous les établissements financiers australiens de suspendre tout nouveau prêt à des emprunteurs en Afrique du Sud, de manière directe ou indirecte. Il a retiré le Trade Commissioner australien de Johannesburg. Il a retiré diverses formes d'assistance gouvernementale officielle aux Australiens qui font commerce en Afrique du Sud. Il a interdit les exportations vers l'Afrique du Sud de pétrole et de produits pétroliers, des composants d'ordinateur et autres produits dont on sait qu'ils servent aux forces de sécurité sud-africaines. Il a interdit l'importation en provenance de l'Afrique du Sud de krugerrands et autres pièces frappées en Afrique du Sud, de même que de toutes armes, munitions et véhicules militaires. Il a frappé d'embargo toute nouvelle transaction contractuelle du gouvernement avec des sociétés en majorité sud-africaines pour les contrats dépassant 20 000 dollars. Il a décidé d'éviter les achats par le gouvernement de fournitures d'origine sud-africaine, à l'exception, une fois de plus, de ceux qui seraient nécessaires pour maintenir la représentation diplomatique et consulaire australienne en Afrique du Sud, et de limiter les ventes de biens et de services du gouvernement à l'Afrique du Sud. Il a introduit un code de conduite à l'intention des sociétés australiennes qui opèrent en Afrique du Sud afin de faire en sorte qu'elles n'essaient pas de tirer parti de conditions propres à l'apartheid. Par exemple, le code propose qu'il n'y ait pas de ségrégation raciale sur les lieux de travail et que, comme en Australie, il y ait une égalité raciale dans des secteurs tels que le recrutement, l'emploi, les salaires, la formation et la promotion.

Pendant l'examen de la situation en Afrique du Sud au cours d'un conseil de sécurité au début de cette année, l'Australie a fait savoir qu'elle était disposée à appuyer l'application de sanctions économiques globales pour mettre fin à l'apartheid.

L'Australie est très heureuse que les premiers ministres du Commonwealth aient adopté à l'unanimité l'Accord du Commonwealth sur l'Afrique du Sud au cours de leur récente réunion à Nassau. Cet accord demande aux autorités de Pretoria de déclarer que le système d'apartheid sera démantelé et que des mesures précises et significatives seront prises à cette fin, qu'elles mettent fin à l'état d'urgence, qu'elles remettent en liberté immédiatement et inconditionnellement Nelson Mandela et toutes les autres personnes emprisonnées ou détenues pour leur opposition à l'apartheid, qu'elles instaurent la liberté politique et, plus particulièrement,

M. Woolcott (Australie)

qu'elles lèvent l'interdiction qui frappe actuellement l'African National Congress (ANC) et d'autres partis politiques, et qu'elles entament, dans le contexte d'une cessation de la violence de toute part, un dialogue sans distinction de couleur, de politique et de religion, afin de mettre en place un gouvernement non racial et représentatif.

M. Woolcott (Australie)

L'Australie s'est également félicitée de la décision des chefs de gouvernement du Commonwealth d'établir un petit groupe composé de personnes éminentes du Commonwealth afin d'encourager de toutes les manières possibles l'évolution de ce processus nécessaire de dialogue politique et de changement en Afrique du Sud.

Les pays du Commonwealth se sont également mis d'accord à Nassau, au début de ce mois, sur un programme d'action commun appuyant l'application d'un certain nombre de mesures économiques contre l'Afrique du Sud, dont la plupart ont déjà été mises en place par l'Australie.

Il faut adopter immédiatement plusieurs mesures : interdire tous nouveaux prêts gouvernementaux au Gouvernement de l'Afrique du Sud et à ses agences; entreprendre unilatéralement toute action possible afin d'empêcher l'importation des kruggerrands; interdire tout financement gouvernemental aux missions commerciales en Afrique du Sud ou aux fins de participation à des expositions et des foires commerciales en Afrique du Sud; interdire la vente et l'exportation de tout matériel informatique qui pourrait être utilisé par les forces militaires, la police ou les forces de sécurité sud-africaines; interdire la signature de nouveaux contrats de vente et d'exportation de matériel, de matières et de techniques nucléaires en direction de l'Afrique du Sud; interdire la vente et l'exportation du pétrole à l'Afrique du Sud; instituer un embargo strict et rigoureusement contrôlé sur les importations d'armes, de munitions, de véhicules militaires et d'équipement paramilitaire en provenance d'Afrique du Sud; instituer un embargo sur toute coopération militaire avec l'Afrique du Sud et, enfin, prendre des mesures de dissuasion contre toutes manifestations culturelles et scientifiques, sauf là où elles contribueraient à mettre fin à l'apartheid ou ne sauraient en aucune façon l'encourager.

Nous recommandons ces mesures, unanimement adoptées à la réunion du Commonwealth, aux Etats Membres qui ne les ont pas encore appliquées.

Il a été décidé, en outre, qu'un groupe de chefs de gouvernement se réunirait pour faire le point de la situation dans six mois, et que si, selon eux, des progrès satisfaisants n'avaient pas été faits, ils se mettraient d'accord pour envisager l'option de nouvelles mesures contre l'Afrique du Sud. Ma délégation s'est félicitée de l'appui apporté à cette approche par l'évêque Desmond Tutu dans sa déclaration du 28 octobre 1985 et par d'autres orateurs qui ont pris part à ce débat.

M. Woolcott (Australie)

Pour conclure, je voudrais répéter que le Gouvernement australien reste décidé à jouer son rôle, à l'Assemblée générale des Nations Unies, au Conseil de sécurité et dans d'autres organes internationaux, tels que le Commonwealth, pour contribuer aux mesures efficaces qui, comme nous l'espérons, aboutiront à un changement rapide et pacifique et à la fin de l'apartheid.

M. ORAMAS OLIVA (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : Au cours du débat de la quarantième session de l'Assemblée générale, sur 137 orateurs qui ont pris la parole, 125 ont évoqué clairement la situation qui règne actuellement en Afrique du Sud, ce qui témoigne de la vive préoccupation qu'inspire à la communauté internationale le cruel calvaire imposé au peuple sud-africain par un groupe de bourreaux racistes.

Le 29 octobre, le New York Times faisait savoir qu'il y avait quatre nouveaux morts et soulignait que, de septembre de l'an dernier à cette date, 800 personnes avaient été tuées par les balles des racistes, leur seul crime ayant été de lutter pour être considérées comme des êtres humains, comme le soulignait précisément du haut de cette tribune il y a à peine quelques heures, l'évêque Desmond Tutu.

L'apartheid est plus qu'un cauchemar et tant de pages ont été écrites sur la violation des droits de l'homme par les racistes que l'on pourrait en faire une immense encyclopédie. L'évêque Tutu a indiqué que, parmi les tués, il y avait beaucoup d'enfants; mais à leur sujet, on ne fait aucune publicité. La répression s'intensifie devant les protestations pacifiques contre l'éducation bantoue, contre les mesures d'exclusion, et la réaction des nouveaux fascistes s'exprime à travers leurs chiens et leurs balles. L'état d'urgence, qui n'a jamais cessé d'exister, en fait, pour les Noirs sud-africains, inspire de la répugnance aux hommes de bonne volonté mais non à ceux qui s'intitulent champions de la démocratie et des droits de l'homme, comme les Etats-Unis, et qui, du haut de cette tribune, prononcent des discours grandiloquents, sans dire le moindre mot sur la barbarie instaurée par leur partenaire de Pretoria qui bénéficie du prétendu engagement constructif.

Les masses noires sud-africaines n'ont pas besoin de notre compassion mais plutôt de notre aide la plus ferme et la plus étendue pour extirper un cancer social qui constitue une menace dangereuse pour la paix et la sécurité en Afrique australe, particulièrement maintenant que ces masses noires sud-africaines ont démontré que toutes les portes leur avaient été fermées, comme vient de le déclarer le Front uni démocratique, organisation à qui l'on a interdit de se réunir dans la ville du Cap.

M. Oramas Oliva (Cuba)

Les racistes de Pretoria et leurs alliés ne doivent pas oublier que, comme l'a dit Tito Livio : "La nécessité est l'arme ultime et la plus terrible des armes". C'est à ce choix que les racistes sud-africains ont poussé le peuple noir éprouvé et opprimé de l'Afrique du Sud.

Du haut de cette tribune, nous exigeons que le gouvernement raciste mette fin aux massacres et à l'état d'urgence, et qu'il mette immédiatement en vigueur ces mesures que réclame avec urgence la voix de la raison pour éviter la catastrophe en Afrique du Sud, à savoir le retour des exilés, la négociation avec les représentants légitimes du peuple, l'African National Congress (ANC), la mise en liberté de Nelson Mandela et de tous les prisonniers politiques et l'abolition de toute la législation de l'apartheid.

Si, dans leur myopie et leur entêtement, les racistes ne se rendent pas à la raison, de nouveaux subterfuges ou de nouvelles manoeuvres dilatoires ne suffiront plus. Il serait nécessaire que tous les membres de la communauté internationale, et en particulier ceux du Conseil de sécurité, entendent la voix de leur conscience, accomplissent leur devoir et appliquent les sanctions totales et obligatoires prévues au Chapitre VII de la Charte. Ou alors nous devrions conclure qu'il importe peu que meurent 800 Noirs, comme semblent le penser certains qui, en réalité, partagent les idées racistes et ne considèrent pas ces martyrs sud-africains comme des êtres humains.

M. Oramas Oliva (Cuba)

On n'a pas le choix et l'heure est aux définitions nettes : ou bien on appuie les racistes, ou bien on appuie ceux qui subissent les effets de la politique d'apartheid. C'est pourquoi, mon pays accorde une énorme importance à la Convention sur l'apartheid dans les sports et estime que cet instrument doit être approuvé tel qu'il a été présenté à la session actuelle de l'Assemblée générale. Nous appuyons également la proposition, formulée par le Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, tendant à convoquer l'an prochain une conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud raciste.

Nous avons peut-être encore le temps aujourd'hui d'empêcher l'holocauste. Demain il sera trop tard et nous devons tous bien comprendre que lorsque toutes les voies leur sont fermées, les peuples, comme le démontre l'histoire, ont toujours recouru à d'autres moyens pour réaliser leurs aspirations les plus chères à la liberté et aux droits qui sont ceux de tous les hommes.

Pour conclure, je tiens à affirmer que, pour les Noirs sud-africains, le lendemain viendra; du sang qui, aujourd'hui, arrose le chemin de la liberté, naîtra un monde où Noirs et Blancs pourront travailler ensemble, mais demain viendra!

M. MANSFIELD (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : La semaine dernière, le Premier Ministre de mon pays, S. Exc. M. David Lange, a présenté de façon très complète la position de la Nouvelle-Zélande sur la question en discussion à la session extraordinaire du Comité spécial contre l'apartheid. Je n'ai donc pas besoin de reprendre ces considérations aujourd'hui, et je me bornerai à souligner les points essentiels de notre politique.

La Nouvelle-Zélande rejette la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud. La persistance de ce système de racisme institutionnalisé est une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des principes sur lesquels repose l'Organisation.

Depuis bien des années le peuple néo-zélandais exprime son opposition à l'apartheid et à tout ce qu'il représente. En Nouvelle-Zélande, nous nous sommes engagés dans l'édification d'une société fondée sur l'harmonie et l'égalité entre les races et dans l'établissement d'une société multiraciale qui repose sur l'association, le respect mutuel, la justice et le consentement. Cela ne se produira pas du jour au lendemain. Cela ne se fera pas sans efforts ni ressources. Mais le peuple de la Nouvelle-Zélande a démontré qu'il ne peut pas transiger sur ces principes, et il ne le fera pas.

M. Mansfield (Nouvelle-Zélande)

L'apartheid est l'antithèse de cette entreprise. La persistance de cette politique en Afrique du Sud montre que le régime raciste rejette les principes fondamentaux que le peuple néo-zélandais s'est engagé à défendre dans sa propre société.

Il y a deux jours à peine, ici même, nous avons entendu le témoignage émouvant de l'évêque Desmond Tutu qui parlait des souffrances que le peuple sud-africain est obligé de subir pour obtenir des droits que la Charte de l'Organisation a voulu garantir à tous les hommes et à toutes les femmes. Nous avons écouté avec respect un homme qui a cherché tout au long de sa vie et de son ministère à exprimer les idéaux qui nous l'espérons tous, seront le fondement d'une Afrique du Sud libre. Nous l'avons entendu demander une société exempte des injustices, de la répression et de la brutalité que subit actuellement son peuple. Et cependant, telle est l'envergure de cet homme que nous avons entendu demander, malgré tous les actes de provocation actuels, l'élimination pacifique de l'apartheid, l'émergence pacifique d'une société où Noirs et Blancs puissent pour reprendre ses mots être "réellement libres".

Cette vision ne deviendra pas réalité tant que l'apartheid n'aura pas été aboli. Parlant devant le Comité spécial contre l'apartheid, le Premier Ministre de mon pays a souligné une fois de plus que la Nouvelle-Zélande appuyait cet objectif. Il a précisé que la Nouvelle-Zélande ne voyait pas comment les prétendues réformes du Gouvernement sud-africain pourraient contribuer à l'élimination de l'apartheid. Il a dit :

"Le Gouvernement sud-africain s'est refusé jusqu'ici à entamer un dialogue réel avec des groupes noirs représentatifs en vue d'un futur règlement politique; au contraire, il a arrêté bon nombre d'entre eux et s'est refusé à voir les autres. Rien ne montre qu'il est prêt à envisager d'accorder aux Noirs le droit de participer sur un pied d'égalité à la vie politique. Ses réformes limitées n'ont pas indiqué de changement dans la philosophie raciste fondamentale de l'Etat. Cette philosophie reste inscrite dans la loi et étayée par la force qui a été utilisée implacablement dans le pays pour étouffer les demandes des Noirs qui veulent simplement le droit d'avoir leur mot à dire dans le gouvernement de leur pays et pour affaiblir les Etats voisins et établir sa domination militaire dans la région : tout cela afin de consolider la domination blanche et de s'opposer à tout changement. C'est

M. Mansfield (Nouvelle-Zélande)

pour toutes ces raisons que le monde est uni dans sa ferme volonté de mettre fin à l'apartheid comme il ne l'a sans doute jamais été depuis la campagne d'abolition de l'esclavage. Je voudrais que vous sachiez que la Nouvelle-Zélande appuie entièrement cet effort et oeuvrera avec ceux qui partagent ces idées aux Nations Unies, dans le Commonwealth et ailleurs pour atteindre l'objectif que nous cherchons tous et qui est maintenant si nettement à notre portée."

Une action internationale s'impose contre l'apartheid si nous voulons atteindre notre but. Voilà pourquoi la Nouvelle-Zélande s'est portée coauteur l'année dernière du projet de résolution sur l'action internationale concertée contre l'apartheid et pourquoi nous espérons aussi nous porter également coauteur du projet de résolution qui sera soumis à l'Assemblée au cours de cette session.

Il y a moins de deux semaines, mon pays a participé à l'élaboration de l'Accord du Commonwealth sur l'Afrique du Sud au cours de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Nassau. Notre premier ministre a affirmé que la Nouvelle-Zélande s'engageait à appliquer le programme d'action sur lequel les chefs de gouvernement sont tombés d'accord. Il a promis notre soutien à des sanctions économiques immédiates, à but bien défini et valables. Notant que la Nouvelle-Zélande respecterait strictement chacune des sanctions économiques qui, selon la décision du Commonwealth, devraient être immédiatement appliquées, le Premier Ministre a dit que la Nouvelle-Zélande peut aller plus loin :

"Lorsque le Commonwealth le jugera nécessaire, nous serons prêts à jouer notre rôle en passant aux mesures suivantes prévues dans l'Accord. La Nouvelle-Zélande sera disposée à les suivre également. Et si le Gouvernement sud-africain s'obstine, la Nouvelle-Zélande sera prête à faire avec d'autres pays de nouveaux efforts collectifs, allant jusqu'aux sanctions globales et obligatoires si elles s'imposent pour amener un changement pacifique en Afrique du Sud."

Notre but est un changement pacifique en Afrique du Sud. L'échéance approche mais il n'est pas encore trop tard. L'Afrique du Sud pourrait, comme l'a dit l'évêque Tutu, se trouver au bord d'une catastrophe, mais si les dirigeants de ceux qui sont opprimés sont prêts à venir ici et à s'engager à oeuvrer à un changement pacifique, la communauté internationale devra faire tout son possible pour les appuyer.

M. Mansfield (Nouvelle-Zélande)

Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande s'est engagé à assurer l'élimination de l'apartheid. Nous exigeons la mise en liberté des prisonniers politiques et la fin de l'état d'urgence et de la violence qu'il engendre. Nous voulons une Afrique du Sud qui ne menace plus la sécurité de la région par des attaques injustifiées et sanglantes contre les Etats voisins. Nous recherchons le rétablissement de la dignité politique et humaine en Afrique du Sud. Nous nous tournons vers la vision de l'évêque Tutu, celle d'une Afrique du Sud vraiment libre.

M. BEAUGE (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : La persistance de l'apartheid représente peut-être le problème le plus grave et le plus urgent auquel les Nations Unies ont à faire face en ce quarantième anniversaire. Nulle autre question n'offense de manière aussi absolue la conscience de l'humanité tout entière. En cette dernière étape d'un siècle témoin de progrès sociaux, politiques et technologiques sans précédent, la survie de ce système anachronique d'intolérance est tout simplement inacceptable. Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire que la communauté internationale adopte d'urgence des mesures efficaces contre l'Afrique du Sud, des mesures qui contribuent à accélérer l'élimination totale et définitive de l'apartheid.

Ce sentiment d'urgence découle non seulement du désir de voir la morale et la justice rétablies en Afrique du Sud, mais également de notre obligation de relever de manière résolue le grave défi lancé au maintien de la paix et de la sécurité internationales. La persistance de l'apartheid est une grave source de conflit et une menace sérieuse au développement normal des relations internationales. Ses effets se font sentir non seulement au niveau de la région mais à celui de la communauté internationale tout entière qui, en son âme et conscience, ne peut demeurer indifférente devant la crise toujours plus profonde en Afrique australe.

Il semble évident que le Gouvernement sud-africain n'a pas l'intention d'éliminer les manifestations les plus violentes et les plus scandaleuses du régime d'apartheid. La répression interne est beaucoup plus intense qu'il y a un an. Le processus de bantoustanisation n'a pas été abandonné. L'Afrique du Sud continue d'occuper illégalement la Namibie et de lancer des actes d'agression contre les pays voisins. La résistance active grandissante du peuple opprimé de l'Afrique du Sud à l'apartheid mérite la sympathie et l'appui de tous les Etats ici représentés. Cette résistance est d'autant plus justifiée que Pretoria, au lieu de prendre des mesures concrètes dans la bonne direction, a choisi de se retrancher derrière de nouvelles mesures encore plus sévères conçues pour préserver l'apartheid. Nous sommes tous témoins de la vague de violence qui s'abat quotidiennement sur des millions de Sud-Africains en raison de l'intransigeance aveugle de Pretoria.

L'Argentine réitère sa condamnation la plus énergique de la politique d'apartheid et réaffirme sa solidarité avec les victimes de cette politique. La discrimination, quelles qu'en soient les raisons, est incompatible avec les

M. Beauge (Argentine)

principes sur lesquels la République argentine a été fondée. Il ne faut donc pas s'étonner de ce que mon gouvernement ait adopté des mesures concrètes importantes contre Pretoria. Nos relations avec ce pays ont été réduites au minimum. Les activités des lignes aériennes commerciales sont suspendues. L'Argentine respecte scrupuleusement l'embargo obligatoire sur les armes décrété à l'encontre de l'Afrique du Sud. Mon pays a récemment ratifié la Convention internationale sur la répression et le châtement du crime d'apartheid.

Toutes ces mesures sont le reflet de la fermeté de l'appui que l'Argentine accorde à la lutte de l'Afrique contre la discrimination raciale, et ces mesures ne devraient pas laisser subsister le moindre doute dans l'esprit de Pretoria quant à notre ferme condamnation de l'apartheid.

L'action entreprise à titre individuel par les Etats, encore qu'utile, ne suffit pas. Nous avons souvent fait remarquer, et nous insistons à nouveau sur ce point aujourd'hui, qu'une seule action concertée de tous les Membres des Nations Unies, y compris ceux qui entretiennent d'importantes relations avec Pretoria, permettra de combattre efficacement l'apartheid. Nous devons par conséquent renouveler notre appel au Conseil de sécurité pour qu'il impose des sanctions globales, concrètes et obligatoires à l'encontre de Pretoria, conformément au Chapitre VII de la Charte. Il ne saurait subsister de doute quant au danger que représente l'apartheid pour la paix et la sécurité internationales. Le fait, pour les Nations Unies, de ne pas prendre les mesures qui s'imposent, non seulement aurait pour conséquence de prolonger la tragédie d'un peuple illégalement privé de ses droits fondamentaux, mais contribuerait dangereusement à saper la crédibilité et l'autorité politique et morale de notre organisation.

M. LEGWAILA (Botswana) (interprétation de l'anglais) : Selon les prédictions et les avertissements que nous ne cessons de formuler depuis bien longtemps, l'apartheid a fini par mettre le feu à l'Afrique du Sud. L'incendie qui a éclaté il y a plus d'un an avec l'énergie d'une conflagration naissante a déjà coûté la vie à plus de 800 personnes et consumera encore certainement des milliers de vies si les instigateurs de la politique incendiaire du régime blanc de l'apartheid en Afrique du Sud ne sont pas rapidement ramenés à la raison et ne comprennent pas la futilité et la folie de leurs méthodes racistes. Jamais encore la situation en Afrique du Sud n'a été aussi désespérée. Jamais encore les passions de la majorité opprimée de ce pays cruel n'ont été aussi vives. Jamais encore la détermination des jeunes Sud-Africains de libérer leur patrie tourmentée n'a été aussi inéluctable, plus consciente de sa finalité.

M. Legwaila (Botswana)

Pour savoir ce qui se passe en Afrique du Sud, il faut regarder le visage des jeunes de 15 ans qui, d'un pas cadencé, se dirigent vers les cimetières de Soweto et d'autres agglomérations, portant les cercueils de leurs camarades défunts jusqu'à leur dernière demeure. Leur visage ne porte aucun signe de tristesse, alors qu'ils accompagnent leur marche de slogans et de chants de libération, avec la passion joyeuse d'une génération qui a pris sa destinée en mains. Pour eux, la vie sous l'apartheid n'est pas pire que la mort - car qu'est la vie lorsqu'on la dépouille de son essence, de sa dignité, de ce qu'elle a de sacré, de sa valeur humaine? Les jeunes Sud-Africains ont donc décidé de sacrifier leur vie pour que ceux qui restent vivent libres dans une Afrique du Sud libre, une Afrique du Sud libérée de l'apartheid et du racisme.

M. Legwaila (Botswana)

Et pourtant le régime minoritaire blanc de l'Afrique du Sud reste aussi dur d'oreille qu'avant. Comme si les coeurs et les émotions des gouvernements blancs de ce pays étaient de pierre, chaque journée de sang et de mort, chaque week-end marqué par d'immenses cortèges funèbres et des torrents de larmes semblent raidir leur intransigeance et ils menacent de se montrer plus meurtriers encore dans leurs affrontements fortement armés avec de jeunes manifestants pacifiques et sans défense. Nous demandons ce que peuvent être ces êtres humains qui restent insensibles à tant de sang versé inutilement, tant de morts et de souffrances. Nous demandons ce que sont ces êtres humains qui réagissent à une tragédie en menaçant de l'aggraver. Chaque manifestation pacifique contre l'apartheid en Afrique du Sud a été accueillie par la menace officielle de renchérir sur l'emploi de la force contre les manifestants et, en fait, on a intensifié la force sans se soucier du nombre d'innocents tués.

On nous dit que les manifestants pacifiques empêchent une réforme de l'apartheid, empêchent que commence à s'édifier une société nouvelle en Afrique du Sud et qu'il faut donc les abattre. Mais ce que nous avons vu jusqu'ici en Afrique du Sud, ce que le monde occidental a si souvent célébré comme étant le début d'une évolution vers une société non raciale, faisant suite au désordre actuel, n'était autre chose que le raffermissement d'un statu quo déguisé en réforme. Ce que l'on appelle "le manifeste pour une Afrique du Sud nouvelle", formulé récemment par M. Botha, s'est révélé être un plan de modernisation du découpage ethnique fondé sur la race de la société sud-africaine. Si le plan Botha voit jamais le jour, l'Afrique du Sud restera un pays racialement divisé, car les bantoustans seront tout simplement métamorphosés en unités tout en conservant à tous égards leur nature ethnocentrique. Ces prétendues unités resteront en d'autres termes les créatures de l'idéologie raciste de l'apartheid. Il n'existera pas d'Afrique du Sud unie, marquée par une citoyenneté commune authentique et des droits égaux. Les Zoulous continueront à s'entendre dire qu'ils n'ont rien de commun avec les autres Sud-Africains noirs, et vice versa.

Chaque unité, selon le plan Botha, s'occupera à l'instar du Parlement triracial actuel du Cap, de ses propres affaires dans la même ségrégation qu'auparavant et n'aura qu'un rôle encore mal défini à un niveau dit "supérieur". Mais ce qui est une insulte plus grande encore aux Sud-Africains noirs, c'est que le plan Botha n'estime pas que leurs aspirations, si longtemps déçues, méritent ne fut-ce que la consolation humiliante d'une quatrième chambre au Cap. Le plan

M. Legwaila (Botswana)

continue de considérer que les Sud-Africains noirs sont indignes d'être accueillis et intégrés dans la vie politique de leur pays. Ils resteraient maintenus au niveau servile de l'autodétermination ethnique et de l'"indépendance" sous la botte du Blanc. Le plan Botha est simplement une recette pour un dénouement catastrophique à la tragédie de l'apartheid.

Le plan est aussi raciste sinon plus que le système d'apartheid qu'il prétend remplacer. En fait, son existence même montre à quel point le régime de Pretoria s'est enfoncé dans la fange du racisme. Nous devons demander quel genre de solution au problème du racisme en Afrique du Sud peut venir d'un plan produit de manière unilatérale par un régime raciste blanc dont les visions d'avenir sont que seuls les Blancs doivent continuer à dominer les autres groupes en Afrique du Sud sous une forme ou une autre. Quel plan peut se dire exempt du virus raciste si son essence même et sa raison d'être sont d'étouffer les aspirations de la majorité qui se trouve être noire et de consolider la suprématie blanche en refusant à la majorité le droit de gouverner?

Un plan visant à déracialiser et à démocratiser l'Afrique du Sud est manifestement une nécessité, mais il doit s'agir d'un plan dont la légitimité découle à l'évidence de la volonté collective de la population d'Afrique du Sud tout entière. Toutes les mutations racistes des réalités politiques sud-africaines et les efforts non moins racistes tendant à obscurcir la nécessité du changement dans le pays sont une perte de temps, car ils ne sauraient aboutir à la solution que nous recherchons tous. Chaque communauté en Afrique du Sud a ses dirigeants authentiques, capables de participer à l'élaboration du destin de leur patrie. Ils sont prêts à le faire à la table de conférence sans préalables ridicules. Ce qu'ils ne sont pas disposés à faire, et qu'ils ne feront pas, c'est d'accepter un plan élaboré de manière unilatérale par l'Afrique du Sud blanche et destiné à perpétuer le statut privilégié des Sud-Africains blancs.

Voilà pourquoi, nous déclarons ici à présent que notre vision de l'Afrique du Sud de demain n'est pas compliquée. En tant que voisin de ce pays tragique, nous lui souhaitons ainsi qu'à son peuple, las de lutter, qu'il soit noir ou blanc, ce qui nous semble répondre à notre intérêt commun. Nous voulons que cette saignée, cette danse macabre qui semble interminable prennent fin en Afrique du Sud. Nous voulons que ses habitants se retrouvent à travers la crevasse béante de la polarisation raciale et entament le processus de réconciliation dans une

M. Legwaila (Botswana)

Afrique du Sud nouvelle dont la réalisation ne peut être retardée qu'avec le plus grand danger pour la paix et la stabilité de la région d'Afrique australe tout entière. Nous voulons la paix en Afrique du Sud et elle ne pourra régner dans ce pays que lorsque certaines conditions seront remplies :

Premièrement, il faut lever l'état d'urgence et supprimer les restrictions arbitraires à la liberté de réunion, de mouvement et d'expression.

Deuxièmement, il faut faire cesser les effusions de sang, l'assassinat d'enfants noirs qui manifestent pacifiquement pour leur liberté et la liberté de leur peuple.

Troisièmement, il faut cesser de brutaliser les leaders politiques noirs et blancs dont le seul crime est de chercher à extirper de leur pays le fléau de la persécution raciale.

Quatrièmement, il faut mettre fin à la détention de leaders noirs dont le seul crime est de réclamer des changements réels dans leur propre pays.

Cinquièmement, il faut mettre un terme à l'exil de leaders politiques noirs auxquels incombe la responsabilité de négocier l'Afrique du Sud de demain.

Sixièmement, il faut remettre en liberté Nelson Mandela et ses camarades de tous les partis politiques d'Afrique du Sud, incarcérés depuis si longtemps et dont la présence en dehors des prisons ne peut que faire le plus grand bien à l'Afrique du Sud et, enfin, il faut proclamer une amnistie générale de sorte que tous les Sud-Africains qui languissent actuellement en exil puissent rentrer chez eux et vivre en paix dans une Afrique du Sud libre.

M. Legwaila (Botswana)

En d'autres termes, nous demandons un nouveau départ en Afrique du Sud et un nouveau départ est une nécessité inéluctable si l'on veut empêcher ce pays de dériver vers le précipice. Aucun acte de force ou de brutalité ne sauvera l'Afrique du Sud. Oui, des milliers de vies de Sud-Africains noirs peuvent être fauchées dans l'indifférence et la dureté, mais chaque tombe, chaque mort, chaque clou des cercueils est une négation de la victoire du régime raciste de Pretoria. Plus cette brutalité sera inhumaine, plus les passions s'enflammeront ainsi que le courroux des millions et des millions d'opprimés et, à la fin, comme l'histoire l'a montré, l'opresseur ne trouvera plus de refuge, comme Ian Smith de la Rhodésie d'antan l'a constaté - presque trop tard - il y a un peu plus de six ans.

Nous demandons des négociations dès maintenant et non pas à la fin d'un long processus de changement dans l'évolution conçu par le régime de Pretoria et par ses amis du monde extérieur pour retarder l'inévitable aussi longtemps qu'il le faudra. L'enjeu est trop important dans le pays. Les flammes de la colère menacent d'engloutir l'Afrique du Sud et tout ce qui l'entoure. Les Sud-Africains noirs sont prêts à venir s'asseoir à une table de conférence pour négocier des changements véritables. Mais ce n'est pas à eux de jouer. C'est au tour de la minorité blanche, qui passe d'une manoeuvre constitutionnelle sans espoir vers une autre, cherchant vainement à faire gagner du temps à l'apartheid et au racisme alors qu'il est bien tard. Nous devons avouer que, dans cette tentative, la minorité blanche reçoit le soutien d'intérêts économiques puissants du monde occidental, qui a souvent accueilli le crescendo de l'agitation et des demandes de changements en Afrique du Sud avec une méfiance considérable, donnant ainsi l'impression très nette que la sécurité des intérêts économiques de l'Occident en Afrique du Sud est indissolublement liée à la survie de la tyrannie raciale dans ce pays.

Pour nous, cependant, c'est le contraire qui semble vrai, car nous ne comprenons pas comment les intérêts économiques occidentaux pourraient connaître la sécurité dans une Afrique du Sud en proie aux flammes. Rien n'est sûr en Afrique du Sud dans les conditions actuelles, surtout pas les intérêts économiques étrangers qui, pense-t-on à juste titre, permettent au régime minoritaire blanc de se montrer intransigeant. Tôt ou tard, ces intérêts deviendront nécessairement et très légitimement les cibles de la colère des opprimés.

M. Legwaila (Botswana)

Il va donc sans dire qu'un monde occidental qui attache un certain prix à ses investissements en Afrique du Sud devrait participer à la lutte en faveur d'un changement en Afrique du Sud plutôt que d'y faire obstacle. L'Afrique du Sud ne devrait plus douter de sa position sur une question aussi vitale - et pas seulement pour l'Afrique du Sud - qu'est celle de la paix et de la stabilité dans la région. En d'autres termes, pour nous, l'Occident a la responsabilité de forcer, si la persuasion n'est pas possible, le régime minoritaire blanc de Pretoria à faire face à son heure de vérité ou à en subir les conséquences, à négocier avec l'immense majorité de la population d'Afrique du Sud un avenir meilleur pour le pays ou à accepter les conséquences de la solitude, et non pas du simple isolement, dans un monde plein de dangers. L'Occident a l'influence voulue pour conforter cet ultimatum et l'Afrique du Sud n'est pas en état de chercher refuge dans un laager du XXe siècle simplement pour éviter de réhabiliter une communauté de nations libres et civilisées.

Nous nous félicitons de l'accord sur l'Afrique australe adopté par le sommet du Commonwealth qui a eu lieu récemment aux Bahamas. Il nous semble nécessaire d'entreprendre toutes les mesures pacifiques pour chercher à contraindre le régime minoritaire blanc sud-africain à abandonner sa course au suicide. Nous ne sommes pas insensibles au fait que même certaines des mesures pacifiques envisagées dans la lutte contre l'apartheid et le racisme causeront des souffrances, surtout à la population directement intéressée. Certaines de ces mesures seront effectivement douloureuses et pour les victimes et pour les responsables de l'injustice que sont l'apartheid et le racisme, mais ces souffrances ne seront rien à côté des pertes énormes que l'apartheid et le racisme ont infligées aux Noirs d'Afrique du Sud au fil des années.

L'apartheid et le racisme en Afrique du Sud doivent cesser pour une autre raison également très importante. L'Afrique du Sud n'est pas isolée de notre région. Elle constitue une puissance économique et militaire en Afrique australe et son potentiel nocif est presque illimité étant donné les ressources dont elle dispose et la dureté apparente de ses dirigeants blancs dans leurs contacts avec leurs concitoyens noirs à l'intérieur de l'Afrique du Sud et dans la région tout entière.

L'Afrique australe dans son ensemble est, nous le savons, agitée aujourd'hui soit en raison des actes directs d'agression commis contre ses voisins ou à la

M. Legwaila (Botswana)

suite des activités déstabilisatrices de mouvements dissidents fomentées par Pretoria. Ces mouvements ont semé le chaos en Angola, au Mozambique et au Zimbabwe, dans des infrastructures économiques précieuses et fragiles et ont menacé la tranquillité qui est de tradition dans la vie rurale de l'Afrique. En particulier, l'Angola et le Mozambique n'ont jamais goûté la paix qu'ils méritent et désirent tant après leur longue et coûteuse lutte de libération. Aujourd'hui, ils sont contraints de mener des luttes coûteuses, stériles et interminables avec des mouvements dissidents dont les sources de matériel de guerre semblent presque inépuisables car elles sont soutenues par des forces puissantes dans le monde occidental, en plus de l'aide qu'ils reçoivent de leur parrain, le régime raciste d'Afrique du Sud. En fait, les bandits de l'UNITA en Angola pourraient bientôt recevoir en cadeau 27 millions de dollars si leurs sympathisants de Washington agissent à leur gré maintenant qu'a disparu l'amendement Clark. Au Mozambique, Pretoria a reconnu tout ce que sa mauvaise foi avait de honteux en avouant qu'il n'avait jamais honoré la signature qu'il avait apposée sur l'accord historique de Nkomati.

Ainsi, les flammes qui menacent de consumer l'Afrique du Sud menacent également de faire brûler tout notre sous-continent. L'opposition à l'apartheid et au racisme est devenue, dans cette partie du monde, une entreprise onéreuse pour les voisins de l'Afrique du Sud. Même l'octroi de l'asile politique n'est plus reconnu comme un acte humanitaire par un régime dont le sens moral a été à tel point perverti par le racisme qu'il est devenu insensible au moindre remords pour les brutalités qu'il inflige aux victimes de sa propre inhumanité dans le pays de leur exil, comme cela s'est produit dans la capitale de mon pays en juin dernier. La cruauté, l'ignominie de cet acte méprisable digne de l'inhumanité du Moyen-Age, perpétré contre un groupe d'hommes, de femmes et d'enfants pour lequel le sort avait déjà été d'une telle dureté, dépassent notre entendement.

Et cependant, la lutte de libération est maintenant tellement inexorable en Afrique du Sud qu'aucun acte irréfléchi d'agression commis contre des victimes innocentes en exil ne saurait sauver l'apartheid. L'apartheid doit être détruit et il le sera pour que puissent régner la liberté, la justice et la paix en Afrique du Sud et dans l'Afrique australe tout entière.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Plusieurs représentants ont demandé à prendre la parole pour exercer leur droit de réponse. Je rappelle aux membres que, conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, la durée de la première intervention dans l'exercice du droit de réponse doit être limitée à 10 minutes et celle de la seconde intervention à cinq minutes. D'autre part les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Je donne la parole aux délégations qui souhaitent exercer leur droit de réponse.

M. RAJAIE-KHORASSANI (République islamique d'Iran) (interprétation de l'anglais) : Je suis reconnaissant de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole à cette heure tardive.

Le représentant de la base terroriste et sioniste qui occupe la Palestine a fourni quelques statistiques sur les pétroliers qui transportent du pétrole du golfe Persique en Afrique du Sud. Dans ses remarques, il a mentionné la République islamique d'Iran. Nous avons nous aussi reçu les rapports du Shipping Research Bureau, des Pays-Bas, affirmant donner les mêmes informations.

Comme les membres le savent peut-être, tous les pétroliers qui transportent du pétrole de la République islamique d'Iran ont promis de ne pas livrer leur cargaison à l'Afrique du Sud. Par conséquent, toutes ces allégations ont fait l'objet d'une enquête soigneuse de la part de mon gouvernement, et nous sommes arrivés à la conclusion que, dans tous les cas suspects, le pétrole avait bien été livré dans des ports européens. Mais nous savons également qu'à partir de ces ports de transit, la cargaison de pétrole peut - et c'est du reste le cas - faire l'objet de toute une série de transactions incontrôlables avant d'aboutir en Afrique du Sud. Nous avons fait une enquête sur les allégations lancées contre ceux qui nous achètent directement du pétrole brut mais pas sur les allégations lancées contre les intermédiaires qui transfèrent les cargaisons en Afrique du Sud.

En fait, toutes ces manoeuvres qui permettent d'approvisionner l'Afrique du Sud en pétrole ont été ourdies par le réseau international du sionisme et ses sociétés transnationales bien connues, qui sont aussi responsables de tant de crimes commis en Afrique du Sud.

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

Nous savons tous que la base terroriste et sioniste qui occupe la Palestine se procure son pétrole par les mêmes moyens, car elle n'a pas de ressources pétrolières dans les territoires occupés. Ainsi, même en ce qui concerne ce genre de méthode d'approvisionnement de l'Afrique du Sud en pétrole, c'est la base sioniste qu'il faut blâmer.

Il faut noter que les statistiques auxquelles la base terroriste sioniste qui occupe la Palestine a fait allusion dans son intervention lui ont été fournies directement par ces sociétés, collaboratrices complaisantes de l'Afrique du Sud. Autrement dit, ces statistiques sont valables, bien qu'incomplètes. Elles disent la vérité, mais pas toute la vérité.

Voilà pour ce qui est du fond des allégations concernant la fourniture de pétrole à l'Afrique du Sud. Mais pourquoi le représentant de la base terroriste et sioniste qui occupe la Palestine a-t-il débité tant d'absurdités? Ceux qui collaborent avec l'Afrique du Sud ont essayé de détourner l'attention de l'instance internationale de la question centrale qui est le régime d'apartheid et ses alliés. Alors que nous nous efforçons d'arriver à une amélioration de la situation en appuyant - verbalement du moins - la majorité opprimée d'Afrique du Sud, le peuple sud-africain est en butte à la politique la plus cruelle et la plus odieuse qui soit. Nous avons appris qu'aujourd'hui de jeunes hommes étaient devenus des martyrs. Comme tous les autres martyrs, leur seul crime est de vouloir l'indépendance et l'égalité, qui sont parmi les principes fondamentaux acceptés - en paroles tout au moins - partout dans le monde.

Ils sacrifient leurs jeunes vies dans l'espoir qu'un jour la cause de la liberté et de l'égalité triomphera. En ce moment même, le régime raciste continue à tuer et à détruire.

Tenons-nous en à la question centrale. Agissons de manière décisive non seulement contre le régime odieux de Pretoria, mais aussi contre les puissances occidentales dont les intérêts économiques nourrissent et entretiennent ce régime brutal. Je suis certain que la communauté internationale ne se laissera jamais abuser par les questions sans pertinence que la base terroriste et sioniste a soulevées aujourd'hui pour détourner l'attention de la question à l'examen, et insulter ainsi la sagesse internationale.

M. AL-SOGATRY (Oman) (interprétation de l'arabe) : Ma délégation aurait préféré ne pas répondre au représentant d'Israël, mais les vaines tentatives qu'il a faites pour falsifier la vérité n'ont rien à voir avec la question humanitaire débattue au titre de ce point de notre ordre du jour et qui a suscité les déclarations de tant de délégations. Je veux parler de la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain.

C'est ainsi que nous sommes amenés à préciser que le représentant d'Israël a choisi, ce matin, de ne pas mentionner les souffrances endurées par la population sud-africaine du fait de la discrimination raciale éhontée pratiquée dans ce pays. Voilà qui prouve que la collaboration et les liens étroits entre Israël et l'Afrique du Sud sont bien réels.

Qui plus est, la déclaration d'Israël n'a rien à voir avec la question dont nous débattons. Le représentant d'Israël a accusé les organisations internationales de passer sous silence les statistiques concernant son pays et les activités des pays arabes. Son intervention de ce matin était truffée de mensonges. Nous déclarons sans ambages que mon pays n'aura aucune relation, quelle qu'elle soit, avec le régime raciste de l'Afrique du Sud tant que cette dernière persistera dans sa politique fondée sur la discrimination raciale.

En outre, l'Oman qui, plus que tout autre pays, a des liens spirituels et culturels avec les peuples africains amis, déclare que ce qui a été dit ce matin par le représentant d'Israël est bien loin de la vérité.

M. Al-Sogatry (Oman)

Les déclarations du représentant d'Israël ne constituent que des tentatives faites pour envenimer les choses. Il a répété les mêmes affirmations à tort ou à raison. En fait, ce qui est vrai pour Oman dans ce domaine - et que chacun connaît - s'applique également aux Etats du golfe et aux Etats arabes et islamiques frères et amis ainsi qu'aux autres Etats que le représentant d'Israël a impliqués dans son intervention pour tenter de donner un semblant de vérité à sa prétendue aversion pour l'apartheid et de tirer gloire de cette aversion, alors qu'il n'en éprouve aucune, ainsi que chacun sait.

Son gouvernement a toujours été et restera toujours un gouvernement raciste détestable; c'est d'ailleurs ce qu'a affirmé à plusieurs reprises la communauté internationale lorsqu'elle a déclaré que le sionisme était une forme de racisme.

M. GOSHU (Ethiopie) (interprétation de l'anglais) : Dans la déclaration qu'il a faite à l'Assemblée ce matin, le Représentant permanent d'Israël s'est efforcé de détourner l'attention de la collaboration, connue de tous, de son pays avec le régime raciste d'Afrique du Sud. Etant donné la complicité de longue date qui existe entre Tel-Aviv et Pretoria, ce représentant aurait bien fait de ne pas prendre part au débat général sur la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain. Quoi qu'il en soit, la délégation éthiopienne a été fort surprise d'entendre le représentant d'Israël chercher à présenter comme preuve de la nature non raciale du sionisme l'enlèvement des Falashas d'Ethiopie vers Israël. Si cet acte de piraterie pouvait prouver quoi que ce soit, il prouverait que le Gouvernement israélien méprise la légalité et se soucie fort peu des normes et des principes du droit international. L'affirmation par la délégation d'Israël que la vie pour les Falashas d'Ethiopie en Israël a été un lit de roses, constitue au mieux une contre-vérité voulue, destinée à distraire la communauté internationale de l'infortune réelle de nos compatriotes en Israël, et au pire un acte d'une malhonnêteté calculée.

Qu'il me soit permis de citer quelques cas précis pour montrer que les choses ne vont pas aussi bien pour les Falashas qu'a voulu le dire le représentant d'Israël. En fait, les Falashas sont rejetés par la société israélienne et frappés de discrimination. Un document intérieur du Ministère israélien de l'assimilation a révélé le 12 juillet 1985 que des activistes de la communauté éthiopienne s'étaient adonnés à des actes de violence pour protester contre la décision du rabbinat qui entendait les soumettre à des cérémonies de conversion rituelles. En

M. Goshu (Ethiopie)

juillet dernier, le Jerusalem Post a consacré un long article au triste sort des Ethiopiens en Israël. Dans l'un de ses numéros, le Post a cité un porte-parole des Falashas disant :

"Nous avons perdu toute notre volonté. Nous sommes déçus et impuissants. Certains jeunes se sont déjà suicidés."

Ces Ethiopiens que l'on a emmenés de force en Israël se trouvent plongés dans un environnement physique et social inconnu, une culture qui n'a rien à voir avec la leur et des conditions de vie très difficiles. On les a installés dans les régions les plus instables, pour servir de chair à canon en cas d'hostilités. Ils font l'objet de discrimination en matière de logement et c'est à eux que reviennent les tâches les plus humbles. Ils sont obligés de se soumettre à des rites étranges ce qui représente pour eux un acte d'autorenement et signifie l'abandon de leur culture et de leurs pratiques historiques. En fait, tout cela équivaut à une judaïsation par la force d'une population dotée d'une culture et d'antécédents sociaux et économiques totalement différents.

Tout cela a été extrêmement humiliant pour ces fiers Ethiopiens entraînés dans la situation où ils se trouvent actuellement par la contrainte et l'intimidation, ou purement et simplement par la tromperie. Leur désillusion, leur refus de leur nouvel état social et politique en Israël, se sont traduits par une flambée de suicides.

La réalité étant telle que je me suis efforcé de la faire connaître, je suis stupéfait que la délégation israélienne cherche à racheter l'enlèvement criminel commis par son gouvernement en invoquant une question qui n'a absolument rien à voir avec le sujet actuellement traité. Peut-être sa culpabilité continue-t-elle à le déranger.

Enfin, l'effort que fait la délégation israélienne pour soulever cette question qui présente la plus grande importance nationale pour mon pays, afin de servir ses manoeuvres de diversion et de lui permettre de se soustraire à la condamnation internationale pour sa politique de collaboration avec l'apartheid, est non seulement trompeur mais également du plus mauvais goût.

M. AL-NAJJAR (Emirats arabes unis) (interprétation de l'arabe) : Le représentant de l'entité sioniste et raciste a prétendu aujourd'hui que mon pays est l'un de ceux qui exportent du pétrole au Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud. Par conséquent, je tiens à affirmer ici que les Emirats arabes unis observent totalement les résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil de

M. Al-Najjar (Emirats arabes unis)

sécurité des Nations Unies, et les résolutions des pays non alignés et de la Ligue des Etats arabes au sujet de l'embargo imposé au régime raciste de l'Afrique du Sud. Je voudrais affirmer ici ce qui suit :

Premièrement, le représentant sioniste invente des chiffres et y croit. Deuxièmement, la déclaration que fera mon pays demain lors de la poursuite de la discussion du point à l'ordre du jour prouvera ce fait avec documents officiels à l'appui. Troisièmement, le but du représentant sioniste est de détourner le cours de la discussion pour l'empêcher de dévoiler la collaboration entre le sionisme raciste et l'Afrique du Sud dans tous les domaines.

M. RAZZOQI (Koweït) (interprétation de l'anglais) : En raison de l'heure tardive, ma délégation se croit tenue d'expliquer brièvement ce qui suit. Le représentant de l'entité sioniste a prétendu que le Koweït et d'autres Etats arabes frères fournissaient du pétrole à l'Afrique du Sud. Il a avancé ces allégations d'après ses propres lectures et une interprétation personnelle d'une information publiée par le bureau de recherche des transports maritimes. Ces allégations sont simplement dénuées de tout fondement. Aucun rapport du bureau de recherche des transports maritimes ne contient une telle information. En fait, dans son dernier rapport, le bureau déclarait ce qui suit :

"L'Assemblée générale des Nations Unies, à une écrasante majorité des nations du monde, a engagé à maintes reprises tous les pays à imposer un embargo sur le pétrole contre l'Afrique du Sud. De nombreux gouvernements ont répondu à cet appel. Presque - et je souligne ici le mot 'presque' - tous les pays exportant des quantités appréciables de pétrole brut, y compris tous les membres de l'OPEP et l'AWAFIQ, ont adopté maintenant une politique selon laquelle leur pétrole brut ne devrait pas être vendu à l'Afrique du Sud. Mais malgré cet embargo, l'Afrique du Sud arrive à se procurer du pétrole brut.

M. Razzoqi (Koweït)

De nombreuses compagnies pétrolières et de transports maritimes ont déclaré clairement qu'elles n'étaient pas disposées à assumer les risques que comporterait la violation de la politique d'embargo des pays exportateurs de pétrole."

En outre, le Bureau a confirmé, dans une communication officielle, qu'aucune société connue pour avoir des liens avec les 57 pétroliers qui ont livré du pétrole brut à l'Afrique du Sud n'a son siège au Koweït et qu'aucun des 57 pétroliers n'est parti du Koweït à destination du régime raciste d'Afrique du Sud.

Non seulement le représentant de l'entité sioniste a mal informé l'Assemblée, mais il persiste dans sa campagne de désinformation. Le Koweït n'a pas de relations avec le régime raciste d'Afrique du Sud. Le Koweït a oeuvré activement avec d'autres Etats Membres pour continuer à appliquer et à renforcer les sanctions globales contre le régime raciste d'Afrique du Sud. Le Koweït a présidé un groupe d'experts chargé d'étudier les moyens d'appliquer efficacement l'embargo pétrolier contre le régime raciste d'Afrique du Sud, en vertu du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 69/37 J. J'ajouterai que le Groupe d'experts a compris que l'opposition de grandes puissances occidentales avait empêché le Conseil de sécurité d'imposer un embargo pétrolier obligatoire.

Le régime raciste d'Afrique du Sud a pu continuer à se procurer du pétrole par des moyens secrets et illicites. Le Groupe a noté que l'Afrique du Sud continuait d'obtenir du pétrole par différents moyens, surtout par l'intermédiaire d'un réseau international de sociétés pétrolières transnationales, notamment celles qui ont des intérêts acquis en Afrique du Sud et qui investissent considérablement dans son industrie énergétique et pétrolière.

Enfin, une chose est évidente : les allégations sionistes israéliennes sont destinées à détourner l'attention de l'Assemblée des relations privilégiées de l'entité sioniste avec le régime raciste et de leur coopération croissante. Cette alliance impie est dûment exposée dans le rapport spécial du Comité spécial contre l'apartheid, contenu dans le document A/40/22/Add.2.

La séance est levée à 21 h 35.